

Étude prospective de la filière porcine au Québec

RAPPORT FINAL

Le 14 mai 2024



Table des matières

Contexte et mandat	3
Portrait de la filière porcine au Québec	7
Nouvelles réalités sur les marchés	49
Diagnostic sur la compétitivité des entreprises québécoises	61
Constats et pistes de solution	90
Annexes	101



Contexte et mandat



L'industrie porcine constitue un apport majeur à l'ensemble du secteur bioalimentaire au Québec

Contexte de l'étude

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) est responsable de concevoir, notamment dans une perspective de développement durable, des politiques et des mesures relatives à la production, à la transformation, à la distribution, à la commercialisation et à l'utilisation des produits agricoles, aquatiques ou alimentaires et veille à leur mise en œuvre.

Le secteur bioalimentaire englobe plusieurs sous-secteurs d'activité : la production agricole, la transformation et la distribution des aliments, y compris le commerce de détail et les services alimentaires destinés au réseau de l'hôtellerie, de la restauration et des institutions. Le secteur bioalimentaire emploie actuellement plus de 532 000 personnes au Québec, ce qui en fait un acteur majeur du développement économique.

Parmi les secteurs d'activité desservis par le MAPAQ, l'industrie porcine est le plus important secteur agricole en excluant ceux qui sont sous gestion de l'offre.

En 2022, la filière porcine générait 15,9 % des recettes totales de marché, 12,7 % des livraisons manufacturières bioalimentaires totales et 13,0 % de la valeur totale des exportations bioalimentaires.

L'industrie porcine a toutefois connu des difficultés au cours des dernières années, qui ont découlé d'une série d'événements.

Sources : MAPAQ, analyse RCGT.

Les dernières années ont ébranlé l'industrie porcine

Récents événements dans l'industrie porcine

Dans un premier temps, la **crise sanitaire de 2020** a contribué à l'implantation de plusieurs mesures sanitaires, mais aussi à la fermeture temporaire de l'usine d'Olymel à Yamachiche. Elle coïncide également avec la désaccréditation de certaines usines pour le marché chinois ainsi qu'avec un manque de main-d'œuvre qui s'est fait ressentir à l'échelle de la province.

En 2021, la **grève chez Olymel, joueur majeur de l'industrie de l'abattage, à l'usine de Vallée-Jonction** a également ébranlé l'industrie porcine, notamment en générant un nombre important de porcs en attente d'être abattus. Plus spécifiquement, en octobre 2021, une réduction des approvisionnements de 530 000 porcs québécois et de 720 000 porcs ontariens a ainsi dû être mise en œuvre après la révision par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec. Des restructurations ont également suivi chez Olymel, créant de l'incertitude chez l'ensemble de la filière.

L'industrie porcine a également connu certaines difficultés relatives à la **renégociation de la convention de mise en marché**. Cette dernière, qui couvrait la période s'échelonnant de 2019 à 2022, a été échue le 29 avril 2022, mais est demeurée en vigueur jusqu'à son remplacement. Lors des négociations, **les Éleveurs de porcs du Québec ont par ailleurs consenti à une réduction de prix**, qui s'explique par un contexte de liquidités serrées chez des abattoirs et des transformateurs, combiné au prix élevé du porc vivant.

Un **conciliateur a été nécessaire pour faire aboutir les négociations** de l'actuelle convention. Le 13 avril 2023, une nouvelle convention de mise en marché a été signée par tous les abattoirs, soit près d'un an après son échéance.

Le lendemain de la signature de la nouvelle convention, soit le 14 avril 2023, Olymel a annoncé la **fermeture de son usine de Vallée-Jonction** en décembre 2023. Cette fermeture a notamment engendré la création du **mécanisme de retrait temporaire** de la production élaboré par les Éleveurs de porcs du Québec, visant à répondre à la baisse de demande d'Olymel. L'objectif global de réduction a été fixé à 9 %, soit 644 000 porcs annuellement (7 % via le mécanisme et 2 % de baisse « naturelle »). Le premier concours s'est donc tenu le 5 juin 2023 et le retrait de production visé représentait 3 %. Le deuxième concours a été ouvert le 11 décembre 2023 et visait 4 % de réduction.

En parallèle, la Financière agricole du Québec (FADQ), qui suit les liquidités des entreprises pratiquement en temps réel, a ajouté deux avances supplémentaires à son calendrier de **paiements du programme ASRA en 2023** pour le secteur porcin. Pour 2023, la compensation est estimée à 395 M\$.

Note : Au 4 avril 2022, le rabais consenti par les Éleveurs de porcs du Québec était de 40 \$/100 kg. Il est baissé à 25 \$/100 kg le 17 octobre 2022, puis à 5,57 \$/100 kg le 1^{er} février 2023.

Sources : MAPAQ, Éleveurs de porcs du Québec, analyse RCGT.

RCGT a été mandaté par le MAPAQ pour la réalisation de cette étude visant à orienter la filière porcine au Québec

Mandat et objectifs

Mandat

En raison de la présence de nombreux enjeux dans l'industrie, le MAPAQ a mandaté Raymond Chabot Grant Thornton (RCGT) pour la réalisation d'une étude prospective pour la filière porcine au Québec.

Méthodologie

La réalisation du présent mandat s'appuie sur une collecte de données secondaires (Statistique Canada, MAPAQ, FADQ, etc.), mais aussi sur une série d'entrevues menées avec les acteurs de la filière porcine au Québec et à l'international. Les intervenants rencontrés dans le cadre du mandat sont présentés en annexe du rapport.

Objectifs

Le mandat vise plus spécifiquement à répondre aux objectifs suivants :

1. Bonifier la compréhension des perspectives économiques de la filière porcine au Québec :
 - Systèmes de production (naisseur, finisseur, naisseur-finisseur, autre);
 - Autres maillons (abattoirs, meuneries, transformateurs);
 - Modèles d'affaires;
 - Compétitivité de l'industrie québécoise;
2. Analyser les nouvelles réalités des marchés locaux et de l'exportation en portant notamment une attention aux créneaux à développer;
3. Présenter un diagnostic de la filière prenant en compte ses enjeux et ses défis, en distinguant les PME et les grandes entreprises;
4. Identifier des pistes de solution afin d'assurer la compétitivité de la filière porcine en maximisant la création de valeur.

Note : Le manque de données quant aux maillons de la transformation et des meuneries a limité les analyses économiques qui ont pu être intégrées dans le présent rapport en regard de ces derniers.

Portrait de la filière porcine au Québec



La présente section présente le portrait de la filière porcine québécoise et se décline en sept sous-sections

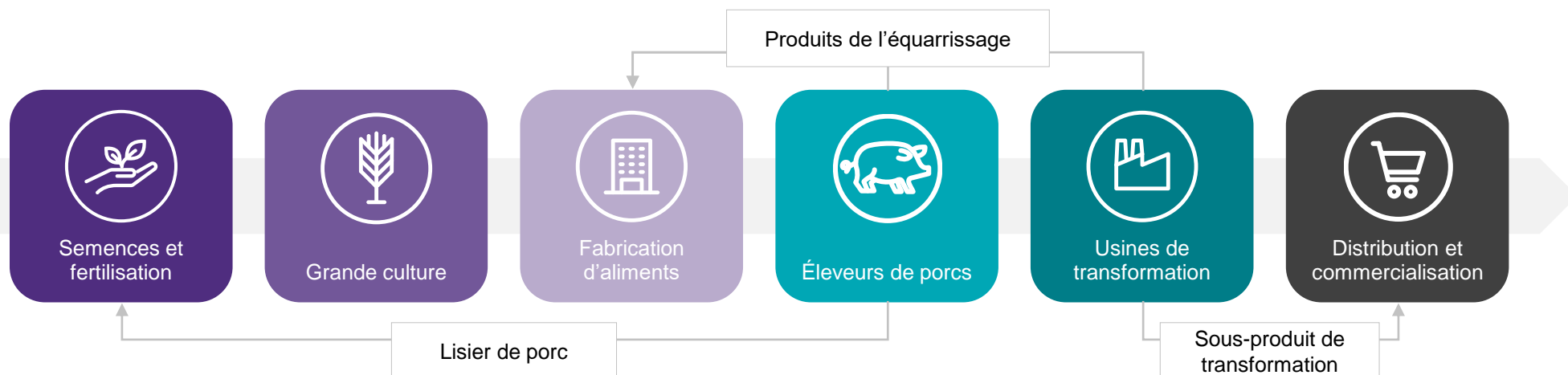
Introduction

Thématiques abordées

1	Présentation de la chaîne de valeur	<ul style="list-style-type: none">• Maillons de la chaîne de valeur• Modèles d'entreprises dans le volet de l'élevage et de la transformation du porc
2	Sommaire des modèles d'affaires	<ul style="list-style-type: none">• Convention de mise en marché• Présentation des modèles d'affaires• Avantages et limites des modèles d'affaires• Concentration de l'industrie
3	Analyse économique de la production	<ul style="list-style-type: none">• Évolution du nombre de porcs abattus et répertoriés• Emplois dans la filière porcine
4	Performance financière de la filière	<ul style="list-style-type: none">• Structure des dépenses• Coûts des intrants• Comparaison financière entre les provinces• Rentabilité des différents maillons de la chaîne de valeur• Analyse des ratios financiers
5	Soutien de l'État	<ul style="list-style-type: none">• Présentation des programmes de soutien• Évolution du soutien octroyé via l'ASRA• Comparaison avec les autres provinces
6	Tendances de consommation	<ul style="list-style-type: none">• Portrait de la consommation au Québec et au Canada• Prix de détail moyen des produits transformés de porc
7	Portrait du commerce international	<ul style="list-style-type: none">• Évolution des exportations, des importations et de la balance commerciale• Principaux marchés d'exportation

La chaîne de valeur de l'industrie porcine se décline en six principaux maillons

Chaîne de valeur



Maillons secondaires



Santé animale



Transport spécialisé



Services-conseils en environnement et en gestion



Reproduction et génétique



Institutions financières



Équipementiers



Services d'ingénierie (conception et construction d'équipement)



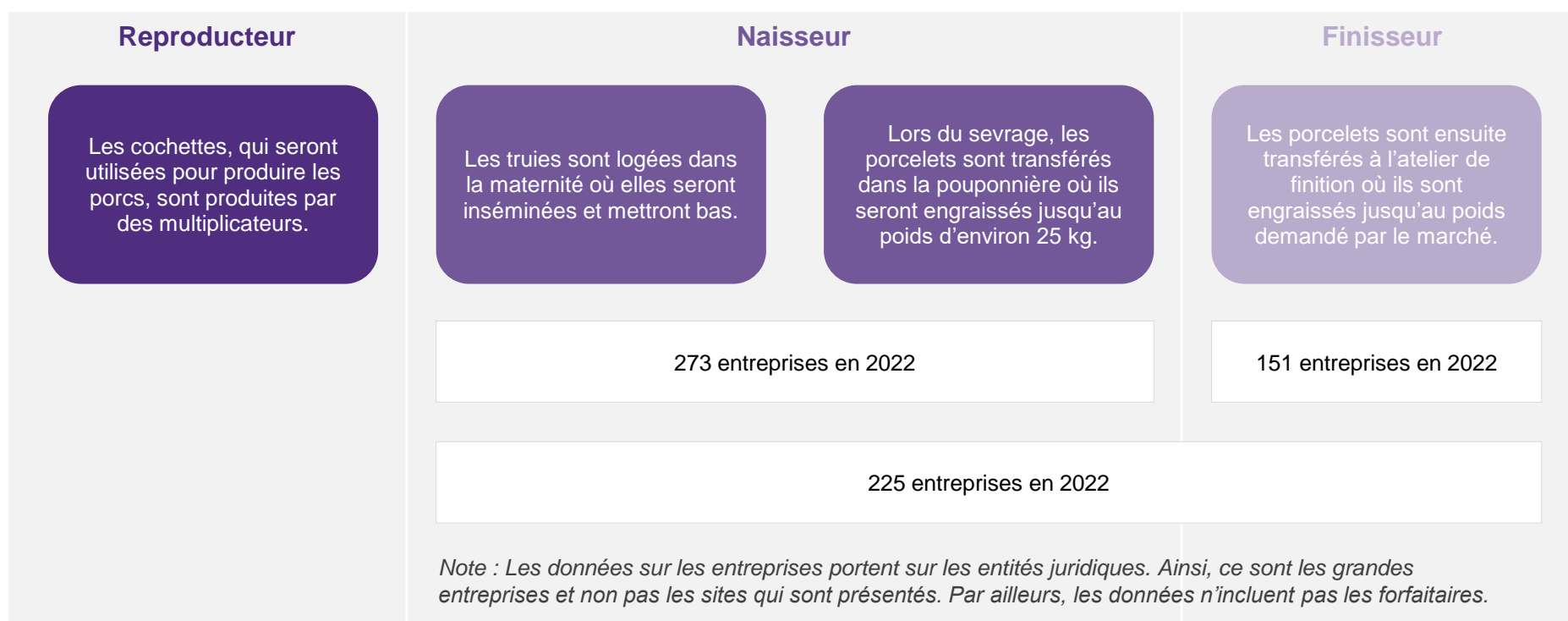
Centre de transbordement et de conditionnement du grain

Sources : Les Éleveurs de porcs du Québec, analyse RCGT.

Il existe différents types d'éleveurs de porcs au Québec qui se scindent selon le développement de l'animal

Modèles d'entreprises dans le volet de l'élevage

Le cycle de production des éleveurs de porcs est réparti entre plusieurs types d'établissements qui varient selon la croissance du porc. Il y a les établissements en lien avec la maternité et ceux en lien avec l'engraissement des porcs.



Certains éleveurs sont responsables de l'ensemble du cycle de production, alors que d'autres sont spécialisés dans l'une ou l'autre des étapes. À titre d'exemple, plusieurs éleveurs sont à la fois naisseurs et finisseurs, alors que d'autres types d'éleveurs gèrent aussi des pouponnières.

Sources : Les Éleveurs de porcs du Québec, analyse RCGT.

Il existe trois transformations dans l'industrie porcine qui permettent de maximiser la valeur ajoutée de la carcasse

Modèles d'entreprises dans le volet de la transformation du porc

Note : Une liste des abattoirs est présentée en annexe.

Première transformation

La première transformation du porc constitue l'abattage des animaux. Il existe trois types d'abattoirs au Québec : ceux de juridiction provinciale ou fédérale, ainsi que les abattoirs de proximité (encadrés par le gouvernement provincial avec des exigences spécifiques de mise en marché).

8 abattoirs fédéraux
13 abattoirs provinciaux
20 abattoirs de proximité
sont autorisés à abattre des animaux de l'espèce porcine.

Deuxième transformation

La deuxième transformation du porc inclut notamment le désossage et la découpe de la viande.

266 permis provinciaux pour la découpe à forfait

Troisième transformation

La troisième transformation implique la production de produits tels que les saucisses, les jambons, le bacon et autres charcuteries ou mets préparés. Pour ce fait, les entreprises dans ce secteur doivent avoir un permis provincial ou une licence fédérale de préparation de charcuteries en gros.

413 permis provinciaux pour la charcuterie

La troisième transformation est celle qui permet d'aller chercher la plus forte valeur ajoutée, puisqu'elle permet de valoriser l'ensemble des pièces de la carcasse. En plus des abattoirs, il y a plusieurs établissements qui récupèrent les sous-produits de l'abattage, tels que les boyaux, la langue ou le sang, ainsi que des entreprises spécialisées dans leur valorisation. Ces dernières doivent obtenir une licence fédérale.

Sources : Gouvernement du Québec (Portrait-diagnostic sectoriel de l'industrie du porc au Québec), MAPAQ (Liste d'établissements sous permis), entrevues avec les acteurs de la filière québécoise, analyse RCGT.

Les relations entre les producteurs et les acheteurs de porcs au Québec font l'objet d'une régulation

Historique des conventions de marché

La convention de la mise en marché des porcs constitue un cadre légal qui encadre les relations entre les producteurs et les acheteurs au Québec. Elle est renégociée à peu près chaque trois ans entre les producteurs et les acheteurs de porcs.

Le contexte de négociation des dernières années inclut la présence d'un joueur dominant du côté des acheteurs, Olymel, dont le pouvoir de négociation est important. Les autres acheteurs se rangent généralement derrière Olymel dans le cadre du processus de négociation. Le climat entourant les dernières négociations était caractérisé par une volonté de réduire les approvisionnements de la part des acheteurs advenant une situation où la formule de prix leur était défavorable, ce qui laisse peu de place pour les requêtes des éleveurs de porcs.

Les trois dernières négociations ont fini en arbitrage devant la Régie ou à l'aide d'un conciliateur, ce qui illustre bien les difficultés associées aux négociations entre les deux parties.

Les détails des trois dernières négociations sont présentés à la page suivante.

Plus récente convention

En avril 2023, après une période de plus de 15 mois de négociation, une nouvelle version de cette entente a été signée entre Les Éleveurs de porcs du Québec et les acheteurs, soit les abattoirs. La nouvelle entente reflète le récent contexte dans lequel navigue l'industrie porcine, créé notamment par la crise sanitaire, la pénurie de main-d'œuvre et le climat mondial défavorable, incluant notamment une suspension temporaire des exportations vers la Chine et des réductions de volumes dans certains abattoirs. L'entente inclut ainsi une nouvelle formule de prix qui a pour effet de partager les risques et les bénéfices liés à la mise en marché du porc. L'objectif de la convention est d'assurer un prix du porc plus prévisible pour les deux parties.

La plus récente convention inclut aussi une entente de réduction de la production porcine. Plus spécifiquement, les deux parties se sont également entendues pour favoriser l'écoulement de la production porcine à court terme. À cet effet, Olymel a accepté de demeurer en activité pour son usine de Vallée-Jonction et de cesser d'abattre des porcs provenant de l'Ontario afin d'écouler la production québécoise.

Des conditions particulières sont aussi prévues dans la convention de mise en marché pour les porcs biologiques ou *Certified Humane*, qui constituent des produits de niche.

Sources : Les Éleveurs de porcs du Québec, analyse RCGT.

Les trois dernières conventions ont été conclues en arbitrage ou à l'aide d'un conciliateur

Présentation de la convention de mise en marché

Années couvertes par la convention	Formule de prix retenue	Conclusion
2016-2019	<p>La formule de prix retenue a été la même que durant la convention de 2009-2013, soit :</p> <p>Coût net moyen (<i>average net price</i>) pondéré par les volumes et les poids des porcs vendus par les producteurs (<i>producer sold</i>) pour les catégories de formule de prix <i>negociated</i> et <i>swine or pork market formula</i> de l'avant-veille en \$ US/100 lb carcasse américaine :</p> <p>x par 0,74 de rendement carcasse américaine;</p> <p>÷ par 0,80 de rendement carcasse canadienne;</p> <p>x par taux de change;</p> <p>x par lb/kg (2,2046);</p> <p>÷ par indice moyen 3 de Classement 4 du Québec</p>	Arbitrage devant la Régie des marchés agricoles
2019-2022	<p>Le prix retenu était calculé selon le ratio du prix national américain (LM_HG201) sur la valeur reconstituée de la carcasse américaine, soit le <i>cut out</i> (LM_PK602) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si ce ratio était inférieur à 90 %, le prix était 90 % du <i>cut out</i> (LM_PK602); • Si ce ratio était entre 90 % et 100 %, le prix était la référence prix national américain (LM_HG201); • Si ce ratio était supérieur à 100 %, le prix était 100 % du <i>cut out</i> (LM_PK602). 	Arbitrage devant la Régie des marchés agricoles
2023-2026	<p>Le prix de base, fixé au cours de la première année de la convention de mise en marché, correspondra à 85 % de la valeur reconstituée de la carcasse américaine (<i>cut out</i>). Il devrait ensuite progresser vers 88 % au début de la troisième année. À titre indicatif, il s'agit d'une baisse qui est estimée à 12,50 \$ par porc, ou environ 4,5 % du prix total pour les éleveurs de porcs, par rapport à la convention précédente de mise en marché, où le prix basé sur la valeur reconstituée était de 90 % à 100 %. La nouvelle formule prévoit aussi un prix de base bonifié par un complément de prix selon les profits du secteur « Porcs frais Est » générés par Olymel. Les autres acheteurs paieront un complément de prix égal à celui payé par Olymel.</p>	À l'aide d'un conciliateur

Note : La formule de calcul présentée pour 2016-2019 demeure pour les trois conventions présentées.

Note : Tous les producteurs sont soumis à la convention de mise en marché, incluant les intégrateurs.

Sources : Les Éleveurs de porcs du Québec, analyse RCGT.

Il existe plusieurs modèles d'affaires pour l'élevage des porcs au Québec

Modèles d'affaires dans le volet de l'élevage

Type de producteur	Description
Producteur indépendant	Producteur qui gère lui-même sa production. Il est propriétaire de ses porcs et de l'équipement. Il gère les risques.
Producteur indépendant faisant produire une partie à contrat	Producteur de porcs qui sous-traite à contrat l'élevage des porcs qui demeurent détenus par l'entreprise indépendante. Ce dernier fournit alors le porcelet, l'alimentation et le suivi technique. Il dicte les conditions de vente au sous-traitant et conserve donc une part du risque.
Producteur à contrat pour un autre producteur indépendant	Producteur de porcs sous-traitant au profit d'un producteur indépendant. Ce dernier détient sa propre porcherie, mais n'est pas propriétaire des porcs. Le sous-traitant dispose donc d'une stabilité de revenu et d'un risque plus faible que le producteur indépendant, notamment en raison des conditions de vente qui sont discutées en amont.
Producteur à contrat pour un producteur-intégrateur ou grand producteur	Producteur de porcs sous-traitant par un accord contractuel. Comme le producteur à contrat pour un autre producteur, ce dernier détient sa propre porcherie, mais n'est pas propriétaire des porcs. Le sous-traitant dispose donc d'une stabilité de revenu et d'un risque plus faible que le producteur indépendant, notamment en raison des conditions de vente qui sont discutées en amont.
Producteur-intégrateur ou grand producteur	L'intégrateur possède l'ensemble de la chaîne de production, de la meunerie à l'abattoir, en passant par le transport et l'élevage, qu'il fait lui-même ou donne à forfait. Il arrive par ailleurs que certains producteurs-intégrateurs ne détiennent pas d'abattoir. C'est le cas de certaines meuneries qui opèrent également des fermes d'élevage porcin par exemple. Il est également possible que certains intégrateurs n'aient que l'élevage et abattage. Ils sont aussi appelés producteurs transformateurs.

Sources : Les Éleveurs de porcs du Québec, analyse RCGT.

Les différents modèles d'affaires des éleveurs de porcs comportent des avantages et des limites

Avantages et inconvénients de chacun des modèles d'affaires

Type de producteur	Avantages	Limites
Producteur indépendant	<ul style="list-style-type: none"> Flexibilité dans la gestion et autonomie décisionnelle (choix des fournisseurs, stratégies d'élevage, etc.); Le potentiel de rentabilité est plus important, puisque les marges bénéficiaires sont potentiellement plus élevées que pour les producteurs à contrat, qui obtiennent des revenus fixes. 	<ul style="list-style-type: none"> Le producteur conserve l'ensemble des risques (fluctuations des prix des intrants, maladies ou crises sanitaires, variations du prix du marché, etc.); Il est ainsi plus complexe de prévoir les revenus qui seront dégagés; Ils doivent assumer les marges déficitaires lorsque requis; Investissements initiaux élevés, notamment pour l'achat des porcs; Pour les producteurs de petite taille, il peut être plus difficile de négocier des contrats avantageux, notamment avec des fournisseurs.
Producteur indépendant faisant produire une partie à contrat		
Producteur à contrat pour un autre producteur indépendant	<ul style="list-style-type: none"> Stabilité de revenu; Risque plus faible, notamment en lien avec le coût de l'alimentation, des porcelets, etc.; Les conditions sont dictées en avance, ce qui rend plus prévisible la rentabilité. 	<ul style="list-style-type: none"> Les conditions contractuelles peuvent être modifiées et le contrat peut être rompu, ce qui représente une forte dépendance envers l'acheteur; Peu de flexibilité pour le sous-traitant; La rentabilité potentielle est limitée à ce qui est prévu au contrat.
Producteur à contrat pour un abattoir		
Producteur-intégrateur ou grand producteur	<ul style="list-style-type: none"> Économies d'échelle possibles, notamment pour l'achat des intrants; Possibilité d'investir dans de l'équipement hautement technologique; En raison de la taille majeure, possibilité de négocier des contrats avantageux incluant une plus grande capacité de contrepartie sur le marché boursier et le marché comptant; Permet de réduire le risque, notamment en raison de la diversification des activités. 	<ul style="list-style-type: none"> La diversité des activités peut apporter une complexité de gestion. Une taille trop importante peut amener à une productivité marginale décroissante; Investissements initiaux élevés, notamment pour la création d'une entreprise de taille majeure qui requiert une structure établie et de nombreuses ressources; La présence des intégrateurs peut apporter une concentration dans l'industrie.

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière québécoise, analyse RCGT.

La proportion de porcs produits par les grandes entreprises a augmenté depuis dix ans au Québec

Proportion de la production à forfait

En considérant qu'un total de 6,8 millions de porcs ont été produits en 2022 selon les données de la Financière agricole du Québec, et que 2,7 millions d'entre eux proviennent de petites et moyennes entreprises, il est possible d'estimer que 39 % des porcs sont produits par des PME, alors que 61 % proviennent des grandes entreprises.

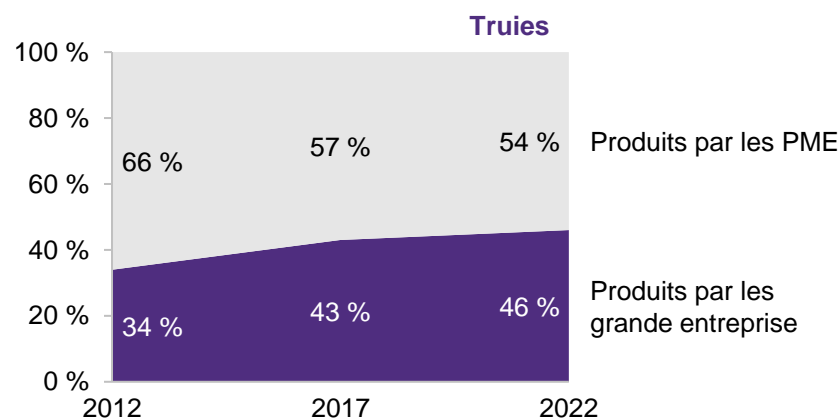
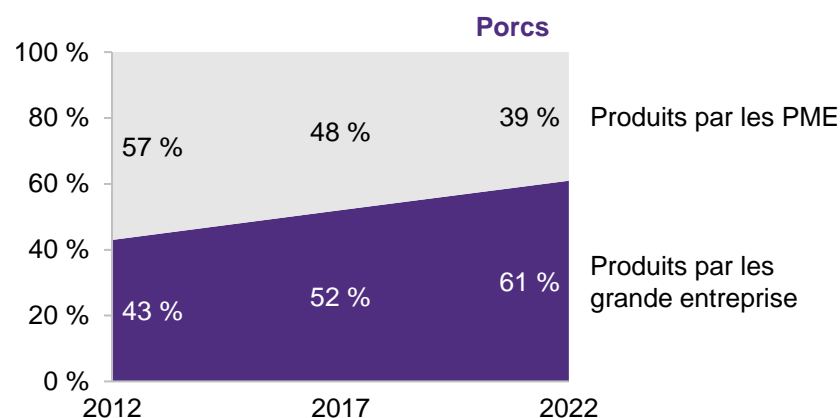
Plus spécifiquement, la proportion de porcs produits par les grandes entreprises est passée de 43 % en 2012 à 61 % en 2022, ce qui illustre une concentration de la production vers les intégrateurs. Ce constat est également le même pour la production de truies.

Des analyses plus spécifiques sont présentées en annexe du rapport.

Note : Les données présentées constituent le volume assuré par l'ASRA. Il existe un volume hors ASRA, mais qui demeure négligeable. Le détail des analyses est présenté en annexe du rapport.

Évolution du nombre d'unités produites selon le type

Québec, 2012-2022, en % des unités produites



Sources : Financière agricole du Québec, analyse RCGT.

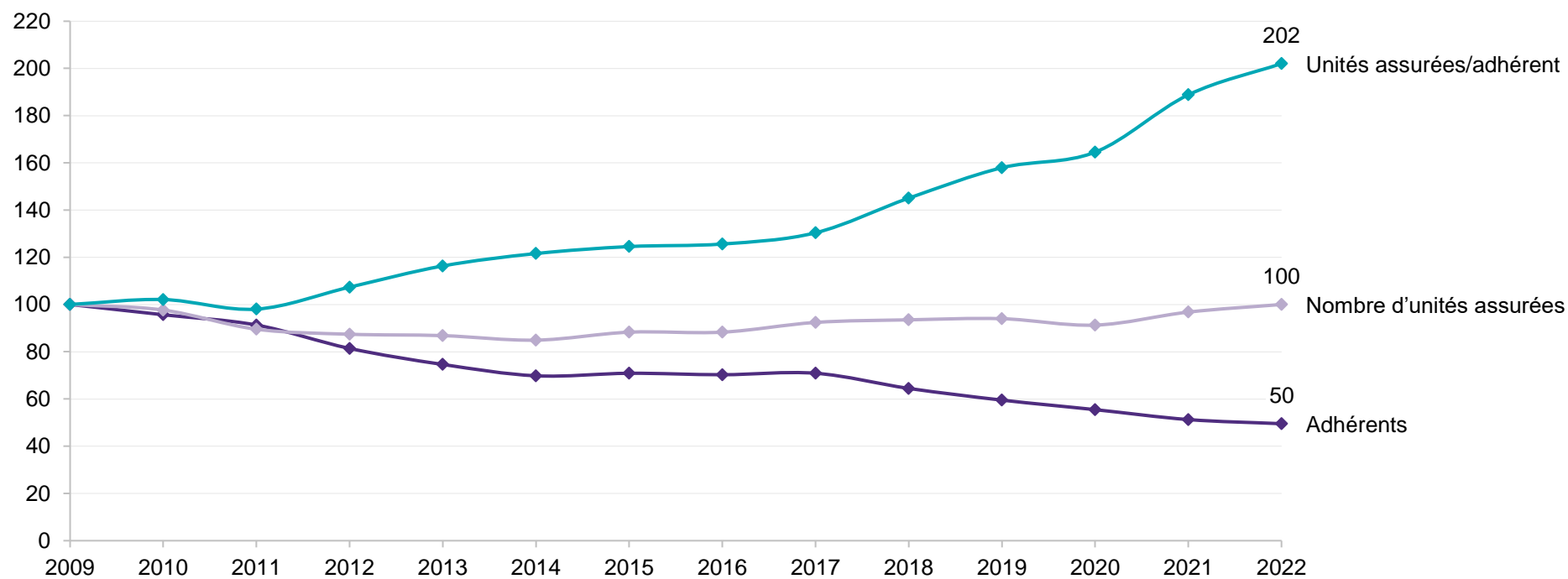
La concentration chez les éleveurs de porcs a connu une hausse marquée au cours des dernières années

Concentration chez les éleveurs de porcs

Alors que le nombre d'unités assurées par l'ASRA dans le secteur porcin est demeuré relativement stable au cours des années, le nombre d'adhérents a considérablement reculé, ce qui crée une hausse du nombre d'unités assurées par adhérent. Plus spécifiquement, le nombre de kilogrammes de viande porcine assurée par adhérent à l'ASRA a plus que doublé entre 2009 et 2022, ce qui démontre que la concentration s'est accrue chez les éleveurs de porcs québécois.

Évolution du nombre d'adhérents à l'ASRA, au nombre d'unités assurées et au nombre d'unités assurées/adhérent (porc)

Québec, 2009-2022, en base 100 (2009 = 100)



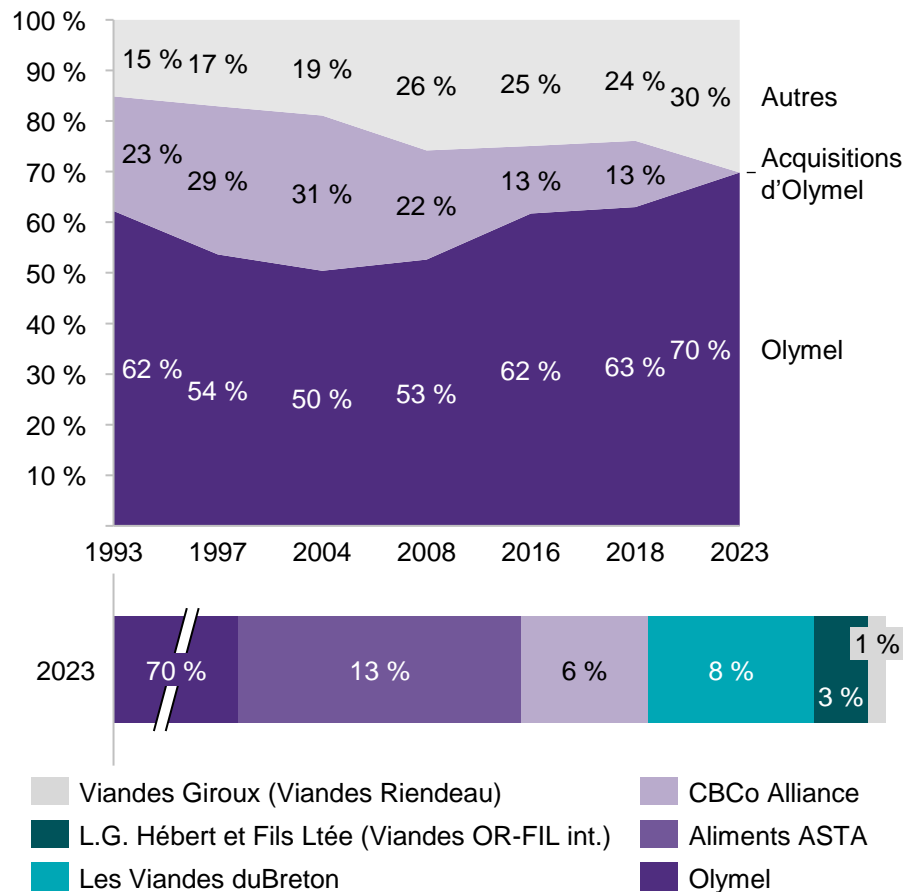
Sources : Financière agricole du Québec, analyse RCGT.

Le marché est de plus en plus concentré au niveau des abattoirs et des transformateurs

Concentration chez les abattoirs et transformateurs

Évolution des parts de marché dans l'abattage

Québec, 2004-2023, en % de la capacité d'abattage



En incluant les porcs abattus en provenance d'autres provinces, Olymel disposait en 2023 de 70 % de la capacité totale d'abattage au Québec, alors que sa part de marché était de 50 % en 2004.

Au cours des dernières années, plusieurs fusions et acquisitions ont été complétées par Olymel, le plus important transformateur de porcs au Québec. Parmi les principales, notons :

- Un partenariat d'affaires avec ATRAHAN Transformation et le Groupe Robitaille pour l'exploitation commune de leurs activités d'abattage, de découpe et de transformation de la viande de porc;
- La constitution de la coentreprise Oly-Robi avec le Groupe Robitaille;
- L'acquisition de F. Ménard et de son abattoir de porcs situé à L'Ange-Gardien en Montérégie.

En outre, Olymel a effectué trois acquisitions d'entreprises de transformation, soit La Fernandière, Aliments Triumph et Pinty's en Ontario.

Actuellement, il ne reste que six organisations œuvrant dans l'abattage qui se partagent les parts de marché. Olymel détient près des trois quarts du marché total en se basant sur le volume de porcs abattus.

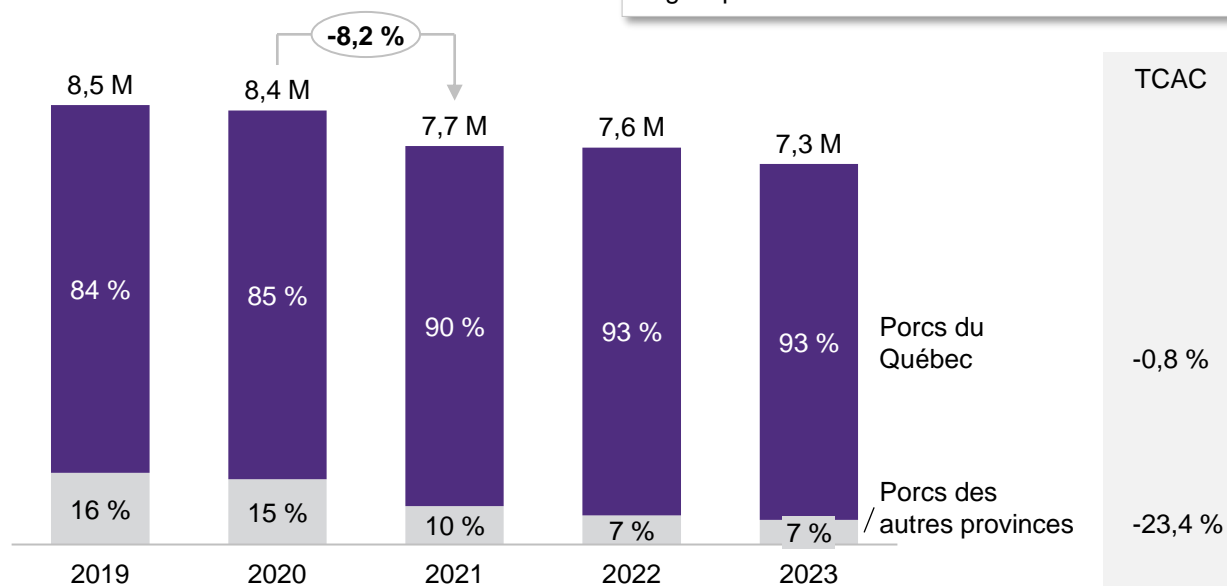
En 2023, 7,3 millions de porcs ont été abattus au Québec et la grande majorité provenait de producteurs québécois

Porcs abattus au Québec

Porcs abattus au Québec

Québec, 2019-2022, en millions de porcs

Note : La Montérégie produisait 37 % des porcs québécois en 2022, ce qui en fait la plus grande région productrice au Québec.



Nombre de porcs québécois abattus dans une autre province

984	4 046	179 594	108 605	42 827
-----	-------	---------	---------	--------

Note : Les données sur le nombre de porcs québécois abattus dans une autre province incluent uniquement les abattoirs canadiens et ne tiennent donc pas compte des porcs abattus aux États-Unis.

Le taux de croissance annuel composé (TCAC) indique, pour une période donnée, la variation annuelle moyenne.

Le nombre de porcs abattus au Québec a diminué de 8,2 % entre 2020 et 2021, passant de 8,4 millions à 7,7 millions.

En 2023, 93 % des porcs abattus provenaient d'éleveurs québécois. Cette proportion a augmenté entre 2019 et 2023, au détriment des producteurs du reste du Canada. Les porcs provenant de l'extérieur représentaient un peu plus d'un demi-million pour 2023.

La presque totalité des porcs élevés au Québec est également abattue au Québec.

Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, analyse RCGT.

Le Québec représente près du tiers des porcs à la ferme au Canada, mais près du quart des fermes canadiennes

Évolution du nombre porcs répertoriés

Au 1^{er} janvier 2024, un total de 4,2 millions de porcs était recensé au Québec, répertorié dans un total de 1 600 fermes. Le nombre de porcs moyen par ferme est plus grand au Québec que dans l'ensemble du Canada, où il se situe à un peu moins de 2 000 porcs, alors que ce chiffre est de 2 600 au Québec. Notons toutefois que ces données représentent un inventaire à un moment précis et doivent donc être interprétées avec soin. Le nombre de porcs par ferme est cependant beaucoup plus élevé au Manitoba.

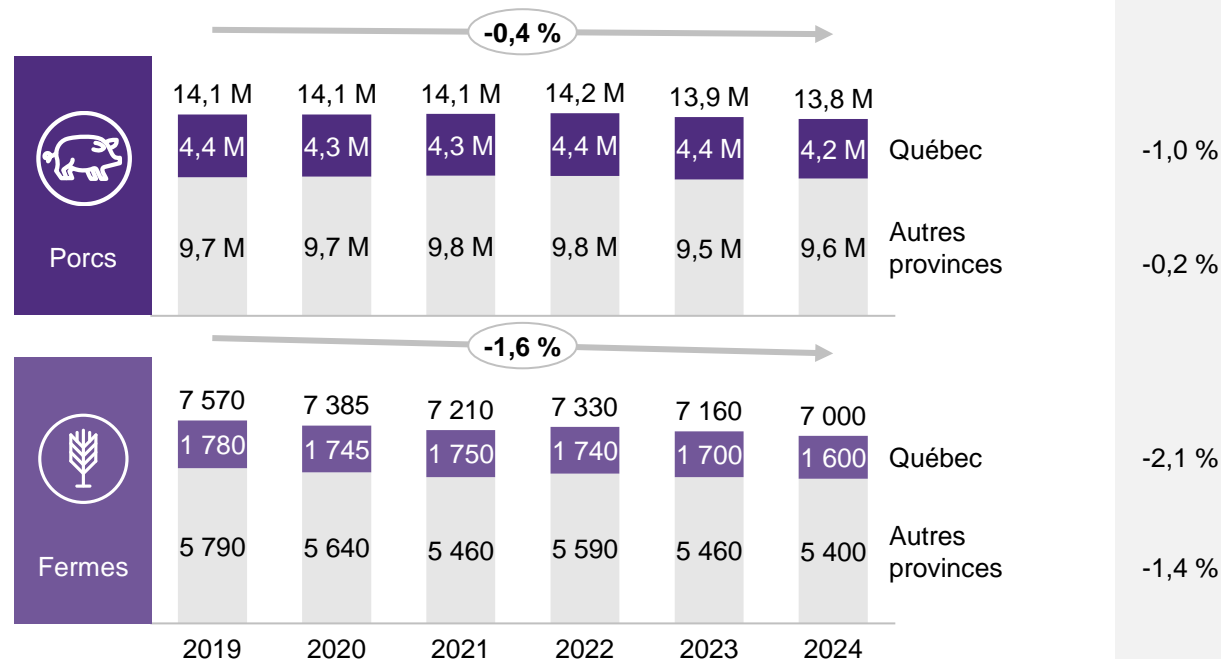
Depuis 2019, le nombre de porcs recensés a connu une baisse au Québec, mais est demeuré relativement stable dans les autres provinces. Concernant le nombre de fermes, il a connu une baisse autant au Québec que dans les autres provinces.

Les porcs voués à la reproduction représentent 7 % des têtes dans la ferme. Le reste est voué à la production de viande. Ceux-ci sont catégorisés selon leur poids.

Note : En 2022, 30 % des producteurs de porcs étaient situés en Montérégie.

Évolution du nombre de porcs et du nombre de fermes (au 1^{er} janvier)

Canada, Québec, 2019-2024, en nombre de fermes, en millions de porcs



Nombre moyen de porcs par ferme

Canada	1 859	1 905	1 958	1 933	1 950	1 966
Québec	2 463	2 487	2 471	2 523	2 571	2 600
Ontario	1 472	1 494	1 593	1 531	1 535	1 607
Manitoba	6 165	6 018	6 138	6 064	6 179	6 390

Sources : Statistique Canada (tableau 32-10-0160-01), analyse RCGT.

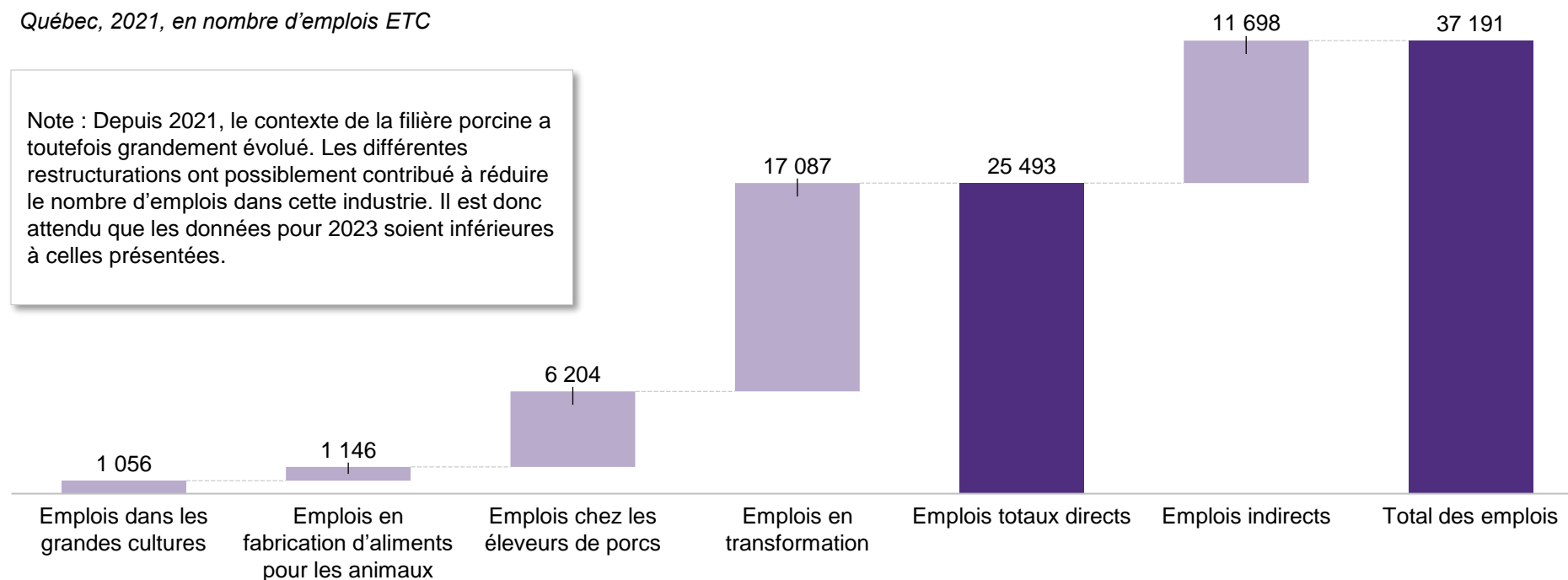
La production porcine soutient un nombre important d'emplois au Québec

Nombre d'employés dans la filière porcine

En 2021, les éleveurs de porcs, les abattoirs, les ateliers de découpe et les usines de transformation ont soutenu conjointement plus de 23 000 emplois en équivalent temps complet (ETC). En ajoutant les emplois dans les grandes cultures ainsi que ceux dans la fabrication d'aliments pour les animaux, le total des emplois directs augmente à 25 493 emplois pour 2021. Ce total, combiné aux emplois indirects qui comprennent les fournisseurs des entreprises œuvrant directement dans le domaine porcin, est de plus de 37 000 emplois. En plus des emplois, l'industrie porcine génère 668 millions de dollars en recettes fiscales pour les gouvernements.

Répartition des emplois dans la filière porcine

Québec, 2021, en nombre d'emplois ETC



Sources : Les Éleveurs de porcs du Québec, analyse RCGT.

Le nombre de travailleurs étrangers temporaires dans les fermes porcines s'est largement accentué depuis 2018

Travailleurs étrangers temporaires dans la filière porcine

Au Québec, le nombre de travailleurs étrangers temporaires dans les fermes porcines est passé de 322 en 2018 à 1 281 en 2022, soit une croissance annuelle moyenne de 32 %. Ce type de travailleurs était quatre fois plus nombreux en 2023 par rapport à 2018.

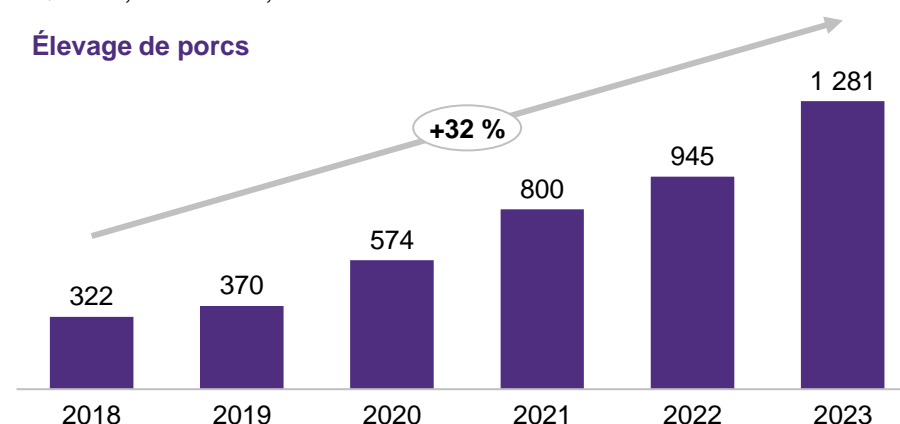
En utilisant les dernières données sur l'emploi rendues disponibles par les Éleveurs de porcs dans leur domaine d'activité (6 204 emplois), il est possible d'estimer que les travailleurs étrangers temporaires représentaient donc environ 21 % des emplois dans les fermes porcines.

Pour l'industrie de la fabrication de produits de viande, la hausse du nombre de travailleurs étrangers temporaires a été plus modeste entre 2018 et 2023, s'établissant à une croissance annuelle de 1,3 %.

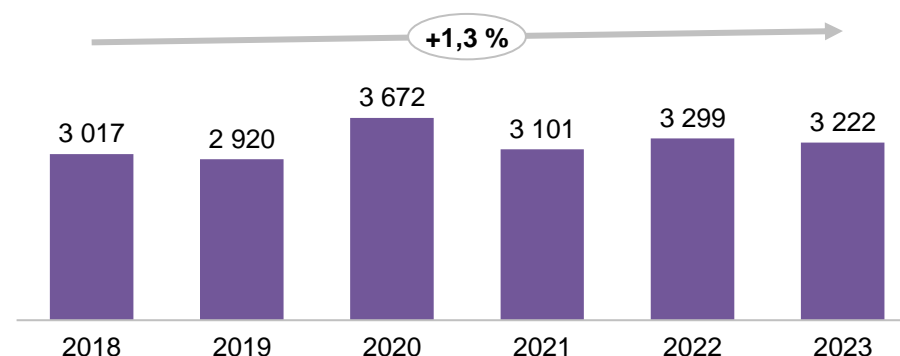
Évolution du nombre de travailleurs étrangers temporaires

Québec, 2018-2023, en nombre de travailleurs

Élevage de porcs



Fabrication de produits de viande



Sources : Statistique Canada (tableau 32-10-0218-01), analyse RCGT.

En 2022, le coût de production de 100 kg de porc atteignait 271 \$ pour la ferme moyenne

Évolution du coût unitaire de production porcine

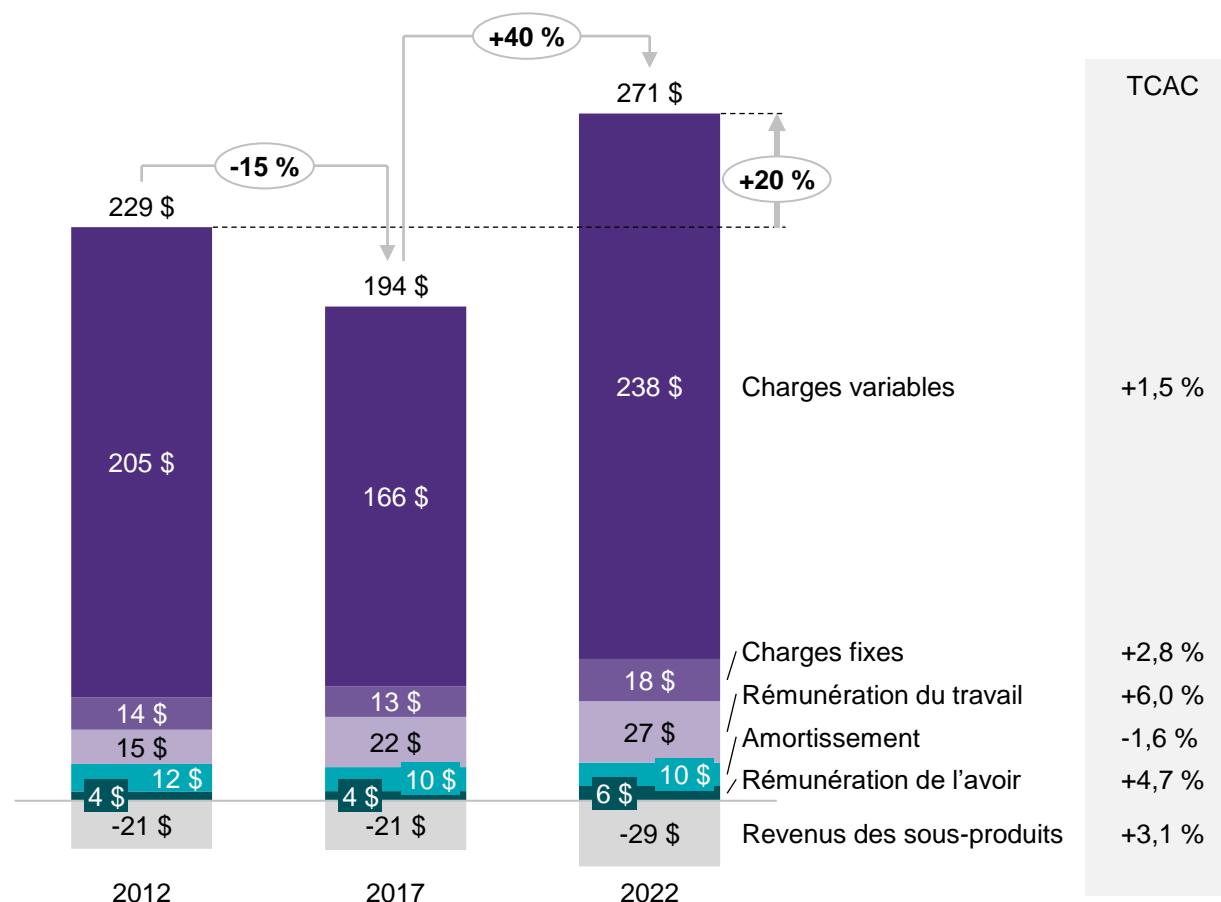
Les charges variables constituent une part importante du coût unitaire, notamment en raison de l'alimentation qui s'avère dispendieuse.

En analysant le coût unitaire de production porcine présenté dans l'Étude sur le coût de production, entre 2017 et 2022, une hausse de 40 % des coûts de production pour 100 kg de viande de porc est constatée. Cependant, le coût unitaire de production avait connu une diminution de 15 % en 2017 par rapport à 2012. Ainsi, la hausse entre 2012 et 2022 totaliserait 20 %. À titre indicatif, l'indice de prix dans l'agriculture a été de 40 % entre 2012 et 2022, en prenant la moyenne annuelle, soit largement supérieure à la hausse du coût unitaire de 20 %.

Notons toutefois que le coût de production de la viande porcine varie d'un éleveur à l'autre, en fonction de ses performances individuelles, et que les analyses sont produites dans une perspective de filière.

Évolution du coût de production porcine

2012-2022, en \$/100 kg, en % d'augmentation



Sources : Étude sur le coût de production des secteurs Porcelets et Porcs (2012, 2017 et 2022), analyse RCGT.

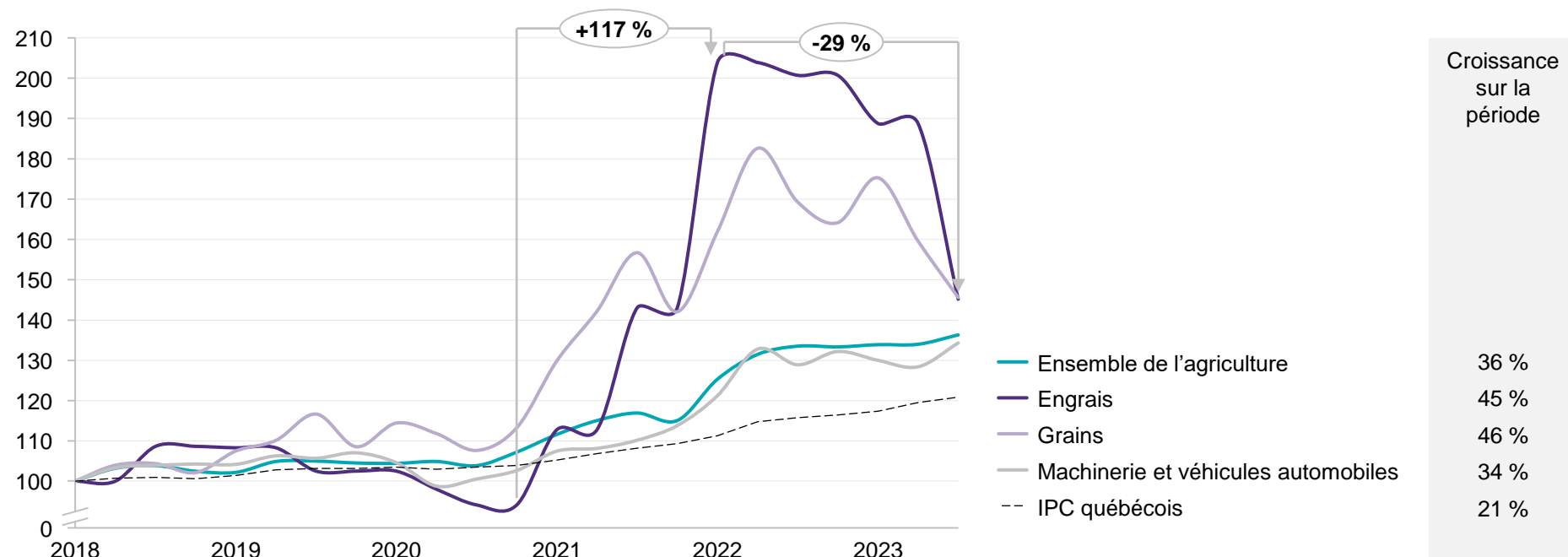
L'augmentation du coût des intrants s'est accélérée en agriculture entre 2021 et 2022

Coûts des intrants

Cette hausse est d'autant plus marquée pour le coût des engrais, qui a plus que doublé entre 2021 et 2022. Les grains ont eux aussi connu une hausse considérable de leurs coûts. Le coût de la nourriture affecte plus les éleveurs de type finisseurs, puisqu'ils nécessitent une plus grande quantité d'intrants sous forme de nourriture. La hausse du coût des intrants a largement surpassé celle de l'inflation (IPC). Cette croissance marquée du coût des intrants a toutefois été temporaire pour les engrais et les grains, puisqu'ils ont diminué fortement au troisième trimestre de 2023.

Évolution de l'indice des prix des intrants en agriculture

Québec, 2018-2023, en base 100 (T1-2018 = 100)



Sources : Statistique Canada (tableau 18-10-0258-01), ISQ, analyse RCGT.

Le Québec affiche toutefois une hausse plus faible du prix des grains par rapport aux autres provinces

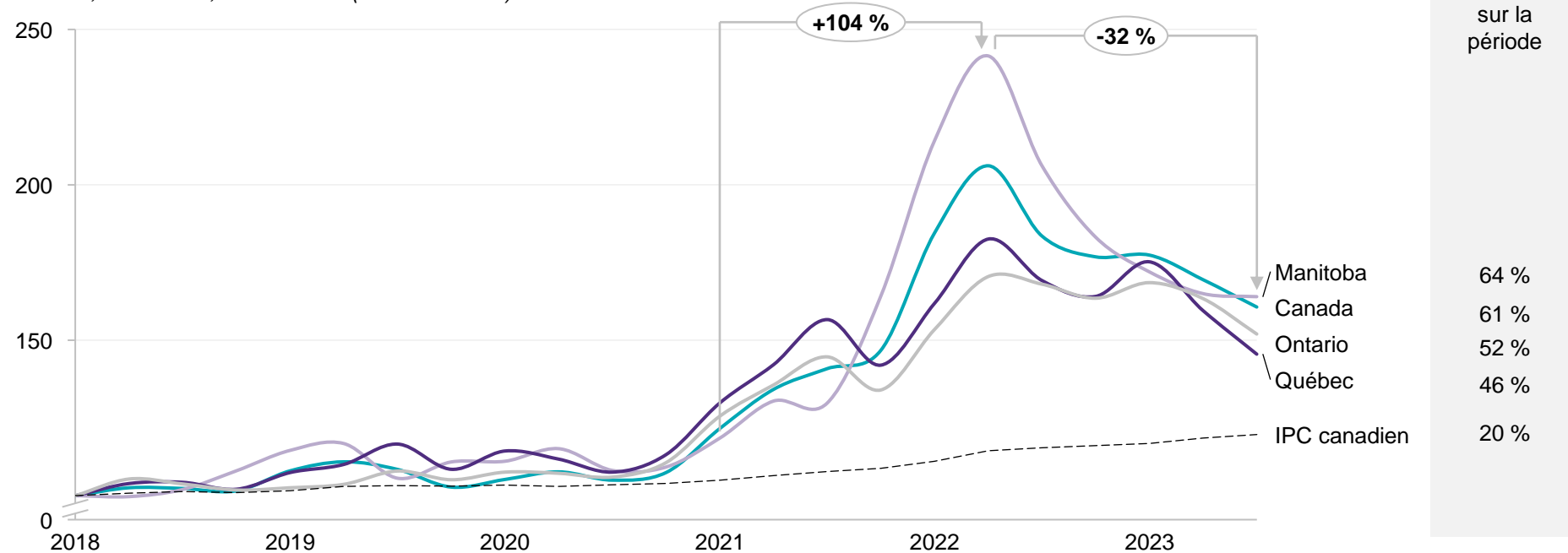
Coûts des intrants en comparaison avec les autres provinces

La croissance des coûts de l'alimentation pour l'élevage de porcs s'est établie à 46 % pour le Québec entre 2018 et le troisième trimestre de 2023. En comparaison, cette hausse a été de 52 % pour l'Ontario et de 61 % pour l'ensemble du Canada.

Le Manitoba se démarque par une hausse plus forte du prix des grains, qui s'établit à 64 % pour la période à l'étude. Entre 2021 et le deuxième trimestre de 2022, les coûts d'alimentation ont plus que doublé au Manitoba, avant de redescendre considérablement.

Évolution de l'indice des prix des grains selon le territoire

Canada, 2018-2023, en base 100 (T1-2018 = 100)



Sources : Statistique Canada (tableau 18-10-0258-01), analyse RCGT.

Depuis 2006, le prix du grain a été favorable une seule fois pour l'industrie porcine québécoise, en 2014

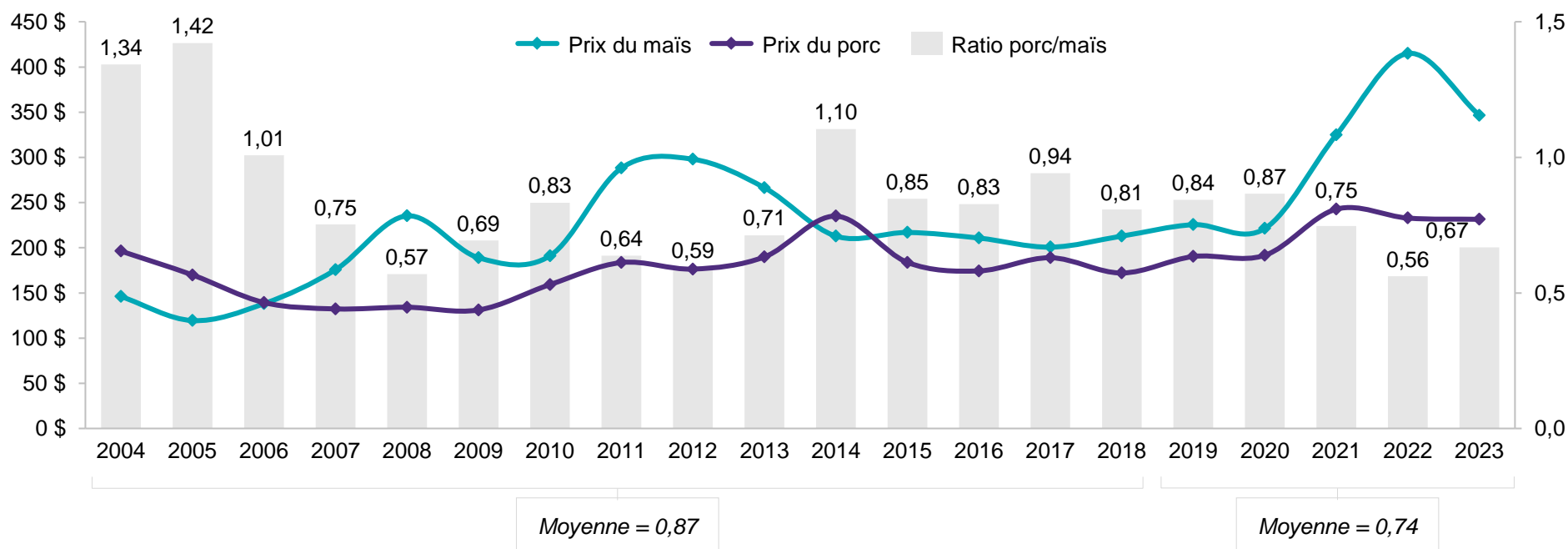
Coût de l'alimentation

Le ratio entre le prix du porc (\$/100 kg) et du maïs (\$/tonne métrique) est une règle du pouce utilisée dans l'industrie du porc permettant d'établir si la conjoncture est favorable ou non pour la filière. De manière générale, un ratio supérieur à 1 permet d'établir qu'il s'agit d'une année favorable pour l'industrie, alors qu'un ratio inférieur à 1 illustre un contexte plutôt défavorable.

Depuis 2006, les données soulignent que le contexte n'est pas très favorable, le ratio ayant été au-dessus de 1 qu'une seule fois depuis. Ce constat est exacerbé en 2022, année au cours de laquelle le prix du maïs a atteint un sommet.

Prix moyen du maïs et du porc, et ratio du prix du porc sur le prix du maïs

Canada, 2004-2023, en \$/100 kg pour le porc, en \$/tonne métrique pour le maïs



Sources : Financière agricole du Québec, IndexMundi, analyse RCGT.

Les fermes porcines québécoises affichent un ratio d'endettement plus élevé que celui des autres provinces

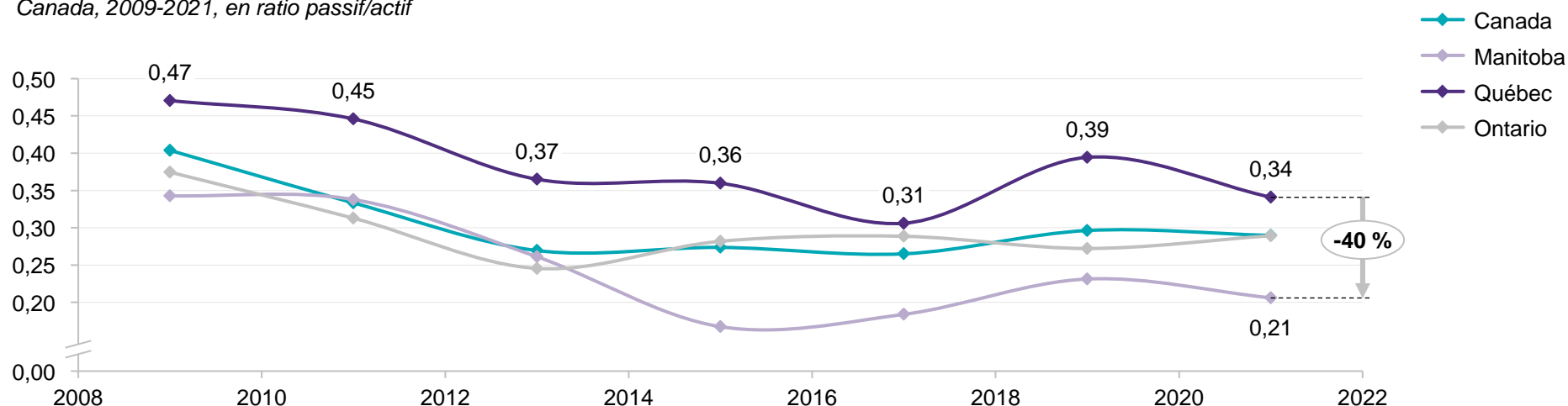
Ratio d'endettement selon la province

Le ratio d'endettement est le pourcentage de l'actif d'une entreprise qui est financé par ses créancières et créanciers. Plus spécifiquement, il se calcule en divisant le passif total par l'actif. Au Québec, le ratio d'endettement des fermes porcines a connu une légère baisse depuis 2009, passant de 0,47 à 0,34 en 2021, la dernière année disponible. Malgré cette diminution, il demeure relativement élevé en comparaison avec celui du Manitoba, qui s'établissait à 0,21 en 2021.

Une entreprise avec un fort ratio d'endettement est souvent en bonne condition lorsque les marchés sont en expansion. Toutefois, elles risquent de rencontrer des difficultés à rembourser leurs dettes en cas de ralentissement économique. Leur capacité à contracter de nouvelles dettes pour leur survie ou pour saisir les opportunités du marché est également limitée. Toutefois, un ratio d'endettement faible peut aussi découler d'une restructuration de la dette et ne veut donc pas nécessairement signifier que le Québec affiche des sous-investissements. Des analyses supplémentaires sont nécessaires pour le déterminer si le Québec a affiché des investissements plus faibles. Celles-ci sont présentées dans les pages suivantes.

Évolution du ratio d'endettement des fermes porcines selon le territoire

Canada, 2009-2021, en ratio passif/actif



Sources : Statistique Canada (tableau 32-10-0102-01), analyse RCGT.

L'évolution de la valeur de l'actif est un indice intéressant pour comparer les investissements entre deux provinces

Évolution de la valeur de l'actif à long terme selon la province

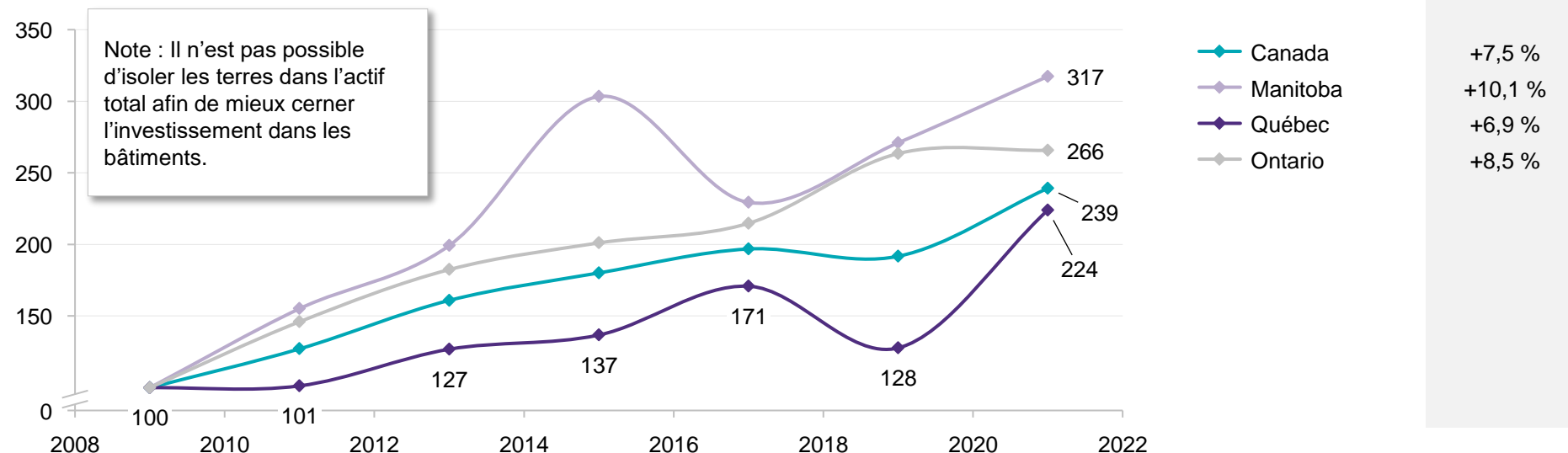
La valeur de l'actif à long terme est influencée par plusieurs facteurs. Plus spécifiquement, la valeur de l'actif :

- Augmente si des investissements sont réalisés pour augmenter leur valeur ou si la valeur des terres augmente;
- Diminue si certains actifs, tels que l'équipement ou les installations, subissent une dépréciation au fil du temps en raison de l'usure, de l'obsolescence technologique ou d'autres facteurs.

L'actif à long terme des fermes porcines a connu une augmentation plus faible de sa valeur au Québec en comparaison avec les autres provinces, ce qui peut être expliqué par des sous-investissements ou par le fait que les actifs sont vieillissants.

Évolution de la valeur de l'actif à long terme des fermes porcines selon le territoire

Canada, 2009-2021, en base 100 (2009 = 100)



Sources : Statistique Canada (tableau 32-10-0102-01), analyse RCGT.

Le rendement de l'actif peut être utilisé pour comparer les provinces en termes d'efficacité des actifs

Ratio de rendement de l'actif selon la province

Le rendement de l'actif est un ratio financier qui mesure la capacité des fermes porcines à tirer des bénéfices de leurs actifs. Ce ratio permet de comparer l'efficacité des actifs des fermes porcines entre différentes provinces canadiennes. Un rendement de l'actif élevé suggère qu'une province génère un niveau de bénéfices plus élevé par rapport à ses actifs, ce qui est généralement perçu comme positif.

En considérant les paiements de programmes comme faisant partie des revenus, le Québec affiche un rendement de l'actif pour ses fermes porcines similaire, voire légèrement supérieur, à la moyenne nationale. Cependant, en excluant les paiements de programmes et en tenant compte uniquement des revenus agricoles nets, le rendement de l'actif du Québec est nettement inférieur à celui des autres provinces sur la période de 2009 à 2021, ce qui démontre que les paiements de programmes sont nécessaires pour que le Québec atteigne une performance financière similaire au reste du Canada.

Note : Il n'est pas possible d'isoler les terres dans l'actif total. Ainsi, le prix de la terre au Québec pourrait expliquer les écarts.

Évolution du ratio de rendement de l'actif des fermes porcines selon le territoire

Canada, 2009-2021, bénéfice net/actifs totaux

		2009	2011	2013	2015	2017	2019	2021	Moyenne
En considérant les paiements de programmes comme un revenu	Canada	0,0084	0,0427	0,0442	0,0387	0,0544	0,0410	0,0546	0,041
	Québec	0,0280	0,0341	0,0454	0,0329	0,0682	0,0433	0,0441	0,042
	Ontario	0,0033	0,0455	0,0421	0,0302	0,0489	0,0391	0,0592	0,038
	Manitoba	-0,0016	0,0545	0,0630	0,0639	0,0675	0,0412	0,0475	0,048
En considérant uniquement les revenus agricoles (sans les paiements de programmes)	Canada	-0,0453	0,0245	0,0288	0,0337	0,0466	0,0332	0,0436	0,024
	Québec	-0,0881	-0,0050	0,0135	0,0246	0,0561	0,0270	0,0293	0,008
	Ontario	-0,0157	0,0373	0,0307	0,0258	0,0415	0,0337	0,0508	0,029
	Manitoba	-0,0302	0,0377	0,0564	0,0605	0,0637	0,0368	0,0357	0,037

Sources : Statistique Canada (tableau 32-10-0102-01), analyse RCGT.

La marge de BAIIA a été négative en 2022 chez les éleveurs de porcs québécois, illustrant des difficultés financières

Marge de BAIIA

La marge de BAIIA représente la proportion des revenus qui demeure après avoir payé les coûts d'exploitation, mais avant de prendre en compte les intérêts, les impôts, les amortissements et les provisions. Cet indicateur permet d'évaluer la performance opérationnelle de l'entreprise indépendamment de sa structure financière et fiscale.

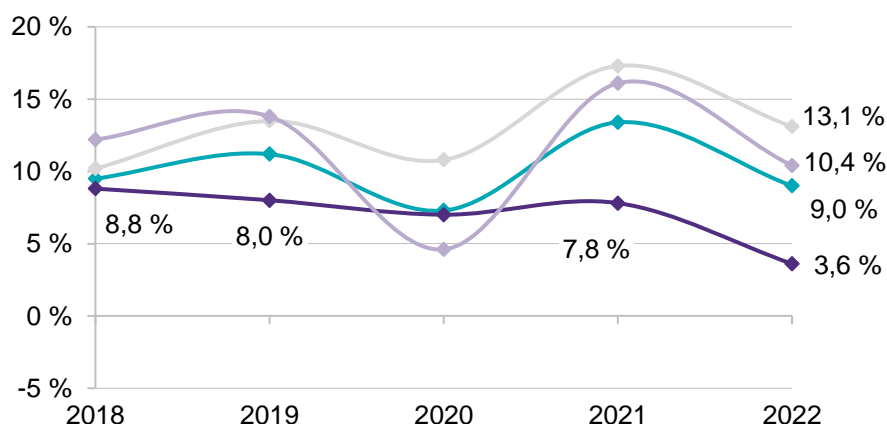
La performance du Québec en comparaison aux autres provinces a été plus faible au cours des dernières années. Cette tendance s'est accentuée en 2022, alors que la marge de BAIIA des éleveurs de porcs québécois était légèrement négative lorsqu'elle est calculée sans considérer les paiements de programmes. Ce phénomène indique que les coûts d'exploitation sont supérieurs aux revenus et que l'industrie ne génère pas suffisamment de revenus pour couvrir ses coûts d'exploitation.

À titre indicatif, les éleveurs de porcs québécois ont consenti des rabais de prix aux abattoirs de 40 \$/100 kg et de 25 \$/100 kg pour la majorité des mois de l'année 2022.

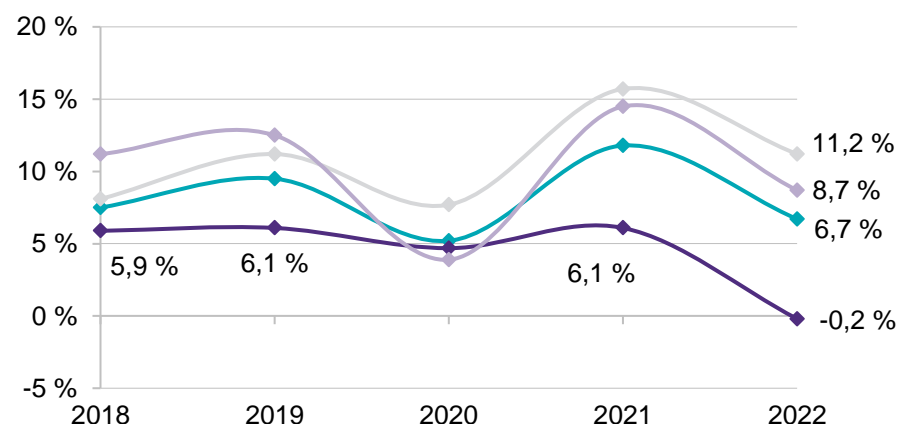
Évolution de la marge de BAIIA des fermes porcines

Canada, 2018-2022, en %

En considérant les paiements de programmes



Sans considérer les paiements de programmes



Sources : Statistique Canada (tableau 32-10-0136-01), analyse RCGT.

Le ratio de fonds de roulement au Québec est plus faible qu'en Ontario et qu'au Manitoba

Ratio de fonds de roulement

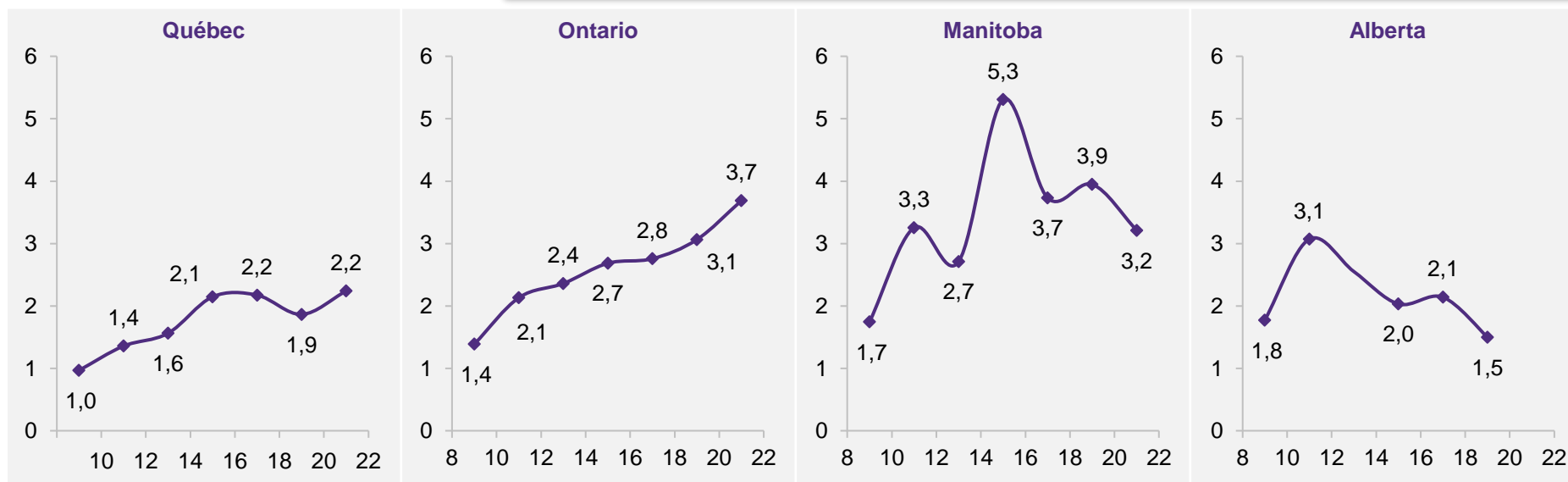
Le ratio de fonds de roulement est le ratio entre l'actif à court terme et les dettes à court terme. Plus spécifiquement, cet indicateur mesure la liquidité d'une entreprise et sa capacité à faire face à ses obligations financières à court terme.

Les fermes québécoises d'élevage de porcs affichent un ratio de fonds de roulement (2,2) qui malgré une amélioration depuis 2009, demeure plus faible que celui de l'Ontario (3,7) et du Manitoba (3,2). Ce constat peut signifier que les fermes québécoises pourraient faire face à certains problèmes de liquidité en comparaison avec les autres provinces.

Évolution du ratio de fonds de roulement des fermes d'élevage de porcs selon la province

Canada, 2015-2021, en %

Note : Les données sont disponibles uniquement pour les années impaires. Également, il est impossible de calculer le ratio de fonds de roulement pour l'Alberta en 2021, en raison de données manquantes.



Sources : Statistique Canada (tableau 32-10-0102-01), analyse RCGT.

Les revenus provenant de la production de porcs et de porcelets sont soumis à une assurance

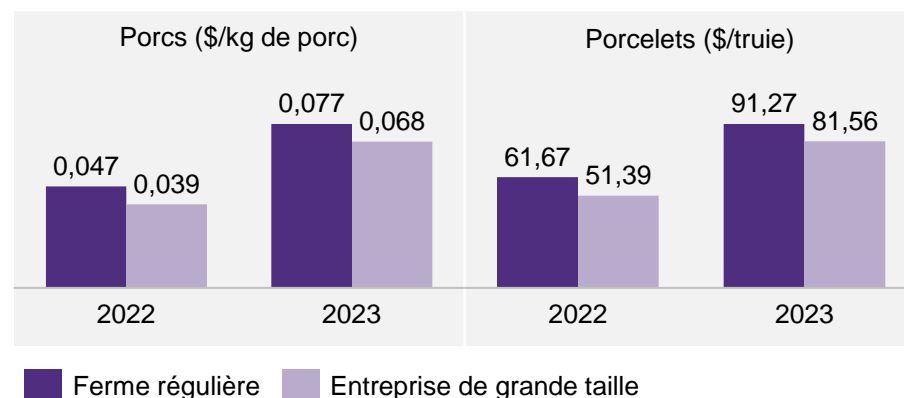
Présentation de l'ASRA

Présentation de l'ASRA

Les revenus des éleveurs de porcs sont annuellement stabilisés par le Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA). Plus spécifiquement, l'ASRA est une assurance collective qui verse une compensation lorsque le prix moyen de vente d'un produit est inférieur au revenu stabilisé. Celui-ci est établi sur la base du coût de production d'une ferme type, obtenu par enquête auprès des entreprises spécialisées. L'ASRA couvre les productions suivantes : agneaux, bouvillons et bovins d'abattage, céréales et canola, porcelets, porcs, veaux d'embouche et veaux de grain.

Contribution unitaire selon le type d'entreprise

Québec, 2022-2023, en \$



Sources : Financière agricole du Québec, analyse RCGT.

Modalités de l'ASRA

Voici certaines des principales modalités du programme ASRA à partir de la mise à jour de 2022 :

- L'ASRA se base sur une ferme type avec un mode de production de type naisseur-finiisseur dont les principales caractéristiques sont les suivantes :
 - 482 truies en stock et production annuelle de 9 363,7 porcs;
 - Volume de production mis en marché de 1 057 320 kg (poids base carcasse);
 - Cultive une superficie de 131,9 hectares, soit 31,47 hectares en maïs-grains, dont une partie est vendue.
- L'enquête se renouvelle chaque cinq ans.
- Les porcs destinés à la reproduction ne sont pas assurables.
- De même, les porcs abattus à forfait, les porcs commercialisés directement à un consommateur sur base vivante ou carcasse, ainsi que les porcs dont la carcasse entière est condamnée, sauf si la responsabilité de la condamnation incombe à l'acheteur, ne sont pas assurables.

L'ensemble des autres programmes de soutien de l'État pour l'industrie porcine est présenté en annexe du rapport.

L'ASRA visait trois objectifs lors de son entrée en vigueur dans les années 70

Objectifs poursuivis par l'ASRA

Objectifs	Type de soutien	Description
1 Stabiliser le revenu des producteurs des risques d'un marché spécifique par une assurance	Conjoncturel	Le programme ASRA vise principalement à garantir un revenu annuel net positif pour les entreprises agricoles qui suivent les modèles établis de production et de commercialisation. Cette mesure de stabilisation sert de tampon contre les fluctuations du marché susceptibles d'affecter la rentabilité des entreprises certaines années.
2 Assurer la parité entre le revenu de l'exploitant agricole et celui du travailleur spécialisé	Structurel	Le deuxième objectif de l'ASRA est d'offrir un soutien du revenu visant une parité avec le salaire de l'ouvrier spécialisé, notamment pour soutenir les travailleurs en milieux ruraux.
3 Assurer le rendement optimal des ressources publiques investies (efficience)	Sociétal	Le troisième objectif du programme ASRA consiste à maximiser l'efficacité des ressources publiques engagées. Il s'agit concrètement d'évaluer les performances du programme au regard de l'ampleur des investissements publics. Cette évaluation présente des enjeux significatifs, car elle doit prendre en compte les objectifs généraux du programme, qui sont souvent exprimés en termes qualitatifs.

Notons toutefois que la filière a grandement évolué depuis l'entrée en vigueur de l'ASRA. Le tissu industriel est maintenant caractérisé par un éventail d'entreprises de plus grande envergure en comparaison avec les petites entreprises familiales des années 70.

Sources : Jolicoeur et Associés (Évaluation des programmes complémentaires de protection du revenu (ASRA) des produits Porcs et Porcelets – septembre 2008), analyse RCGT.

L'ASRA a offert une compensation aux éleveurs de porcs pour 11 des 14 dernières années

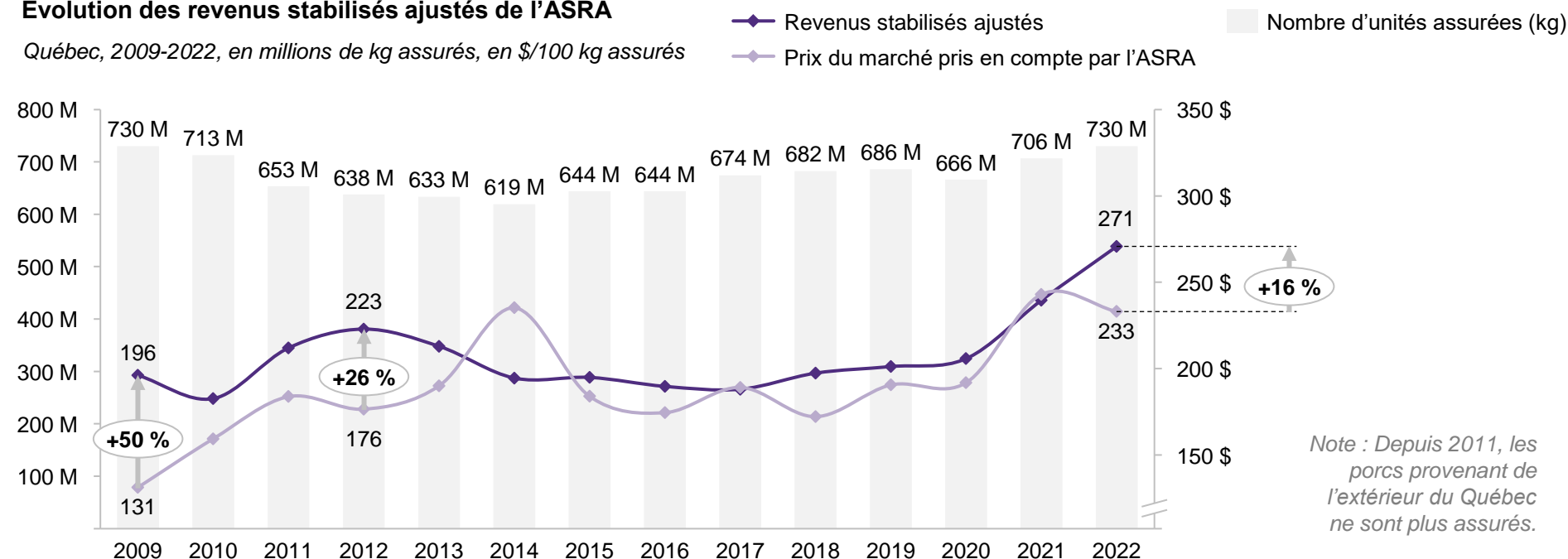
Revenus stabilisés et nombre d'unités assurées

Les années 2014, 2017 et 2021 présentent un prix de marché surpassant les revenus stabilisés ajustés, lequel est basé sur le coût moyen de production des éleveurs de porcs. Cet indicateur signifie que les éleveurs de porcs n'ont pas reçu de compensation de l'ASRA, puisque le prix de vente était supérieur au coût de production.

Toutefois, certaines années affichent une moins bonne performance. Lors de la dernière année disponible, soit 2022, les revenus stabilisés ajustés étaient 16 % supérieurs au prix du marché, ce qui indique que les compensations de l'ASRA ont pallié le manque. Cette différence demeure toutefois inférieure à celle des années 2009 et 2012, où les revenus stabilisés ajustés dépassaient largement le prix de marché.

Évolution des revenus stabilisés ajustés de l'ASRA

Québec, 2009-2022, en millions de kg assurés, en \$/100 kg assurés



Sources : Financière agricole du Québec, analyse RCGT.

Les compensations de l'ASRA aux éleveurs de porcs québécois connaissent un sommet en 2023

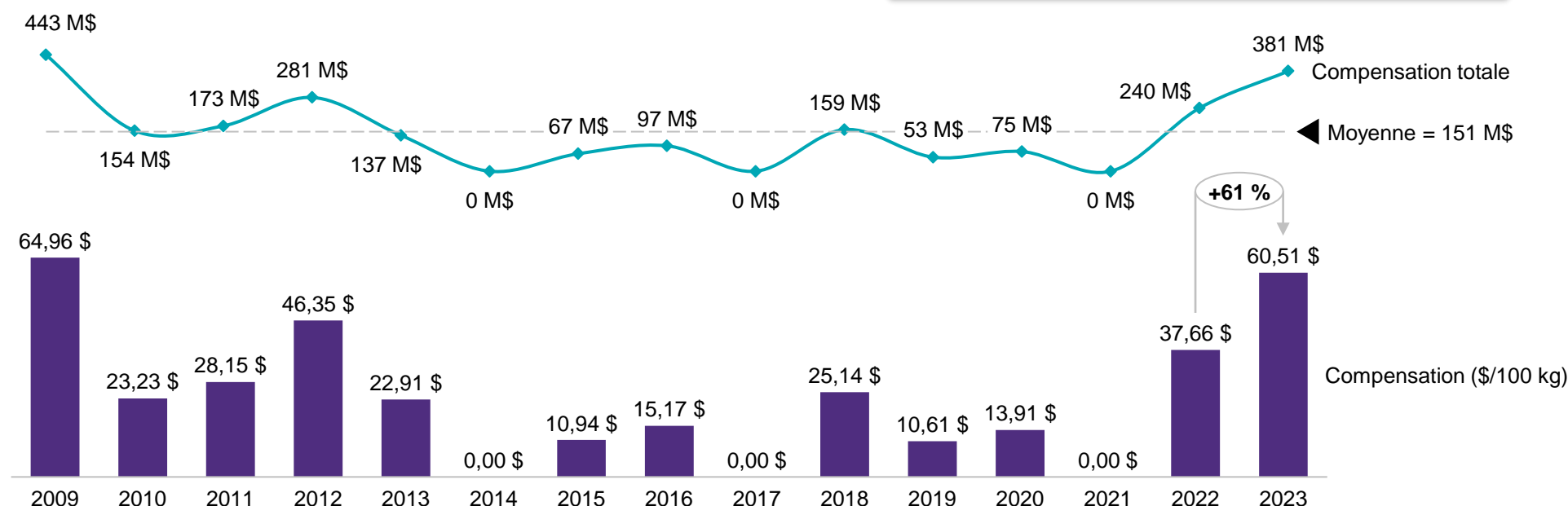
Montants annuellement octroyés par l'ASRA

En 2023, la compensation totale de l'ASRA aux éleveurs de porcs a été de 381 M\$. L'aide financière par porc offerte par l'ASRA s'élève donc à 60,51 \$/100 kg, un montant qui surpasse l'ensemble des compensations unitaires obtenues depuis 2009. Par rapport à 2022, la hausse des compensations par porc représente un bond de 61 % dont le tiers sera éventuellement payé par les cotisations des éleveurs de porcs, alors que les deux tiers restants sont déboursés par les contribuables québécois. À noter que les rabais consentis par les Éleveurs de porcs en 2022 et les paramètres de détermination de la nouvelle convention de mise en marché (2023) favorables aux abattoirs expliquent la majorité des compensations ASRA des années 2022 et 2023.

Évolution des compensations offertes par l'ASRA (porcs)

Québec, 2009-2023, en M\$, en \$/100 kg de porc

Note : Les porcs ont eu tendance à augmenter de poids au fil des années, ce qui explique pourquoi les données sont exprimées en fonction de la compensation par 100 kg.



Sources : Financière agricole du Québec, analyse RCGT.

Les cotisations à l'ASRA ont été relativement stables au cours des dernières années, avant de bondir en 2023

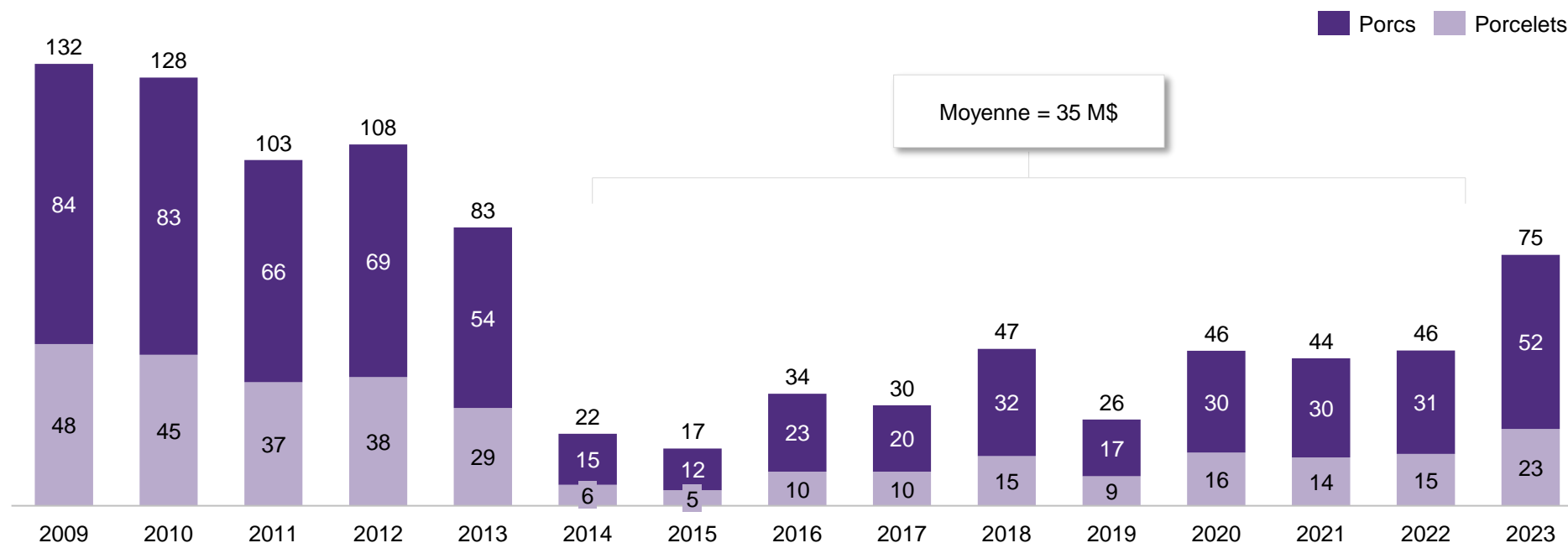
Cotisations totales à l'ASRA pour les porcs et les porcelets

Malgré la hausse récente des montants annuellement octroyés aux éleveurs de porcs dans le cadre de l'ASRA, les cotisations de ces derniers sont demeurées similaires au cours des années précédentes, variant de 44 M\$ à 46 M\$ entre 2020 et 2022. À titre indicatif, la moyenne des cotisations totales à l'ASRA a été de 35 M\$ entre 2014 et 2022.

Notons toutefois que, pour 2023, les cotisations ont connu une hausse considérable, passant de 46 M\$ en 2022 à 75 M\$ en 2023, en raison des compensations offertes en 2022.

Cotisations totales à l'ASRA pour les porcs et les porcelets

2009-2022, en M\$



Sources : Financière agricole du Québec, analyse RCGT.

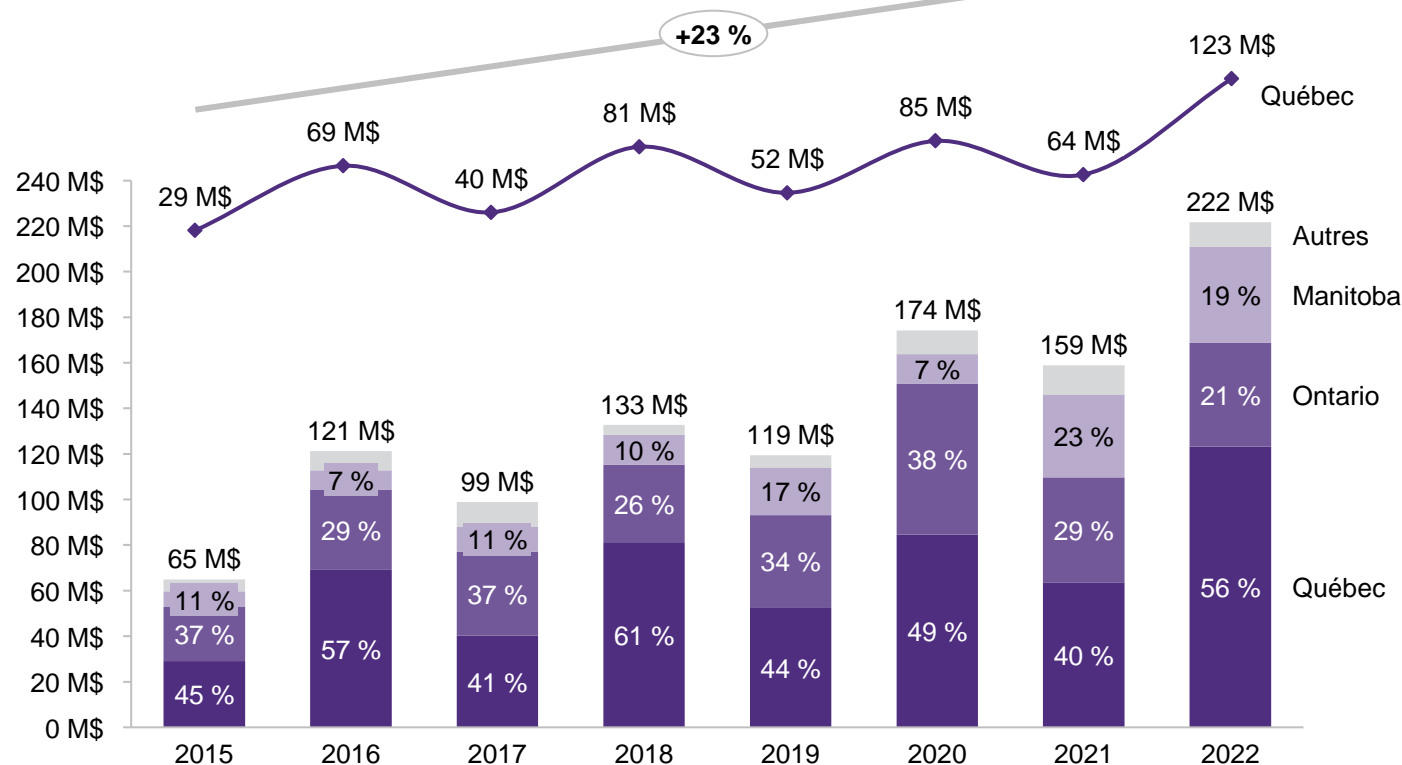
En 2022, les éleveurs de porcs du Québec ont obtenu plus de la moitié des paiements de programmes porcins du pays

Montants annuellement octroyés par les paiements de programmes

En 2022, les éleveurs de porcs du Québec ont obtenu des paiements de programmes de 123 M\$, soit le montant le plus important parmi les provinces canadiennes. Depuis 2015, la hausse annuelle des paiements de programmes obtenus dans l'élevage de porcs a été de 23 % pour le Québec.

Évolution des paiements de programme reçus par les éleveurs de porcs selon la province

Québec, 2015-2022, en M\$, en %



Note : Selon Statistique Canada, la variable *Paiements de programme et produits d'assurance* inclut : Revenus des paiements de programmes, Assurance-récolte, Paiements du CSRN, Paiements provenant du programme d'aide en cas de catastrophe, Indemnité du programme Agri-stabilité ou Agri-investissement, Indemnité de prime d'assurance-production, Paiements de stabilisation, Remises et Produits d'assurance.

Par ailleurs, les propriétaires de fermes peuvent reporter leurs revenus en utilisant soit la méthode de comptabilité de caisse ou la méthode de comptabilité d'exercice.

Sources : Statistique Canada (tableau 32-10-0136-01), analyse RCGT.

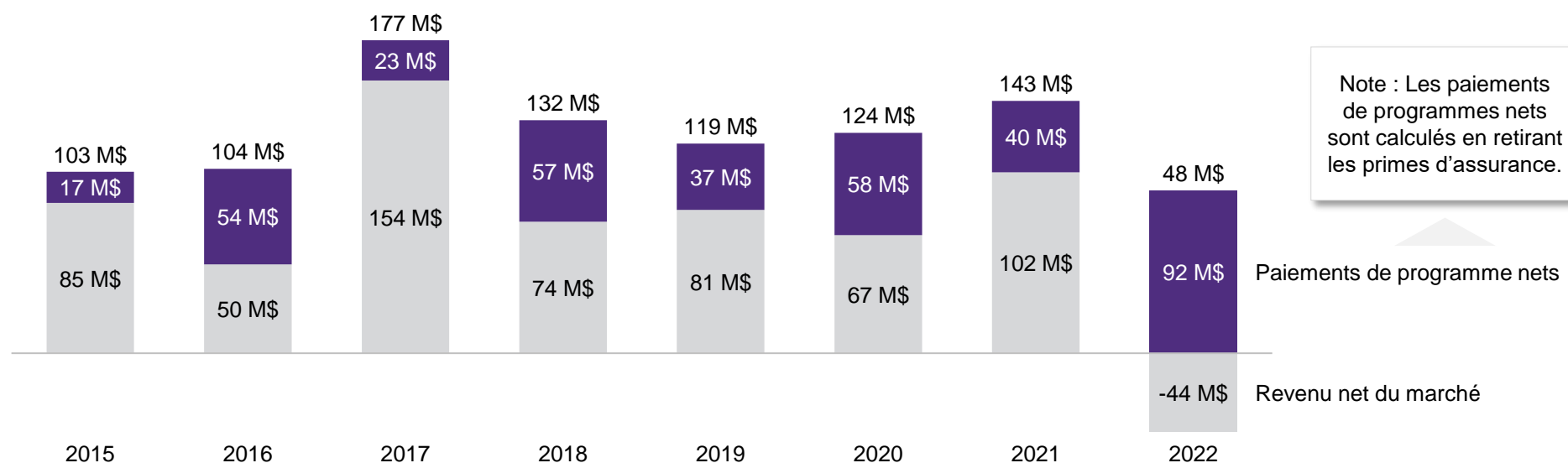
Le soutien de l'État pour les éleveurs de porcs varie d'une année à l'autre, mais s'établissait à 92 M\$ en 2022

Soutien de l'État pour les éleveurs de porcs québécois

Pour la période s'échelonnant de 2015 à 2022, 39 % du bénéfice net d'exploitation des éleveurs de porcs du Québec provenait des paiements de programmes gouvernementaux. Certaines années, comme 2016, ont été particulièrement difficiles sur le plan financier, puisque plus de la moitié du bénéfice net d'exploitation était associé aux paiements de programmes. Toutefois, c'est 2022 qui affiche la plus faible performance, avec un revenu net de marché négatif. À titre comparatif avec l'Ontario et le Manitoba, en 2022, le Québec est la seule à avoir obtenu un revenu net de marché négatif.

Évolution du bénéfice net d'exploitation pour les éleveurs de porcs selon la provenance des revenus

Québec, 2015-2022, en millions \$



Sources : Statistique Canada (tableau 32-10-0136-01), analyse RCGT.

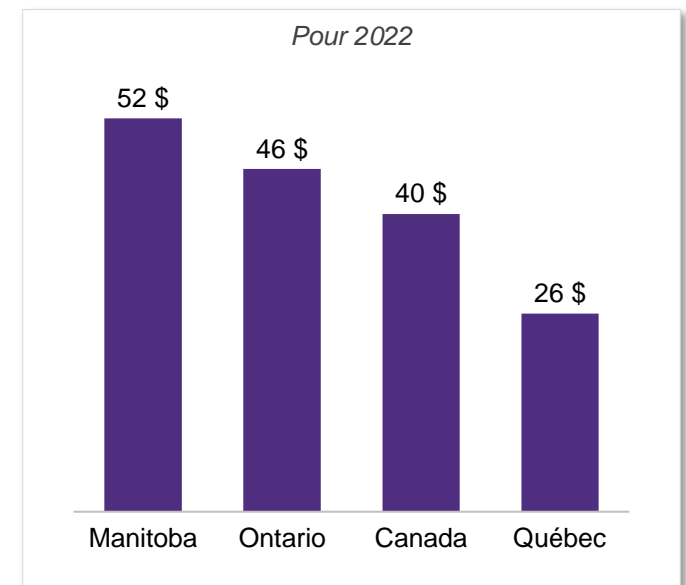
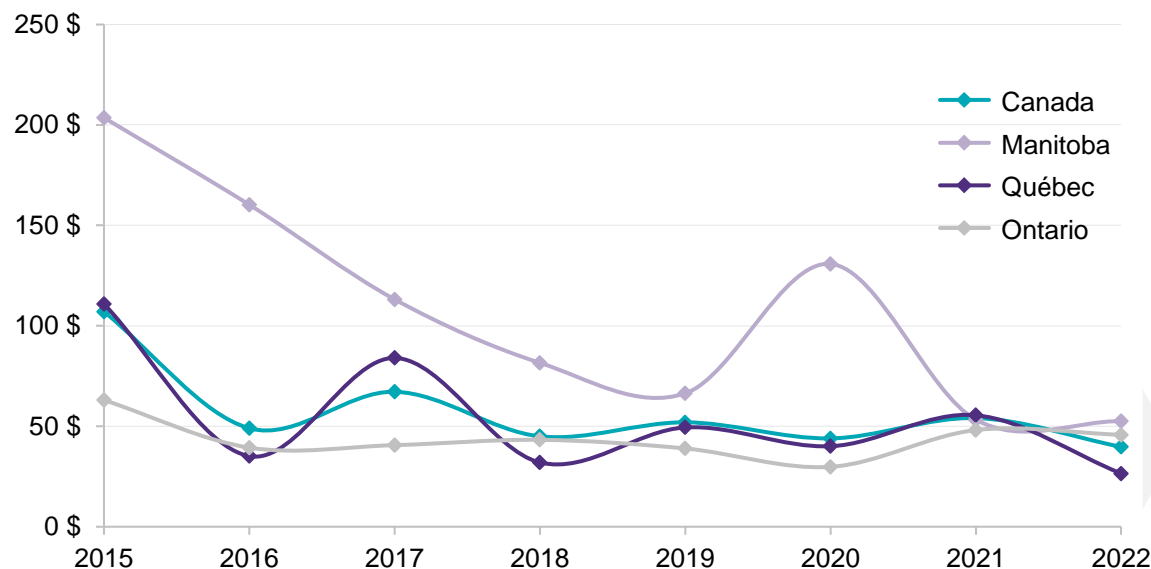
Le Québec génère moins de revenus avec chaque dollar d'aide financière obtenue via un programme gouvernemental

Revenu généré en fonction de l'aide financière obtenue

En 2022, les éleveurs de porcs du Québec ont généré 26 \$ en revenu total d'exploitation pour chaque dollar de paiement de programmes net obtenu. En comparaison, ce montant s'établissait à 46 \$ pour l'Ontario et à 52 \$ pour le Manitoba, soit l'équivalent du double. Cependant, l'ensemble des provinces a connu une baisse des revenus générés par chaque dollar d'aide financière obtenue depuis 2015.

Évolution du nombre de dollars de revenus générés pour chaque dollar d'aide financière nette

Canada, 2015-2022, en \$



Sources : Statistique Canada (tableau 32-10-0136-01), analyse RCGT.

Les analyses des pages précédentes ont permis de mettre en lumière certains constats en lien avec le soutien de l'État

Principaux constats relatifs au soutien de l'État

Un éventail de frais spéciaux supplémentaires a dû être assumé par les producteurs, ce qui a contribué à diminuer le prix du marché calculé dans le cadre de l'ASRA et à augmenter les compensations octroyées : frais de grève pour l'usine de Vallée-Jonction, frais de détournement de porcs, frais pour le maintien des activités à Vallée-Jonction jusqu'à la fin 2023.

1

L'industrie porcine québécoise dispose de plusieurs programmes d'aide financière qui ciblent l'élevage de porcs. Ils prennent la forme de programme de stabilisation des revenus, d'aides financières d'urgence ou encore de soutien visant l'amélioration de la compétitivité.

2

Un des principaux programmes de soutien de l'État est l'ASRA, qui vise à compenser les éleveurs de porcs pour une année où le prix moyen de la carcasse de porc est inférieur au revenu stabilisé, ce qui protège ces derniers contre les fluctuations des prix du marché et des coûts de production.

3

L'ASRA a compensé les éleveurs de porcs pour 11 des 14 dernières années. En 2023, la valeur totale des compensations offertes aux éleveurs de porcs via l'ASRA était de 381 M\$, soit plus de deux fois la moyenne annuelle de 2009 à 2023. Notons toutefois qu'en 2009, le soutien offert par l'ASRA était de 443 M\$, soit largement supérieur au montant de 2023.

4

Alors que les cotisations à l'ASRA ont été relativement stables au cours des dernières années, elles ont récemment connu une hausse considérable, passant de 46 M\$ en 2022 à 75 M\$ en 2023, en raison des compensations offertes en 2022.

5

En comparaison avec les autres provinces canadiennes, le Québec est plus fortement dépendant du soutien de l'État pour assurer la pérennité financière de l'élevage de porcs. Plus spécifiquement, le Québec affiche le bénéfice d'exploitation le plus faible au pays.

6

Pour 2022, le revenu généré pour chaque dollar d'aide financière de l'État est largement inférieur au Québec en comparaison avec les autres provinces canadiennes.

7

Les rabais consentis par les Éleveurs de porcs en 2022, combinés à des paramètres favorables pour les abattoirs dans la nouvelle convention de mise en marché, expliquent en grande partie les montants élevés des compensations distribuées par le biais de l'ASRA pour les années 2022 et 2023.

La consommation de porc a légèrement diminué au Canada entre 2012 et 2022

Consommation de porc au Canada et au Québec

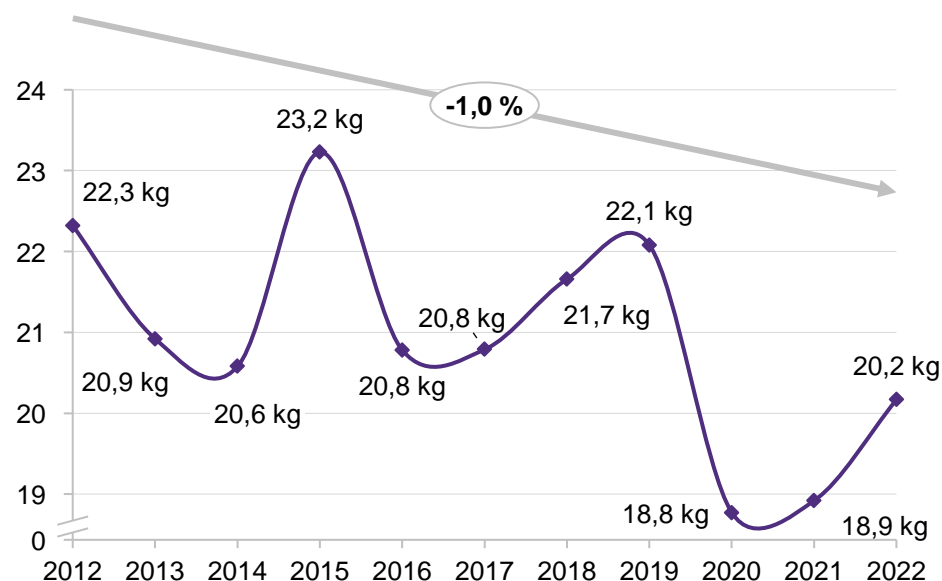
Entre 2012 et 2022, la consommation annuelle moyenne des Canadiens a varié entre 18,8 kg et 23,2 kg. Généralement à la baisse, la consommation de porc a connu un certain rebond depuis le creux observé en 2020. La consommation annuelle moyenne était sous la barre des 19 kg en 2020 et 2021 et a ensuite augmenté en 2022 pour atteindre 20,2 kg par Canadien.

Selon le MAPAQ, la consommation annuelle moyenne de viande porcine au Québec s'élevait à 24,5 kg en 2020, soit 30 % de plus que la consommation canadienne.

Toutefois, entre 2016-2017 et 2019-2020, la part relative du porc vendu dans les grands magasins du Québec est passée de 25 % à 20 %, soit une baisse de 5 points de pourcentage.

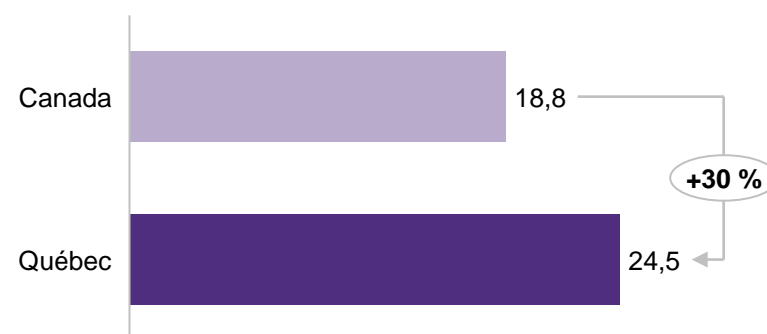
Évolution de la consommation de viande porcine

Canada, 2012-2022, en kilogrammes par personne par année



Consommation annuelle moyenne de viande porcine

Québec, Canada, 2020, en kilogramme par personne par année



À titre indicatif, la majorité des Canadiens consomment du porc au moins chaque mois. Des données détaillées sur la fréquence de consommation de viande de porc et le type de porc transformé préféré des consommateurs sont présentées en annexe.

Sources : Statista, Statistique Canada (tableau : 32-10-0054-01), analyse RCGT.

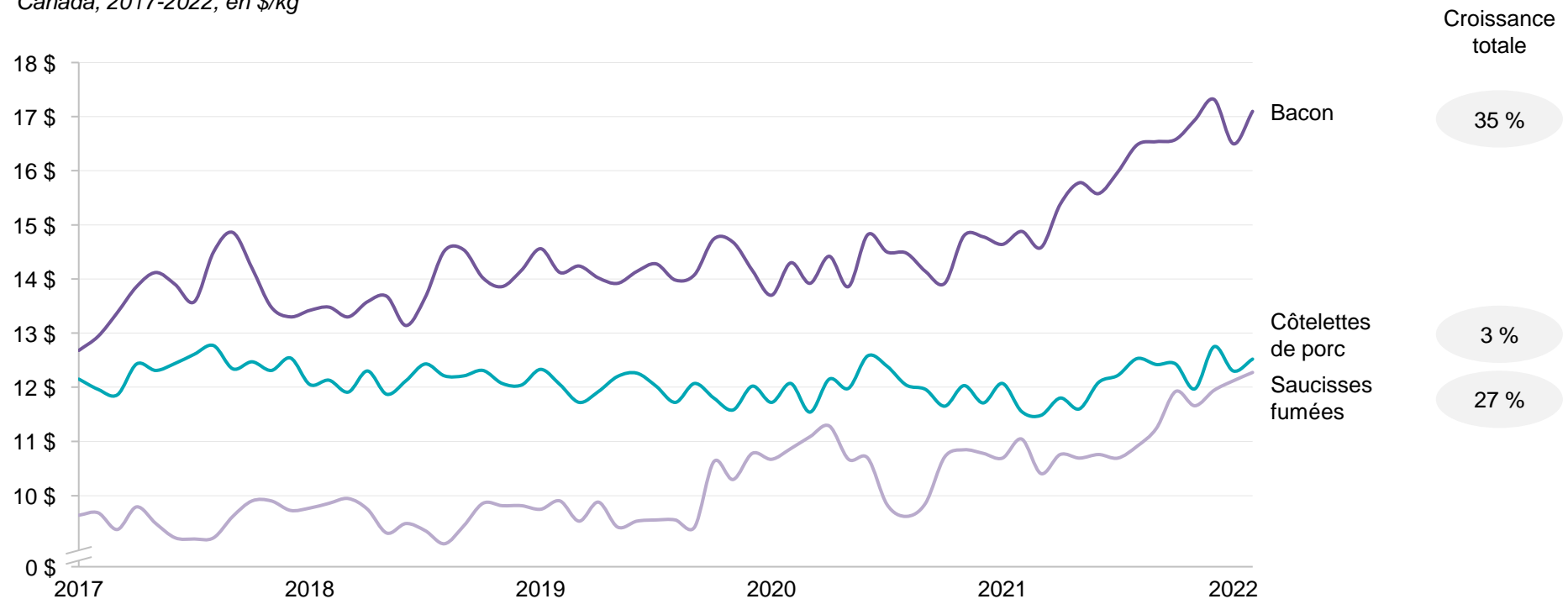
Le prix de détail des produits transformés de porc a connu une croissance soutenue

Prix de détail moyen des produits transformés de porc

Le bacon, qui constitue le produit favori des Canadiens, a connu la plus forte hausse de prix au détail, avec une croissance totale de 35 % entre 2017 et 2022. En contrepartie, les côtelettes de porc ont vu leur prix au détail stagner au cours des cinq années couvertes. À titre de référence, l'indice des prix à la consommation dans l'alimentation a connu une croissance de 17,3 % pour la même période.

Prix de détail moyen selon le type de produit transformé

Canada, 2017-2022, en \$/kg



Sources : Statistique Canada (tableau 18-10-0002-01), analyse RCGT.

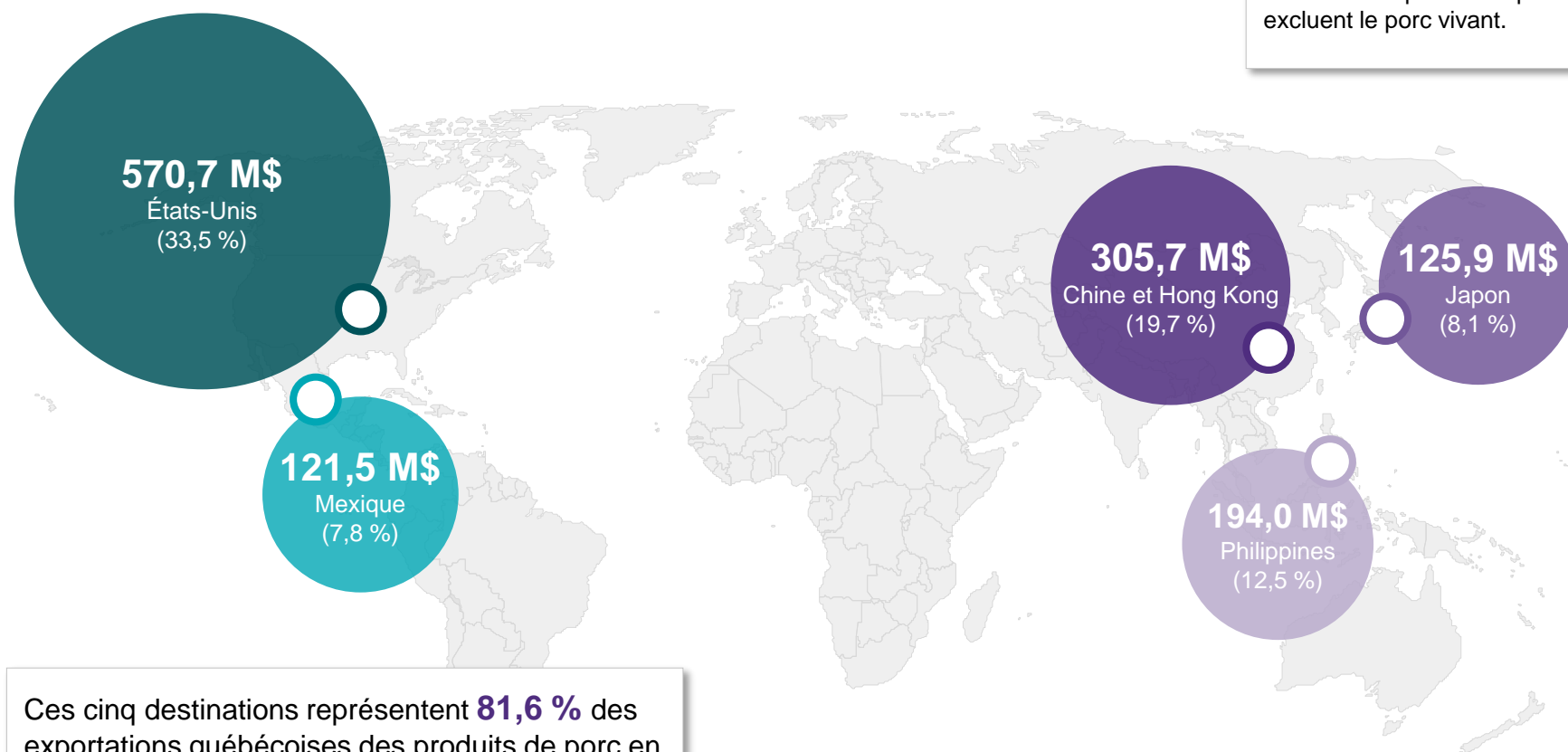
Les exportations des produits du porc sont principalement à destination des États-Unis et de pays asiatiques

Principaux pays d'exportation

Cinq principales destinations des exportations des produits du porc

Québec, 2023, en millions \$

Note : Les exportations présentées excluent le porc vivant.



Ces cinq destinations représentent **81,6 %** des exportations québécoises des produits de porc en 2023 pour une valeur de près de **1,3 G\$**.

Exportations mondiales totales = 1 554 M\$

Sources : Gouvernement du Canada (commerce en direct), analyse RCGT.

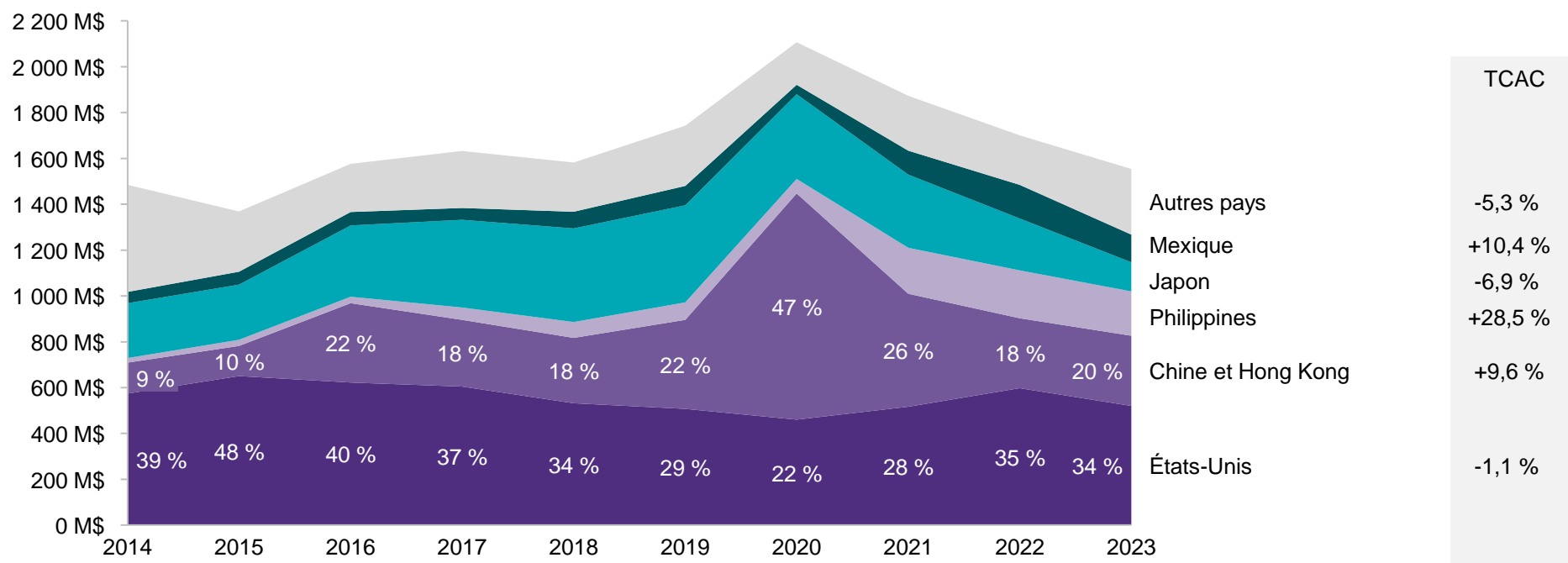
Au cours des dix dernières années, les marchés d'exportation ont évolué

Évolution des exportations des produits du porc pour les principaux marchés

L'analyse de l'évolution des exportations des produits du porc pour les cinq principaux marchés démontre une baisse des exportations vers le marché japonais, mais une forte hausse vers les Philippines. Le Mexique, la Chine et Hong Kong affichent aussi une forte croissance des importations de produits du porc au cours des dix dernières années. Toutefois, après avoir connu d'importantes exportations vers la Chine en 2020, ce marché a limité le commerce avec certains abattoirs québécois. En effet, en 2020, près de la moitié des exportations québécoises de produits de porcs était dédiée au marché chinois.

Évolution des exportations des produits du porc pour les cinq principaux marchés en date de 2023

Québec, 2014-2023, en millions \$, en % de croissance annuelle



Sources : Gouvernement du Canada (commerce en direct), analyse RCGT.

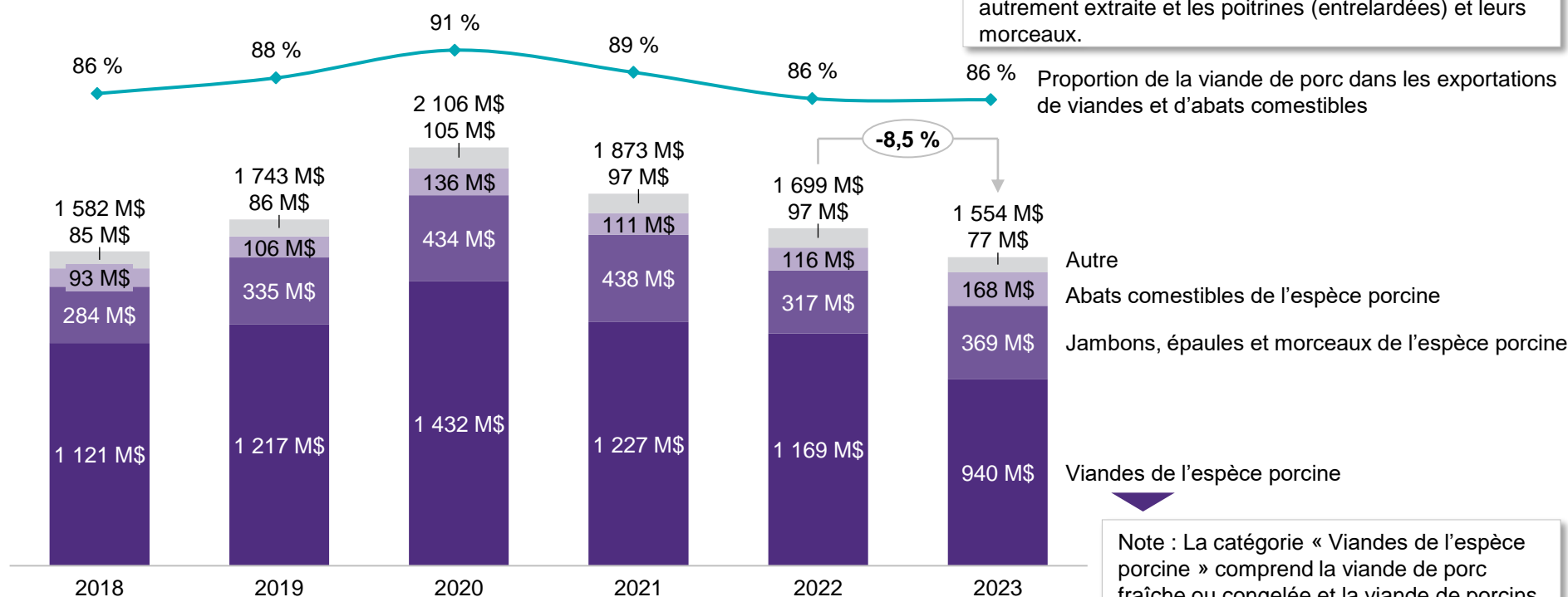
Les viandes de l'espèce porcine sont la catégorie de produits la plus exportée depuis 2018 pour le Québec

Évolution des exportations de viande de porc

En 2023, les exportations des produits du porc s'élevaient à une valeur de 1 554 M\$, dont la majorité était les viandes de l'espèce porcine (60 %) et les jambons, les épaules et les morceaux de l'espèce porcine (24 %). À la suite de l'augmentation de 2020, les valeurs des exportations des produits du porc ont connu une baisse pour s'établir en dessous du niveau de 2018. Les exportations des produits porcins représentent 86 % de la valeur exportée de tous les produits de viandes et d'abats comestibles.

Évolution des exportations des produits du porc selon la catégorie de produits

Québec, 2018-2023, en millions \$



Sources : Gouvernement du Canada (commerce en direct), analyse RCGT.

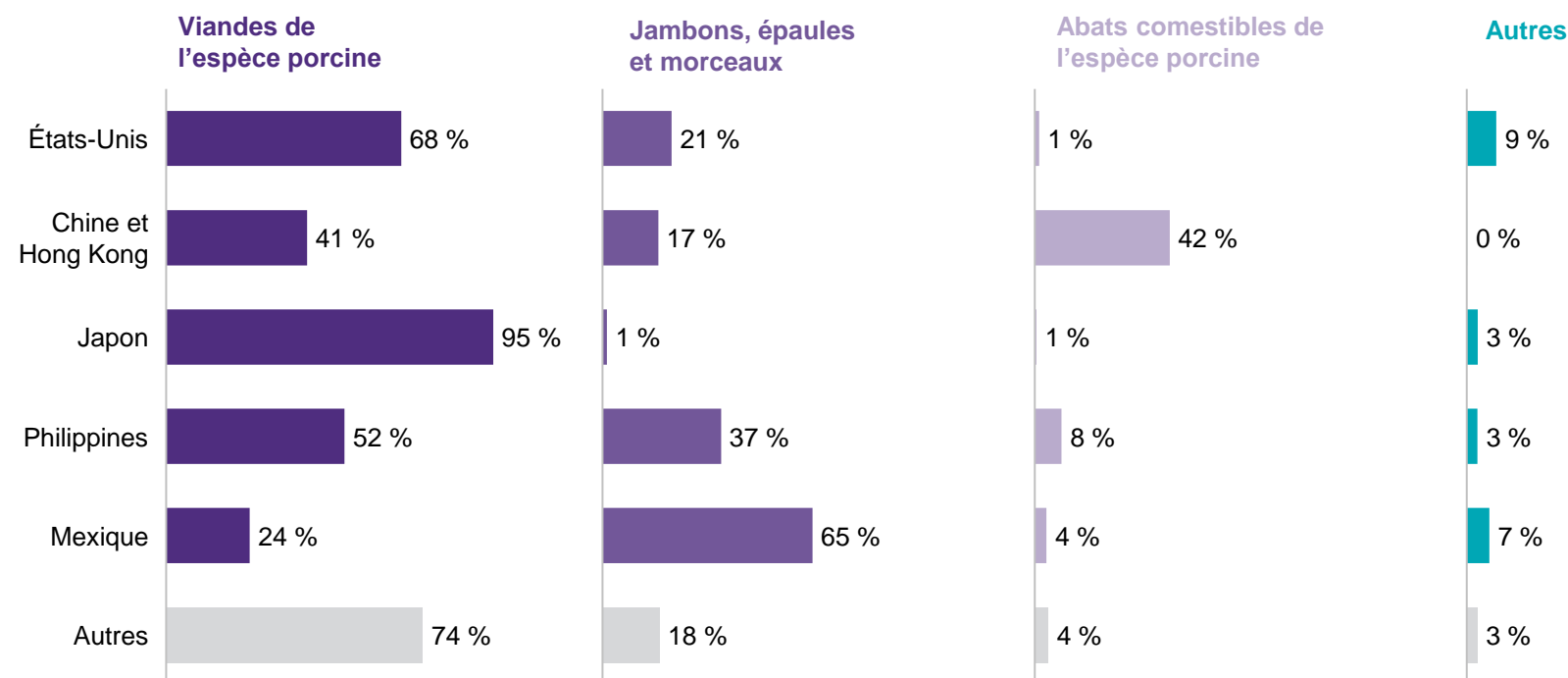
Les pays qui importent les produits du porc du Québec sont intéressés par différentes catégories de produits

Proportion des exportations selon la catégorie de produits

La proportion des catégories de produits achetés varie d'un pays à l'autre. Les viandes de l'espèce porcine représentent le principal produit acheté par le Japon, les États-Unis, la Chine et les Philippines. En contrepartie, les jambons, les épaules et les morceaux de l'espèce porcine sont les produits les plus achetés par le Mexique. La Chine et les Philippines achètent des proportions plus élevées d'abats comestibles, tandis que ce produit représente une faible part des achats des États-Unis et du Japon. Le détail des exportations selon les produits et selon le marché d'exportation est présenté en annexe.

Proportion des catégories de produits du porc selon la destination des exportations

Québec, 2023, en % de la valeur des exportations par pays



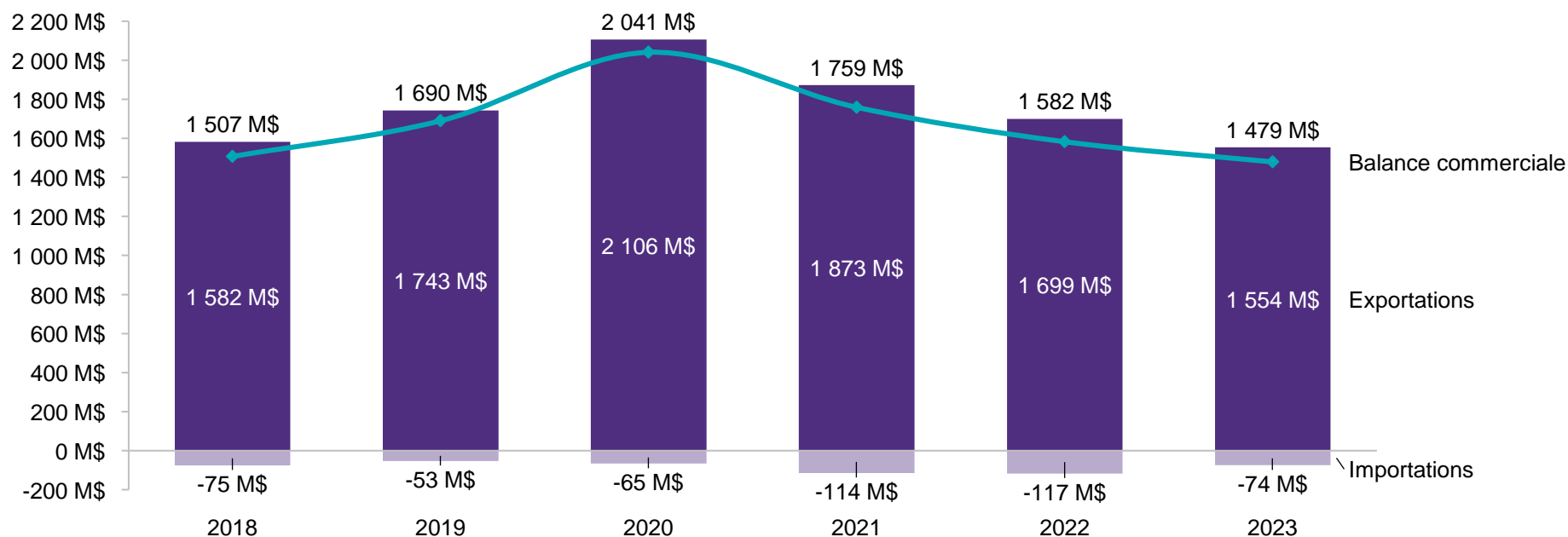
Sources : Gouvernement du Canada (commerce en direct); analyse RCGT.

La balance commerciale du Québec est hautement positive en matière de produits du porc

Portrait des importations de porc

Évolution des exportations, des importations et de la balance commerciale des produits du porc

Québec, 2018-2023, en millions \$



Sources : Gouvernement du Canada (commerce en direct), 2023; analyse RCGT.

En 2021 et 2022, le Québec a exporté des volumes significatifs de porcs vivants vers l'extérieur du pays

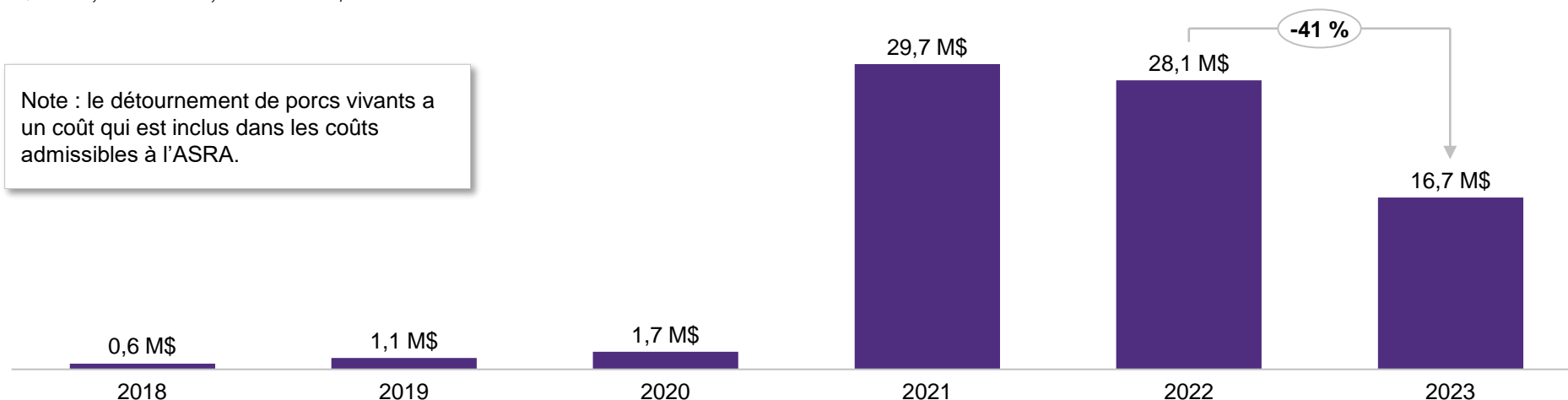
Évolution des exportations de porcs vivants

Entre 2021 et 2022, près de 30 M\$ ont été annuellement exportés en porcs vivants et l'ensemble des exportations étaient vouées au marché américain, ce qui s'explique par la proximité géographique de ce pays. Ce phénomène est attribuable notamment à la conjoncture économique (enjeux de main-d'œuvre, attente de travailleurs étrangers et grèves dans certaines usines d'abattage) qui a généré un volume important de porcs en attente d'être abattu. Certains porcelets et porcs d'abattage ont ainsi dû être acheminés vers les États-Unis. Cette tendance a toutefois diminué en 2023, alors que la valeur des exportations de porcs vivants a diminué de 41 % pour s'établir à près de 17 M\$.

En contrepartie, les importations en animaux vivants étaient limitées à un total de 1,3 M\$ entre 2018 et 2023, ce qui représente une moyenne annuelle de 214 000 \$, soit un montant négligeable en comparaison avec le volume des exportations de 2021 et 2022.

Évolution des exportations d'animaux vivants de l'espèce porcine

Québec, 2018-2023, en millions \$



Sources : Gouvernement du Canada (commerce en direct), 2023; analyse RCGT.

Nouvelles réalités sur les marchés



La présente section brosse le portrait des marchés internationaux

Introduction

La présente section se décline ainsi :

- Grandes tendances de consommation mondiale : marché *per capita*, croissance prévue du marché, créneaux en croissance, etc.;
- Préférence des consommateurs : intérêts pour certains types de produits et pour certaines certifications (p. ex. : bio, *Certified Humane*), etc.;
- Analyse de la concurrence mondiale : principaux concurrents selon la quantité produite et exportée, et les spécifications du marché.

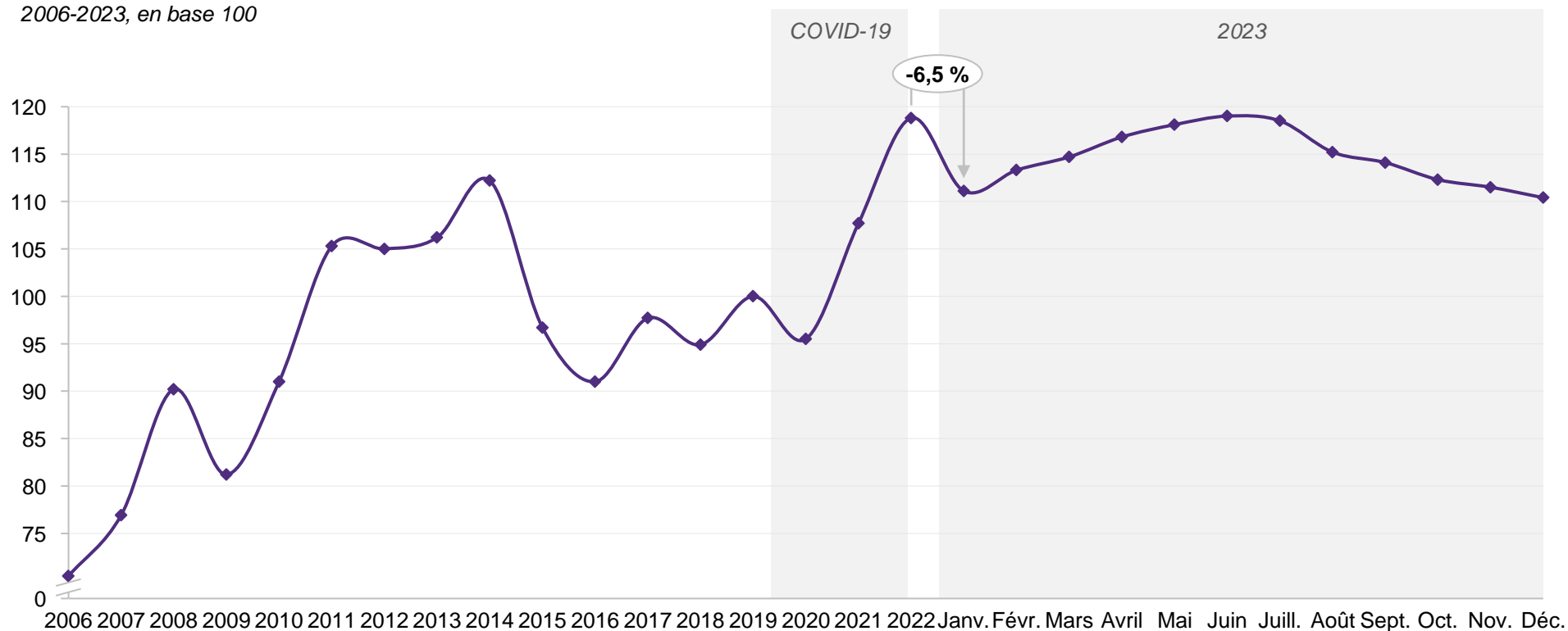
L'indice des prix de la viande a connu une hausse importante pendant la période de la crise sanitaire

Indice des prix de consommation de la viande

Toutefois, l'indice du prix mondial de la viande a connu une baisse de 6,5 % au dernier semestre de 2023, notamment en raison de la diminution des prix internationaux de la viande porcine, conséquence de la faible demande à l'importation en Asie.

Indice de prix mondial de la viande

2006-2023, en base 100



Sources : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), analyse RCGT.

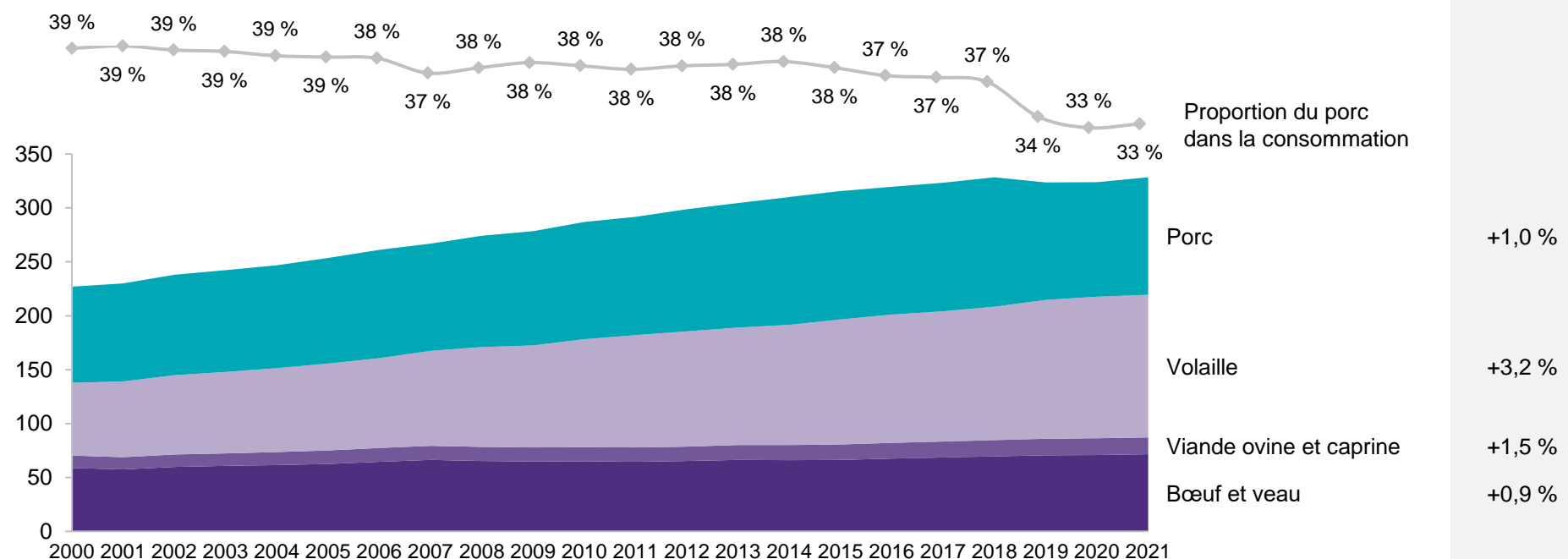
La consommation de porc augmente, mais perd des parts de marché depuis quelques années

Consommation mondiale de porc

Depuis 2018, la consommation mondiale de viande a connu une stagnation, notamment en raison de certaines tendances alimentaires découlant d'une conscience environnementale et d'une éthique animale plus fortes chez les consommateurs. Cette tendance peut également être attribuable à des facteurs économiques tels qu'un coût élevé de la viande, la disponibilité de protéines alternatives moins chères, l'incertitude économique et l'inflation. Le porc demeure toutefois la deuxième viande la plus consommée dans le monde après la volaille.

Consommation de viande par type

2000-2023, en millions de tonnes, en % d'augmentation



Sources : Statista, analyse RCGT.

La consommation mondiale de porc devrait continuer d'augmenter au cours des années à venir

Consommation mondiale prévue de porc

Estimée à près de 123,8 millions de tonnes en 2023, la consommation de viande de porc pourrait atteindre 129,3 millions de tonnes en 2032, ce qui représente une croissance totale de 4,5 %.

À titre indicatif, cette croissance prévue s'appuie surtout sur une hausse de la population mondiale et non sur la croissance de la consommation par personne. Par ailleurs, la croissance de la consommation de porc sera plus forte dans les pays en développement, totalisant 6,6 % d'ici 2032. La consommation de porc devrait demeurer stable pour les pays développés.

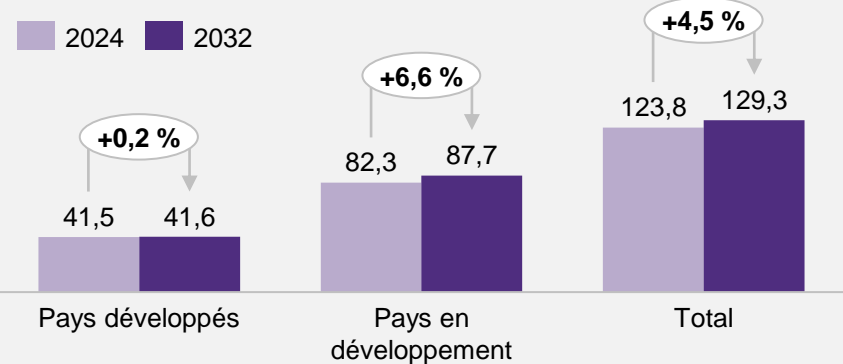
En comparaison avec d'autres types de protéines, cette augmentation prévue demeure modeste. En effet, la croissance annuelle moyenne de la consommation de viande de porc devrait être plus de deux fois plus faible que celle de la volaille. Elle sera également inférieure à celle de la viande rouge, mais dans une moindre mesure.

La croissance de la consommation des substituts de la viande devrait s'établir à 46 % pour la même période, quoique son volume demeure inférieur à 1 million de tonnes. Cette catégorie couvre tous les types de produits similaires à la viande qui se rapprochent de certaines qualités esthétiques, principalement la texture, la saveur et l'apparence, ou des caractéristiques chimiques d'une viande spécifique.

Note : Le segment des substituts de viande comprend la viande fabriquée à partir de plantes (soja et autres légumineuses, le gluten de blé, les lentilles, le tofu, le tempeh et une variété de noix) et la viande végétarienne, qui contient des œufs et des produits laitiers.

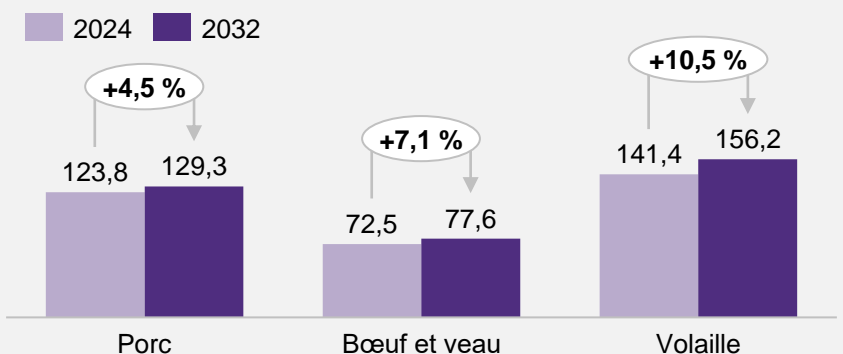
Consommation mondiale prévue de viande de porc

2023-2032, en millions de tonnes, en % d'augmentation



Consommation mondiale prévue de viande selon le type

2023-2032, en millions de tonnes, en % d'augmentation



Sources : OCDE, Statista, analyse RCGT.

L'industrie mondiale du porc évolue à travers plusieurs tendances de consommation

Grandes tendances de consommation mondiale

Tendance	Description	Impact pour l'industrie porcine québécoise
Recherche d'une alimentation saine	Les consommateurs sont de plus en plus préoccupés par la santé et recherchent des aliments nutritifs et équilibrés.	Il y a une demande croissante pour des ingrédients naturels, des produits de viande porcine biologiques ou encore des viandes identifiées comme sans antibiotiques.
Intérêt grandissant pour l'alimentation à base de plantes	Les consommateurs adoptent de plus en plus les régimes végétariens ou végétaliens, notamment en raison de préoccupations environnementales et éthiques. Les tablettes des épiceries multiplient les produits à base de protéines végétales et autres alternatives à la viande traditionnelle, et les consommateurs sont ouverts à explorer ces options.	Cette tendance pourrait avoir un impact négatif sur la consommation de porc dans les années à venir.
Traçabilité et transparence	Les consommateurs souhaitent connaître l'origine de leurs aliments, les producteurs, ainsi que les méthodes de production mises en place. Par le fait même, les consommateurs veulent une transparence relative aux conditions de travail des employés et à l'impact social des entreprises.	Les consommateurs pourraient chercher à obtenir des informations sur les conditions d'élevage du porc, les méthodes de production qui sont mises en œuvre, le bien-être animal, etc. Ces derniers pourraient également être enclins à payer plus pour un produit qui offre cette information.
Recherche d'une expérience culinaire nichée et unique	Les consommateurs sont à la recherche de produits peu communs, originaux, artisanaux, et de saveurs exotiques, différentes et créatives. Pour les consommateurs, l'alimentation va au-delà d'une nécessité, c'est une expérience en soi.	Les consommateurs pourraient être intéressés par des charcuteries artisanales ou encore d'autres produits à forte valeur ajoutée qui semblent originaux et sophistiqués.
Réduction du gaspillage alimentaire	L'intérêt des consommateurs est grandissant pour la réduction du gaspillage alimentaire.	Les consommateurs pourraient être portés à apprécier la valorisation des sous-produits de l'industrie porcine, notamment les collagènes ou autres produits dérivés, plutôt que de les acheminer à l'équarrissage.

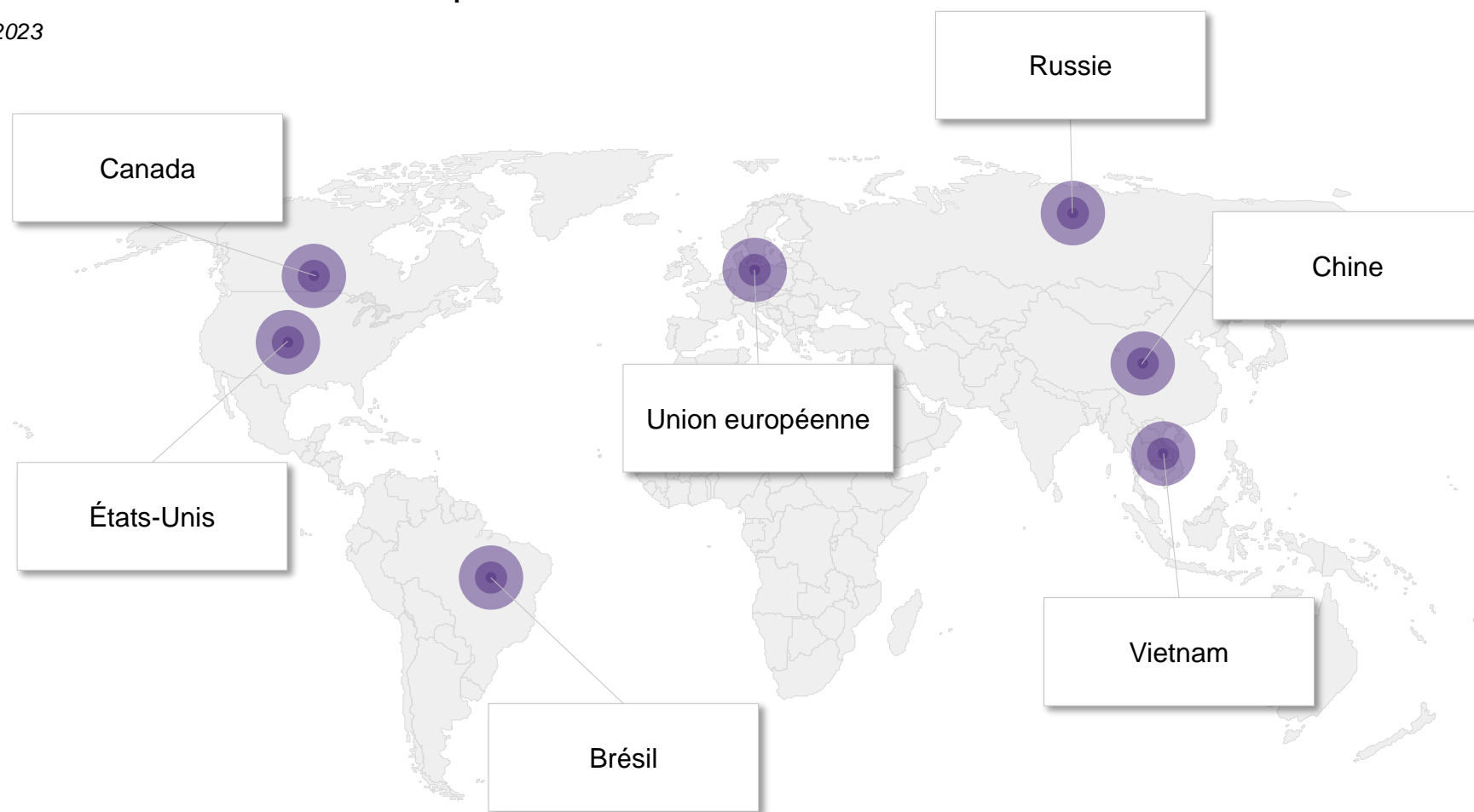
Sources : Statista, analyse RCGT.

Un étalonnage des sept principaux producteurs de porcs a été fait dans le cadre de la présente étude

Présentation des marchés étalonnés

Marchés étalonnés dans le cadre de la présente étude

2023

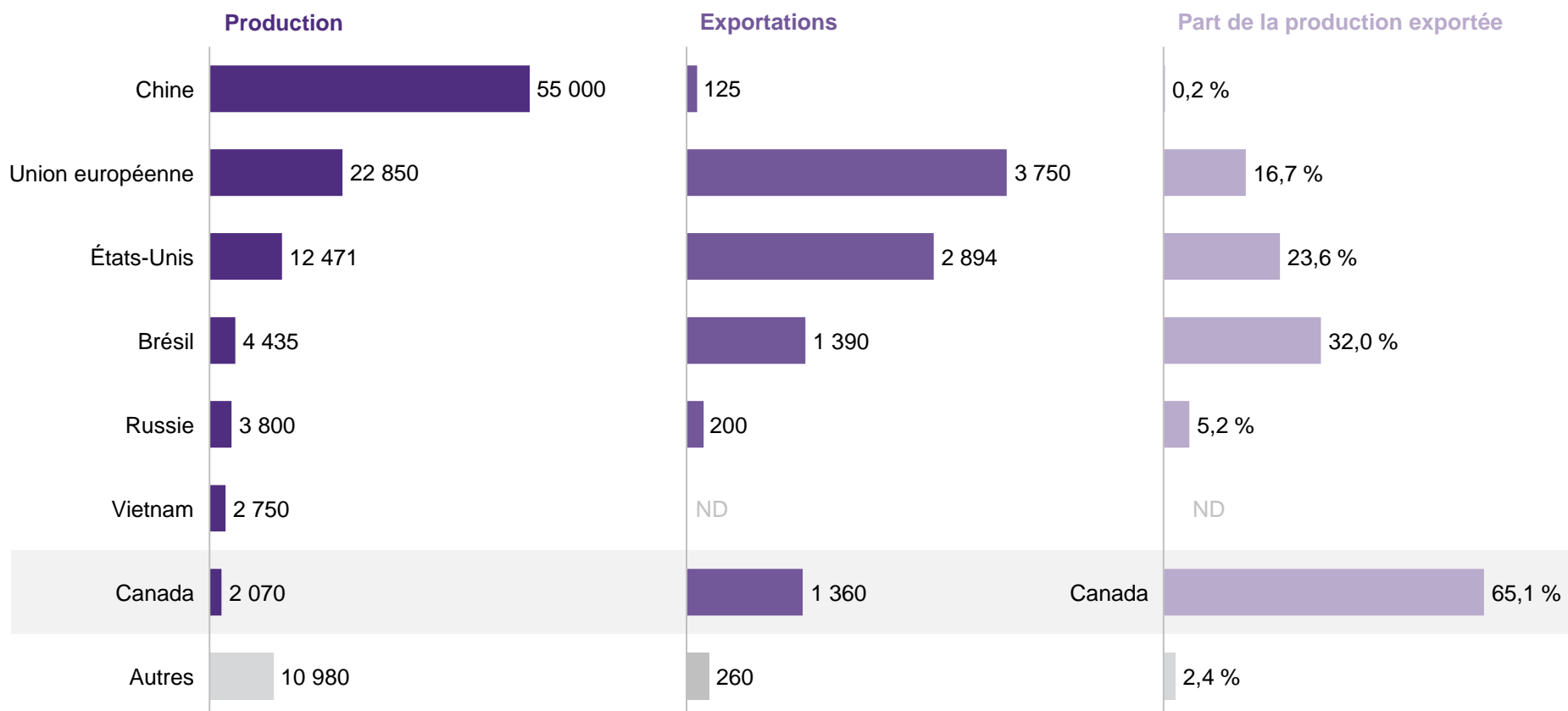


Le Canada se démarque par une très forte proportion de sa production porcine dédiée aux marchés internationaux

Analyse de la concurrence internationale

Quantité de porc produite et exportée selon le pays

Monde, 2023, en millions de tonnes, en %



Sources : Statista, analyse RCGT.

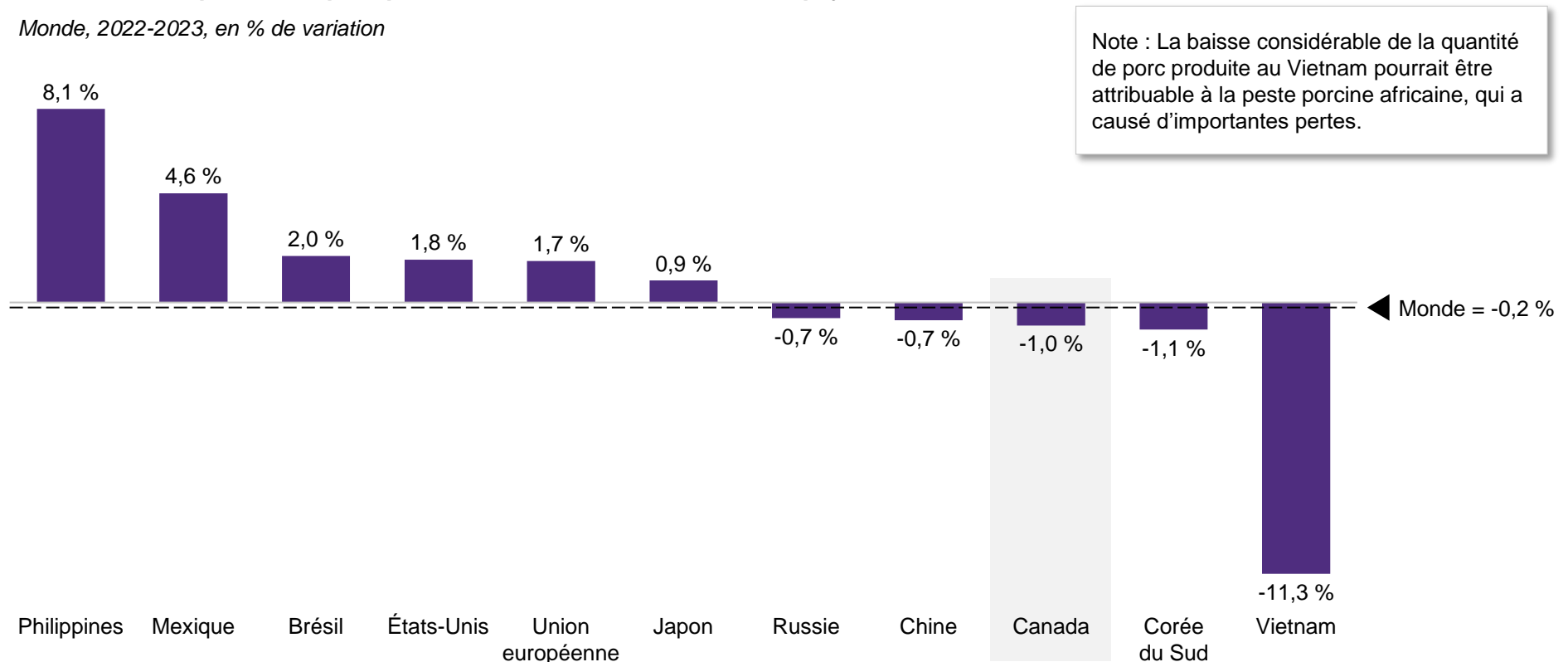
Globalement, la production porcine mondiale a légèrement reculé entre 2022 et 2023

Analyse de la concurrence internationale

La production porcine mondiale a connu une baisse de 0,2 % entre 2022 et 2023. Certains pays se sont toutefois démarqués par une importante croissance de leur production, comme les Philippines (8,1 %). Alors que la production canadienne a légèrement reculé en suivant la tendance mondiale, certains concurrents majeurs du Canada ont plutôt connu une hausse de leur production, comme le Brésil, les États-Unis et l'Union européenne.

Variation de la quantité de porc produite entre 2022 et 2023 selon le pays

Monde, 2022-2023, en % de variation



Sources : Statista, analyse RCGT.

Les principaux marchés se distinguent selon leurs propres caractéristiques (1/2)

Analyse de la concurrence internationale

Pays	Description
Chine	La Chine est de loin le plus grand producteur de porc au monde. Elle représente à elle seule près de la moitié (48 %) de la production mondiale. La forte production s'explique en raison de sa population importante et de la forte demande intérieure. Traditionnellement, les Chinois ont toujours consommé une proportion importante de porc dans leur régime alimentaire. Moins de 1 % de la production chinoise de porc est exportée. Les exportations chinoises de porc sont dix fois plus faibles que celles du Canada.
Union européenne	En tant qu'entité, l'Union européenne, avec des pays comme l'Allemagne, l'Espagne, la France et le Danemark, est également un important producteur de porc, avec 20 % de la production mondiale. Toutefois, la proportion exportée (16,1 %) demeure relativement faible en comparaison avec le Canada (65,1 %).
<i>Danemark</i>	Au Danemark, environ 5 000 fermes produisent approximativement 28 millions de porcs par an. Seulement la moitié des porcs produits (14,5 millions) sont abattus à l'intérieur du pays. La concentration de l'abattage est forte. La plupart des porcs sont abattus dans les abattoirs coopératifs Danish Crown et Tican. Beaucoup de porcelets vivants sont exportés, principalement vers l'Allemagne. Les exportations de viande porcine représentent près de la moitié de toutes les exportations agricoles et plus de 5 % des exportations totales du Danemark. Au total, 90 % de la production porcine danoise est exportée vers plus de 140 pays, les principaux marchés en termes de volume étant l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Pologne, la Chine, le Japon, l'Italie, la Russie et la Suède. Plus de 70 % de la production danoise de viande porcine est exportée vers d'autres pays de l'UE.
<i>Allemagne</i>	La production de porcs en Allemagne connaît une baisse. Entre 2016 et 2023, le nombre de porcs produits est passé de 59,4 millions à 43,8 millions. Parmi les 43,8 millions de porcs, 1,5 million provient de l'extérieur du pays.
États-Unis	Les États-Unis sont l'un des principaux producteurs mondiaux de porc, avec des États comme l'Iowa, la Caroline du Nord et le Minnesota, jouant un rôle majeur dans l'industrie porcine américaine. Ce pays représente 11 % de la production mondiale. La forte production des États-Unis s'explique par l'utilisation de méthodes d'élevage intensives pour maximiser la production. Le modèle agricole américain est souvent caractérisé par de grandes exploitations porcines industrielles. Près du quart de la production est exportée.

Sources : Statista, USDA, analyse RCGT.

Les principaux marchés se distinguent selon leurs propres caractéristiques (2/2)

Analyse de la concurrence internationale

Pays	Description
Brésil	Le Brésil est un acteur clé dans la production mondiale de viande de porc, bien qu'il ne représente que 4 % de la production mondiale. Des exploitations porcines à grande échelle contribuent à la production significative de porc. En comparaison avec les autres marchés, une proportion importante de la production est dédiée aux marchés internationaux (32 %), mais demeure inférieure à celle du Québec. Le Brésil se démarque par des coûts de production plus faibles en comparaison avec les autres juridictions présentées, qui s'expliquent notamment par de la main-d'œuvre moins dispendieuse et un coût de construction et de maintien des installations moins élevé. Le Brésil se démarque par un prix de marché plus faible que pour l'ensemble des marchés étalonnés.
Russie	La Russie est un producteur majeur de porc, son secteur ayant connu une croissance significative au fil des ans. Les politiques visant à atteindre l'autosuffisance alimentaire ont stimulé la production porcine en Russie. Seulement 5,2 % de sa production est acheminée sur les marchés internationaux. Sur les marchés étrangers, la viande de porc russe est compétitive à la fois en termes de qualité et de prix.
Vietnam	Le Vietnam fait partie des principaux producteurs de porc en Asie. Le porc joue un rôle important dans la cuisine vietnamienne et la demande intérieure est élevée, ce qui explique pourquoi la production est également élevée. Son influence sur la scène internationale demeure limitée. Une partie du porc vietnamien est exportée vers la Chine, Hong Kong et le Laos. Depuis les dernières années, l'industrie porcine vietnamienne a grandement souffert de la peste porcine africaine.

Sources : Statista, USDA, analyse RCGT.

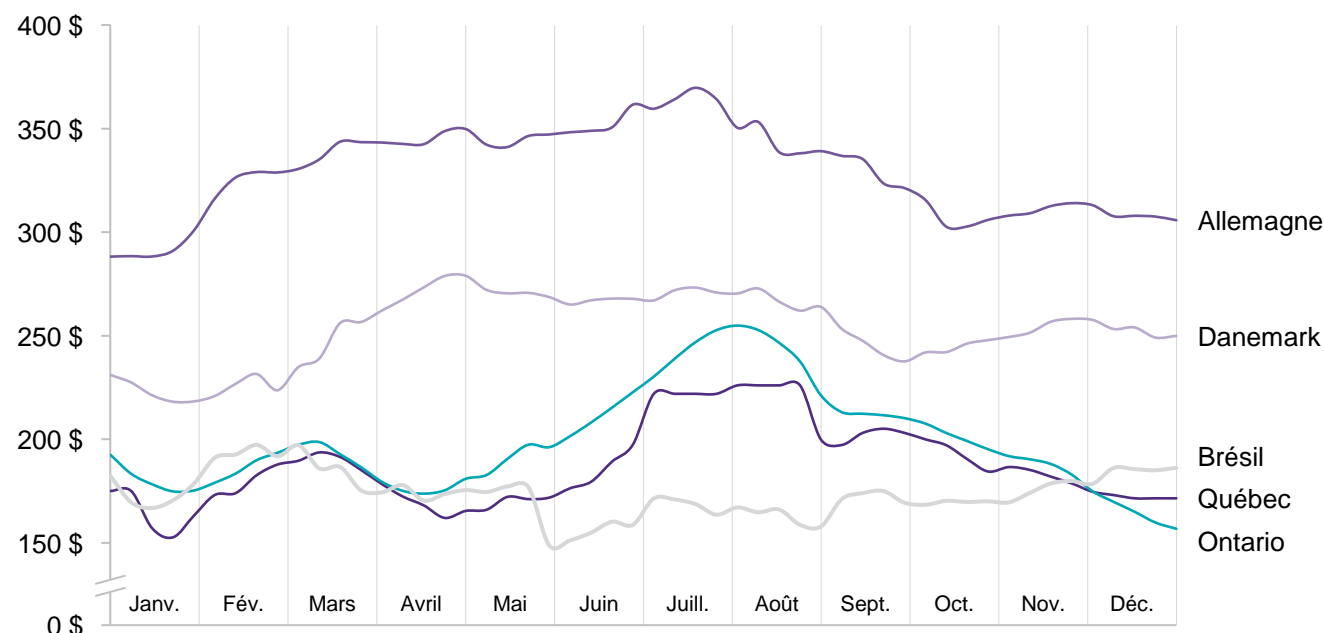
En 2023, le prix du porc au Québec demeure inférieur à celui des autres marchés étalonnés

Évolution du prix du porc selon la région

Les prix européens des porcs restent à des niveaux élevés tandis qu'aux É.-U. et en Chine, la situation économique demeure compliquée, avec une demande intérieure en recul.

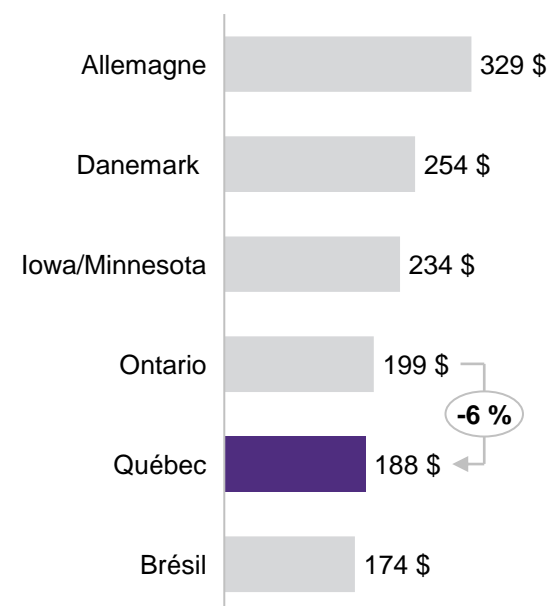
Évolution du prix du porc selon la région

2023, en \$/100 kg (CAD)



Prix moyen du porc selon la région

2023, en \$/100 kg (CAD)



Sources : Compilation de 333 (communauté professionnelle porcine), analyse RCGT.

Diagnostic sur la compétitivité des entreprises québécoises



La présente section se décline en six sous-sections

Introduction

Thématiques abordées

1	Compétitivité des maillons de la chaîne de valeur	<ul style="list-style-type: none">• Compétitivité de chacun des maillons de la chaîne de valeur;• Répartition des profits entre les différents maillons.
2	Analyse du modèle de soutien de l'État	<ul style="list-style-type: none">• Impacts positifs du modèle de soutien financier actuel;• Enjeux du modèle de soutien financier actuel;• Fermes avantagées par le modèle de l'ASRA;• Nécessité de réformer l'ASRA.
3	Impact de la concentration des entreprises	<ul style="list-style-type: none">• Intégration de la filière et effet sur l'industrie;• Portrait de l'intégration horizontale dans la transformation porcine;• Impact de l'intégration horizontale dans la transformation porcine.
4	Enjeux de main-d'œuvre	<ul style="list-style-type: none">• Impact de la pénurie de main-d'œuvre sur les différents maillons de la chaîne de valeur.
5	Dépendance aux marchés internationaux	<ul style="list-style-type: none">• Mesure de la dépendance aux marchés internationaux et comparaison avec les grands pays producteurs;• Risques associés à la dépendance aux marchés internationaux;• Éléments qui peuvent réduire la dépendance de l'industrie porcine aux marchés internationaux.
6	Sommaire des forces, faiblesses, opportunités et menaces	<ul style="list-style-type: none">• Forces et faiblesses et leur impact sur l'industrie;• Opportunités et menaces et leur impact sur l'industrie;• Enjeux mondiaux.

Par définition, la compétitivité est le caractère de ce qui est susceptible, grâce à ses qualités, à ses caractéristiques, de soutenir la concurrence. Ainsi, la compétitivité est souvent multidimensionnelle.

Les pages suivantes présentent plusieurs indicateurs pouvant être utiles pour analyser la compétitivité :

- Productivité dans l'élevage et la transformation;
- Comparaison des coûts de production du porc et des revenus de vente moyens en comparaison avec l'Ontario;
- Répartition des profits entre les maillons de la chaîne de valeur.

Les principaux constats en lien avec la compétitivité sont ensuite présentés.



La productivité du travail a diminué entre 2017 et 2022 chez les éleveurs de porcs québécois

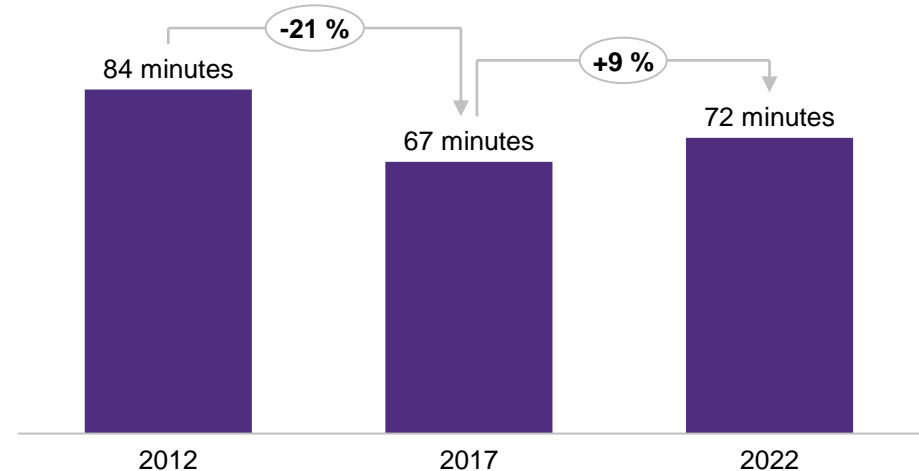
Productivité dans l'élevage de porcs

Le temps moyen travaillé pour produire 100 kg de porc s'établissait à 72 minutes en 2022 au Québec, soit une hausse de 9 % par rapport à 2017.

En effet, lors de l'enquête de 2017 sur les coûts de production, le temps travaillé par 100 kg de porc était de 67 minutes. La production de 100 kg de porc prend donc cinq minutes de plus qu'en 2017, mais demeure légèrement en deçà du niveau de 2012, qui était de 84 minutes. Il y a donc eu une amélioration de la productivité depuis 2012, mais pas entre 2017 et 2022.

Temps travaillé par 100 kg de porc produit

2012-2022, en minutes/100 kg de porc



Le nombre moyen de minutes travaillées pour produire 100 kg de porc est un indicateur de la productivité du travail. Plus spécifiquement, il s'agit d'un indicateur qui évalue l'efficacité de chacune des heures travaillées.

Le fait d'utiliser le nombre de minutes par 100 kg de porc produit permet de capter l'augmentation du poids des porcs (+10 kg) dans l'analyse du temps de travail des entreprises.

Sources : Étude sur le coût de production des secteurs Porcelets et Porcs (2012, 2017 et 2023), analyse RCGT.

La productivité du travail est plus faible au Québec pour la fabrication de produits de viande, tous types confondus

Productivité dans l'abattage du porc

Entre 2021 et 2022, la valeur du PIB réel par heure travaillée dans la fabrication de produits de viande au Québec est passée de 36 \$ à 41 \$, représentant une croissance de 14 % en une seule année, après avoir été relativement stable au cours des années précédentes.

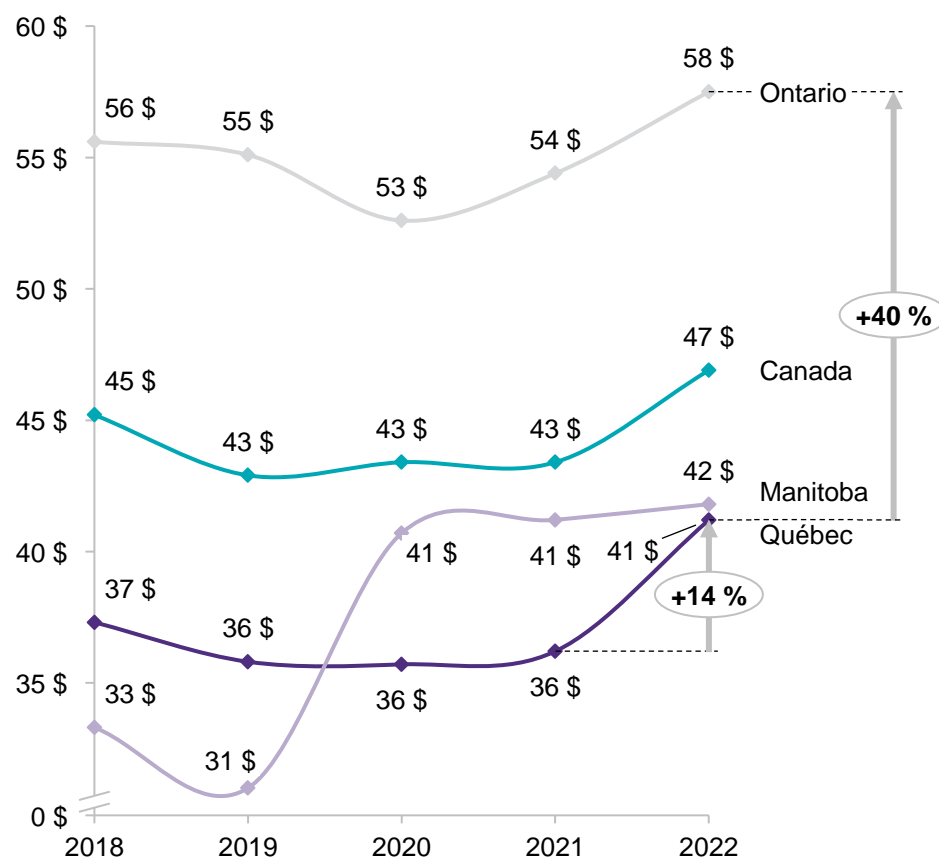
Toutefois, malgré cette récente hausse de la productivité, le Québec demeure derrière les autres provinces canadiennes en termes de productivité. À titre d'exemple, l'Ontario affiche une productivité 40 % plus haute que celle du Québec pour la fabrication de produits de viande.

Notons toutefois que la précision des données se limite à la fabrication de produits de viande et ne permet pas d'isoler les abattoirs ou transformateurs de viande porcine. Ainsi, la fabrication de produits de viande inclut des industries telles que la transformation de la volaille. Ces données doivent ainsi être interprétées en considérant cette information.

Finalement, de manière générale, la productivité du travail plus faible au Québec peut être expliquée par plusieurs facteurs, notamment de l'équipement et des technologies moins efficaces qui nécessitent plus de main-d'œuvre, une automatisation plus limitée des processus, une main-d'œuvre moins formée ou moins qualifiée, la présence de normes à respecter, etc.

Productivité du travail dans la fabrication de produits de viande selon la province

Canada, 2018-2022, en \$ de PIB réel (\$ de 2012)/heure travaillée



Sources : Statistique Canada (Tableau 36-10-0480-01), analyse RCGT.

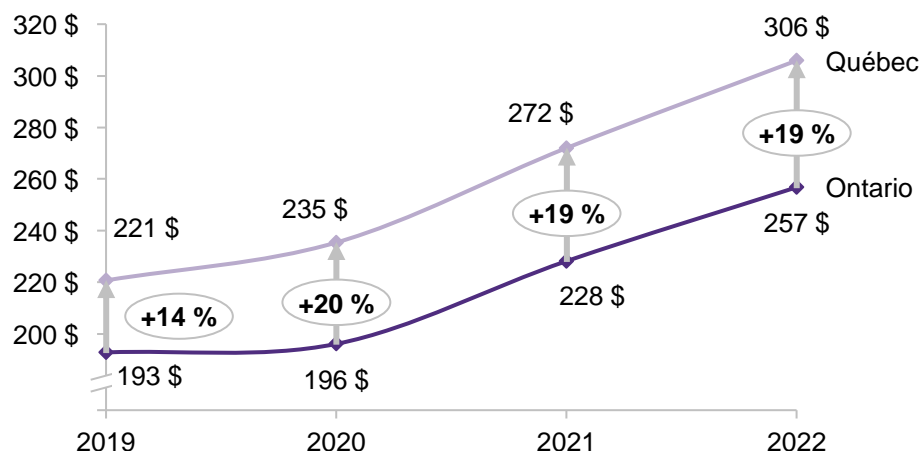
Le coût unitaire de production porcine est supérieur au Québec par rapport à l'Ontario

Comparaison des coûts de production du porc

Depuis 2019, l'écart entre le coût de production par porc pour le Québec et l'Ontario est demeuré relativement constant. Pour les années 2021 et 2022, le Québec a enregistré un coût unitaire supérieur de 19 % par rapport à celui de l'Ontario. Plus spécifiquement, les données issues de la récente étude sur le coût de production réalisée par le CECPA indiquent que le coût moyen d'un porc s'établit à 306 \$ au Québec, tandis qu'il se situe à 257 \$ pour l'Ontario. Ces chiffres mettent en lumière le fait que la compétitivité du secteur porcin dans la province de Québec est possiblement plus faible que celle de l'Ontario.

Évolution du coût unitaire moyen de production porcine

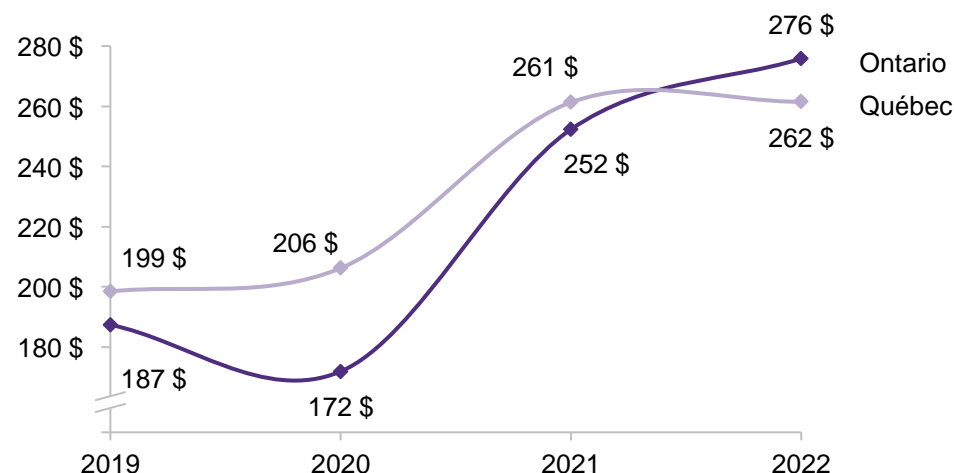
2019-2022, en \$/porc, en % de différence



Note : Le budget ontarien représente une estimation partielle des coûts basée sur une entreprise théorique performante, tandis que celui du Québec reflète un coût de production observé qui représente la moyenne d'une population selon une enquête à participation obligatoire.

Évolution des revenus de vente moyens

2019-2022, en \$/porc



Depuis 2019, le revenu moyen de vente pour chaque porc produit a été supérieur au Québec. Cependant, à partir de 2022, l'Ontario a surpassé le Québec en termes de revenu de marché moyen par porc.

Au cours des dernières années, les revenus unitaires plus élevés permettaient de compenser les coûts unitaires qui ne cessaient de croître, mais ce n'est plus le cas maintenant.

Sources : ONSwine (Information for commercial pork producers in Ontario), CECPA (Étude sur le coût de production des secteurs Porcelets et Porcs), analyse RCGT.

En 2022, la perte estimée des abattoirs serait légèrement inférieure à celle des éleveurs par 100 kg produits

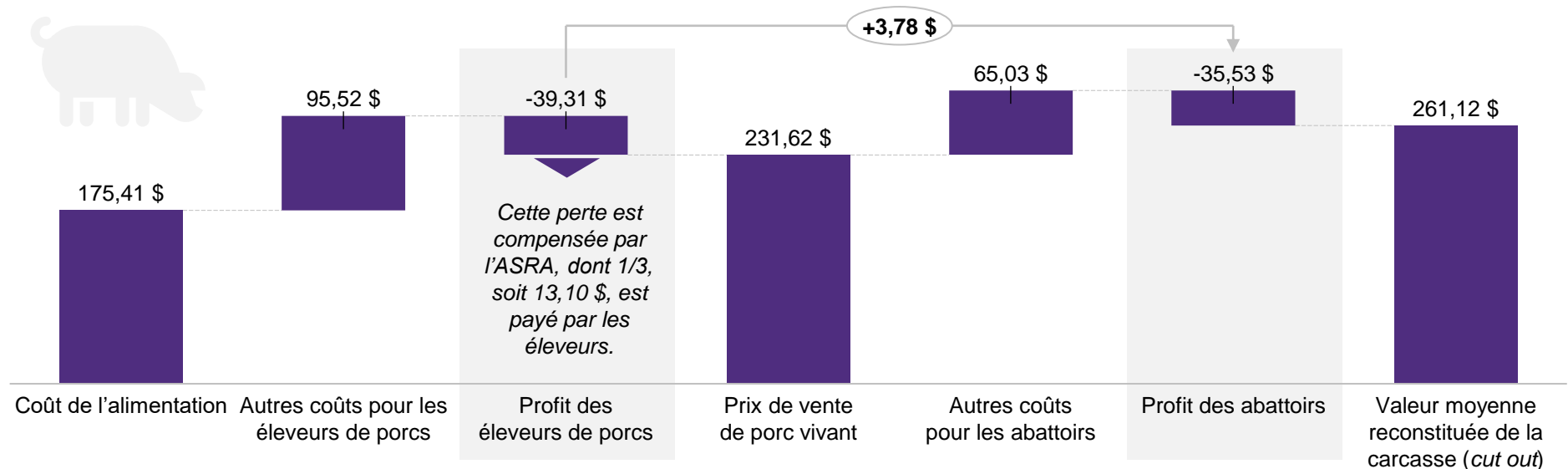
Répartition des profits entre les maillons de la chaîne de valeur

Dans son rapport préparé pour les Éleveurs de porcs du Québec intitulé *Méthodes permettant d'améliorer la comparaison du prix des porcs en Ontario par rapport au Québec*, Forest Lavoie Conseil estime les coûts d'abattage de 100 kg de porc sur la base des chiffres d'Olymel à 52,21 \$ en 2020. En ajustant ce montant à l'aide de l'indice des prix des entrées dans l'agriculture, il est possible d'estimer les coûts en 2022 à 65,03 \$ pour les abattoirs, en excluant l'achat de porcs vivants.

Selon cette estimation et en tenant compte de la valeur moyenne reconstituée de la carcasse (*cut out*) qui s'établit à 261,12 \$, pour 2022, la perte des abattoirs serait de 35,53 \$/100 kg de porc, soit légèrement inférieure à celle des éleveurs de porcs (39,31 \$).

Estimation du profit généré par 100 kg de porc selon le maillon de la chaîne de valeur

2022, en \$/100 kg de porc



Basé sur la structure de coût de la ferme moyenne utilisée pour le calcul de l'ASRA

Sources : Financière agricole du Québec, Les Éleveurs de porcs du Québec, Forest Lavoie Conseil (Méthodes permettant d'améliorer la comparaison du prix des porcs en Ontario par rapport au Québec), analyse RCGT.

Les analyses et entrevues ont permis d'établir plusieurs constats relatifs à la compétitivité de la filière porcine

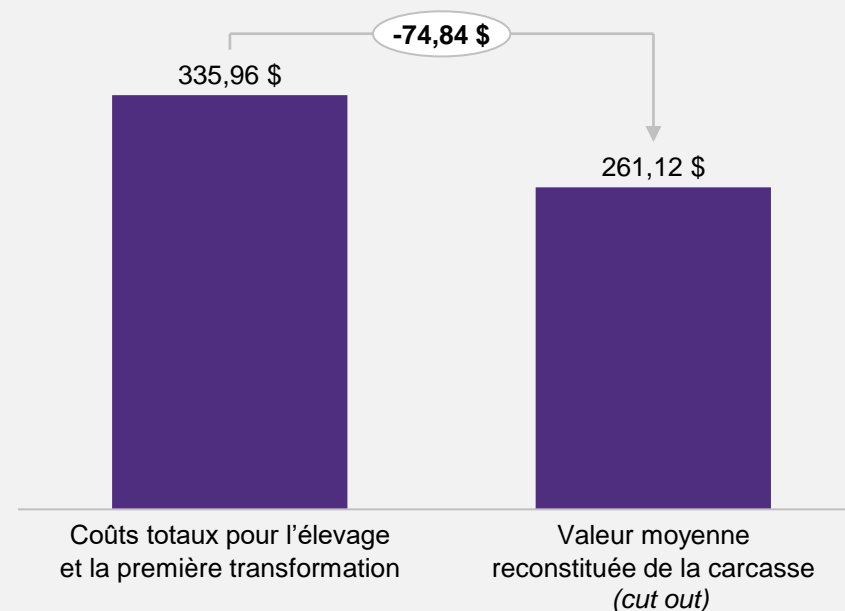
Principaux constats en lien avec la compétitivité

Voici certains constats relatifs à la compétitivité et à la rentabilité de la filière porcine :

- 1 Le temps moyen travaillé pour l'élevage de 100 kg de viande de porc s'établissait à 72 minutes en 2022 au Québec, après avoir connu une hausse de 9 % par rapport à 2017.
- 2 Le Québec se démarque par une productivité du travail plus faible que celle des provinces comparables pour la fabrication de produits de viande, tous produits confondus.
- 3 La compétitivité globale et la rentabilité de la filière porcine ont été largement compromises en raison du coût élevé des intrants au cours des dernières années.
- 4 Le coût unitaire moyen de production porcine est supérieur au Québec (306 \$) par rapport à l'Ontario (257 \$) pour 2022, soit une différence de 19 %.
- 5 Pour 2022, l'élevage et la transformation de 100 kg de porc généraient une perte financière de 74,84 \$ partagée entre les éleveurs (53 %) et les abattoirs (47%).

Comparaison du coût de production et de la valeur de vente de 100 kg de porc

2022, en \$/100 kg de porc



Sources : Financière agricole du Québec, Les Éleveurs de porcs du Québec, Forest Lavoie Conseil (Méthodes permettant d'améliorer la comparaison du prix des porcs en Ontario par rapport au Québec), analyse RCGT.

Le modèle de soutien financier actuel a permis d'assurer la pérennité de la filière porcine au cours des dernières années

Impacts positifs du modèle de soutien actuel

Le programme ASRA soutient les entreprises agricoles québécoises et a permis d'agir comme moteur économique depuis plusieurs décennies.

La majorité des intervenants rencontrés lors des entrevues ont souligné la nécessité pour le Québec de maintenir un programme de soutien à la production porcine, puisque ce dernier engendre de nombreux impacts positifs pour l'industrie porcine québécoise. En voici quelques-uns.

Réduction du risque

L'ASRA offre une compensation aux éleveurs de porcs lorsque le prix moyen de vente d'un produit est inférieur au revenu stabilisé. Ainsi, cette aide financière permet aux producteurs porcins de stabiliser leurs revenus, et ce, malgré les fluctuations des prix du marché et des coûts de production. Ce programme réduit le risque pour les éleveurs de porcs, en réduisant la probabilité de subir des pertes financières.

Notons toutefois que bien que l'ASRA soit financé aux deux tiers par l'État, les producteurs porcins payent le tiers du risque, puisqu'ils sont responsables de déboursier certaines cotisations qui sont équivalentes à cette proportion.

Amélioration de la performance financière

Lors des discussions tenues avec les acteurs de la filière, il a été soulevé que le modèle de soutien actuel favorise en théorie une performance financière globale chez les éleveurs de porcs, puisqu'individuellement, les fermes porcines ont intérêt à être plus compétitives que la moyenne pour être avantagées par le modèle.

Ainsi, les éleveurs de porcs qui affichent une performance technico-économique supérieure à la moyenne reçoivent une compensation financière qui est plus intéressante, car plus élevée que les besoins du producteur. Ceci leur permet d'améliorer leur efficacité opérationnelle en investissant dans de nouvelles technologies ou dans l'optimisation des processus. À cet effet, les fermes qui sont plus compétitives se développent à une vitesse plus rapide que leurs concurrents.

Ultimement, le renouvellement du modèle de coûts de production se fait chaque cinq ans. Selon la Financière agricole du Québec, historiquement, chaque renouvellement de la structure de coûts génère entre 12 \$ et 20 \$ d'économie. Cette tendance historique à la baisse peut illustrer une hausse de la performance financière globale et technique des fermes échantillonnées.

Malgré les effets positifs du programme ASRA, ce dernier a été remis en question lors des entrevues avec les acteurs de la filière porcine.

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, Financière agricole du Québec, analyse RCGT.

Le programme ASRA limiterait la compétitivité de la filière dans son ensemble

Enjeux du modèle de soutien actuel

Dans une filière caractérisée par une homogénéité entre les fermes, l'ASRA s'avère intéressante pour assurer la pérennité de l'industrie porcine. Cependant, l'évolution récente de celle-ci a mis en lumière certaines lacunes dans le modèle de soutien.

L'ASRA limite la compétitivité de la filière

Un défi spécifique inhérent au modèle de l'ASRA, dans le contexte d'une concentration croissante, réside dans le fait que **le programme ASRA limiterait la compétitivité de la filière dans son ensemble** selon les intervenants rencontrés.

Ainsi, selon les constats d'entrevues, certains intégrateurs moins compétitifs auraient peu d'incitations à améliorer leur performance et dépendent de l'ASRA pour garantir leur pérennité.

Une subvention à toute l'industrie

Finalement, certains intervenants de la filière soulignent qu'en raison de l'intégration verticale qui s'est accrue, **l'ASRA prend plutôt une forme qui s'apparente à une subvention à toute l'industrie**. En effet, les entreprises qui sont intégrées dans les maillons en amont et en aval de l'élevage qui disposent également de fermes porcines bénéficient de l'aide financière obtenue via l'ASRA.

La Financière agricole souligne que la méthodologie actuelle prévoit des mécanismes qui limitent les possibilités pour les entreprises de recourir à une comptabilité créative qui permettrait que des charges non liées à la production puissent influencer les résultats des enquêtes de coût de production.

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

En raison de l'intégration qui s'est accrue, le modèle de l'ASRA ne répondrait plus aux besoins de la ferme type

Enjeux du modèle de soutien actuel

Par ailleurs, il a été soulevé que **le modèle de l'ASRA ne répond plus tout à fait aux besoins de la ferme type, comme c'était le cas auparavant.**

Depuis quelques années, la filière est de plus en plus concentrée et présente une forte hétérogénéité des fermes, ce qui génère une difficulté d'obtenir une représentativité dans l'échantillon des fermes sélectionnées pour estimer les coûts de production, et donc l'aide financière offerte par l'ASRA.

Ce phénomène s'explique notamment en raison du fait que l'ASRA est une aide financière basée sur la moyenne des coûts de production d'un échantillon type. Notons toutefois que depuis sept ans, la Financière agricole demande la formation de deux échantillons afin que le coût de production des grandes entreprises soit distinct de celui des PME.

Le MAPAQ souligne à cet effet que la représentativité de l'échantillon à l'intérieur de la population de l'étude est bonne (moins de 1 % d'erreur 19 fois sur 20). L'enjeu de tout modèle collectif demeure dans les écarts de marges dans la population. Selon la dernière étude à cet effet, elle est estimée à +/- 20 \$/porc (écart type), ce qui appuie le fait que la population est hétérogène.

Dans le même ordre d'idées, l'hétérogénéité des fermes a engendré des **difficultés quant à la définition d'une exploitation porcine**. Le nombre restreint de fermes types a nécessité l'ajustement de certains critères pour obtenir un échantillon représentatif. Un exemple notable est la réduction de la part de revenu associée à la production porcine, passant de 70 % à 50 %, en 2022, pour l'inclusion dans l'échantillon.

Ainsi, certaines exploitations sont désignées comme des fermes porcines, bien qu'une forte proportion de leurs investissements soient orientés vers la production de céréales. Ces modèles d'entreprise sont considérés pour déterminer le coût de production et le revenu stabilisé, même si leurs investissements sont liés à la culture de grains.

Le CECPA aurait cependant évalué l'impact de ce changement sur le coût de production et il soutient que l'impact serait nul. Plus spécifiquement, le CECPA aurait comparé le résultat réel des coûts de production avec celui d'un échantillon contenant les entreprises avec 70 % de revenus du produit enquêté. Cette étude ne semble toutefois pas être rendue publique et n'a pas été consultée dans le cadre du présent rapport.

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

Il est difficile de se prononcer sur l'avantage des producteurs de porcs de créneau en lien avec l'ASRA

Le soutien de l'État et le porc de spécialité

Avantages et limites de l'ASRA pour les producteurs de porc de spécialité

De manière générale, les producteurs de porcs de créneau sont admissibles à l'ASRA, comme les autres producteurs. La production de porcs de spécialité permet généralement d'obtenir de meilleures marges. Ainsi, les entreprises qui en produisent pourraient parfois être avantagées dans un modèle basé sur une collectivité, même si actuellement, aucune donnée ne corrobore cette affirmation.

L'ASRA s'applique toutefois difficilement au porc de créneau (Nagano, porc biologique, etc.), puisque son calcul se base sur une ferme type. Par ailleurs, la production de porc de créneau nécessite aussi des coûts supplémentaires. À titre d'exemple, les porcs biologiques doivent être nourris de grains végétaux certifiés biologiques et sans organisme génétiquement modifié ni sous-produits animaux, ne pas recevoir d'antibiotiques, ne pas subir de taille de queue ou de dents, être élevés sans cages (autant en gestation qu'en mise bas), être élevés sur une litière biologique et avoir accès à l'extérieur. Les porcs biologiques bénéficient aussi de deux à trois fois plus d'espace que les porcs de commodité.

Exemple des Viandes duBreton

Malgré la prémisse selon laquelle la production de porc de créneau apporte certains bénéfices en termes de compensations par l'ASRA, les Viandes duBreton, qui fabrique des produits de porcs biologiques, s'est retirée de l'ASRA en 2019. Les Viandes duBreton est également en cours de procédure devant la Régie pour demander son exclusion de l'application du plan conjoint. Des analyses approfondies seraient nécessaires pour faire la démonstration que le développement d'un coût de production biologique est plus avantageux que le porc régulier dans le contexte actuel où l'ASRA est applicable.

Un autre enjeu soulevé par les producteurs de porcs de spécialité concerne la convention de mise en marché. Depuis des années, les producteurs de porcs de niche militent dans l'espoir que la convention soit adaptée aux particularités de leur production.

Des frais de marketing sont déboursés par l'ensemble des parties prenantes incluses dans la convention de mise en marché, dont font partie les producteurs de porcs de créneau. Toutefois, le budget marketing est plutôt dépensé pour faire la promotion du porc de manière générale, mais ne cible pas spécifiquement le porc de créneau, ce qui constitue une critique formulée par les acteurs de la filière œuvrant dans ce type de production. Cette problématique limite le développement et la croissance du porc de créneau, qui apporte pourtant une valeur ajoutée intéressante.

Sources : MAPAQ, Entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

Certains facteurs peuvent avantager des types d'éleveurs de porcs en regard de la contribution de l'ASRA

Types de fermes avantagées par le modèle de l'ASRA

Ainsi, avec la récente concentration intermaillons de l'industrie qui s'est accentuée, combinée au modèle de l'ASRA qui a peu évolué au cours des dernières années, certains éleveurs de porcs sont favorisés par le programme selon les discussions menées avec l'industrie.

Niveau d'intégration

À la lumière des entrevues, le premier facteur qui peut avantager certains éleveurs de porcs, notamment en lien avec la contribution obtenue via l'ASRA par rapport aux coûts de production, est le niveau d'intégration. Plus spécifiquement, **certaines fermes qui font partie d'un réseau intégré obtiennent des rabais de producteurs transformateurs**, ce qui peut contribuer à bonifier les compensations de l'ASRA, puisque cette compensation ne considère pas certains rabais qui pourraient avoir été octroyés à des producteurs transformateurs.

Proximité et accès aux grains

Le second élément qui avantage les fermes en regard des contributions de l'ASRA est la proximité et l'accès aux grains. Voici les fermes qui sont avantagées en regard des compensations de l'ASRA :

- Fermes situées à proximité des régions centrales du Québec, surtout la Montérégie, soit **celles qui produisent des céréales** : de la manière dont le programme est construit, les producteurs qui produisent des céréales et qui sont autosuffisants sont généralement avantagés par l'ASRA, puisqu'il est prévu que les céréales sont consommées au coût de production et non pas au prix du marché.
- Fermes **à proximité des régions qui produisent des céréales** : le coût de transport des céréales a connu une récente hausse, ce qui fait en sorte que les régions qui sont situées plus loin de la Montérégie, où est produite la majorité des céréales du Québec, peuvent connaître des coûts plus élevés pour acheminer l'alimentation vers leurs fermes.

Une réforme du programme de soutien ASRA s'avère nécessaire selon les intervenants de la filière porcine

Nécessité de réformer l'ASRA

Comme présenté dans les pages précédentes, le modèle de l'ASRA soulève plusieurs enjeux.

Malgré la diversité d'opinions exprimées en lien avec le modèle de soutien actuel de l'industrie, l'ensemble des intervenants rencontrés lors des entrevues s'entendent sur le fait qu'une réforme du programme de soutien ASRA s'avère cruciale pour les années à venir.

Une mise à jour de l'ASRA représente un chantier majeur, puisque toute modification de ce programme aurait un impact significatif sur les entreprises agricoles et nécessiterait une planification et une mise en œuvre minutieuses.

Une réforme de l'ASRA exigerait dans un premier temps l'octroi d'un mandat formel du gouvernement. Ce processus devrait également s'appuyer sur des orientations gouvernementales solides relatives à la filière. Plus spécifiquement, le gouvernement doit se positionner à savoir si l'ASRA doit constituer un moteur économique visant à propulser l'industrie porcine (soutien de type structurel), ou plutôt un amortisseur ayant pour objectif de soutenir les producteurs dans les temps difficiles (soutien de type conjoncturel), comme ça a été historiquement le cas lors de certaines années.

Dans un deuxième temps, une mise à jour de l'ASRA devrait s'appuyer sur une évaluation plus large que la portée du présent rapport, menée par la Financière agricole. En plus d'un diagnostic complet des problématiques et enjeux actuels, la réforme de l'ASRA devrait inclure un éventail de simulations comportant plusieurs scénarios de soutien financier.

Finalement, la réforme de l'ASRA doit être un processus complet qui comprend une consultation élargie des acteurs de la filière porcine.

L'ASRA vise trois objectifs :

- Stabiliser le revenu des producteurs des risques d'un marché spécifique par une assurance;
- Assurer la parité entre le revenu de l'exploitant agricole et celui du travailleur spécialisé;
- Assurer le rendement optimal des ressources publiques investies (efficience).

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

Le modèle de soutien via l'ASRA a possiblement contribué à l'intégration verticale de la filière porcine

L'intégration de la filière et son effet sur l'industrie

Dans le modèle actuel de soutien via l'ASRA, il existe plusieurs avantages pour une entreprise à être intégrée. Plus spécifiquement, en raison des compensations financières qui peuvent être obtenues par les entreprises actives dans l'élevage de porcs, il est possible que certaines entreprises œuvrant en amont ou en aval de la production porcine aient choisi de diversifier leurs activités pour acquérir des fermes d'élevage afin de profiter du soutien financier offert via l'ASRA.

L'intégration verticale de certaines entreprises de la filière porcine apporte toutefois des avantages pour les entreprises qui ont également pu contribuer à favoriser l'intégration :

- Réduction de coûts et économies d'échelle chez les grandes entreprises, notamment par le contrôle des coûts de production, l'élimination des marges intermédiaires, etc.;
- Partage du risque entre les différents maillons de la chaîne de valeur et protection contre les fluctuations du marché en raison d'une diversification des activités, ce qui apporte une stabilité des performances financières globales et une réduction de la dépendance à l'égard de fournisseurs.

Plus spécifiquement, voici les impacts de la concentration de l'industrie partagés par les parties prenantes de l'industrie :

- L'intégration verticale a par définition apporté une baisse du nombre d'entreprises et donc une concurrence plus limitée à travers la filière.
- Au contraire des grands intégrateurs, les plus petits joueurs ne sont pas en mesure de réduire les risques associés à la diversification des activités. Ainsi, l'intégration verticale de l'industrie a pu générer certaines iniquités pour les petites entreprises.
- Par le fait même, l'intégration verticale a pu favoriser une forme d'appauvrissement des petits producteurs agricoles et un enrichissement des grandes entreprises ou des entreprises travaillant pour un intégrateur. En effet, malgré la présence d'une franchise pour les grands producteurs, ces deux types d'entreprises ont des structures de coût de production qui diffèrent. Les grands joueurs ont des économies d'échelle et les entreprises travaillant pour un intégrateur ont souvent eu certains rabais (porc coop, etc.).

Note : L'intégration verticale est une stratégie qui vise à prendre le contrôle de la chaîne de valeur par différentes fusions et acquisitions de fournisseurs, de distributeurs ou de détaillants.

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

La transformation porcine s'est de plus en plus concentrée au Québec

Portrait de l'intégration horizontale dans la transformation porcine

Récente intégration horizontale

Depuis les dernières années, les différentes acquisitions qui ont été réalisées par Olymel (ATRAHAN Transformation, Groupe Robitaille et F. Ménard) ont contribué à concentrer de plus en plus les activités de transformation de la viande de porc. Olymel dispose de 70 % de la capacité d'abattage au Québec, ce qui lui donne un pouvoir considérable lorsqu'il est temps de fixer le prix d'achat aux éleveurs de porcs.

Soutien du gouvernement à l'intégration

Certains acteurs soulignent que le gouvernement aurait dû tenter de limiter la concentration des activités de transformation au sein d'un même acteur plutôt que de l'encourager via certains financements octroyés dans le cadre d'intégration.

Plus spécifiquement, lors de l'acquisition de l'abattoir F. Ménard par Olymel en 2019, le gouvernement a participé au capital d'Olymel à la hauteur de 150 M\$ (74 M\$ du Fonds pour la croissance des entreprises québécoises et 76 M\$ d'Investissement Québec). Cette aide financière visait le maintien du siège social d'Olymel ainsi que la réalisation d'investissements à l'abattoir de L'Ange-Gardien et ailleurs.

Enquêtes sur la concurrence

Par ailleurs, des enquêtes ont été menées par le Bureau de la concurrence dans le cadre de ces acquisitions et plusieurs intervenants ont souligné leurs inquiétudes en lien avec l'impact que pourraient avoir ces dernières sur la compétitivité de la filière. Toutefois, malgré le fait qu'Olymel demeure un joueur de taille au Québec, ses parts de marché sont limitées dans l'ensemble du Canada, ce qui pourrait expliquer pourquoi les transactions ont été autorisées.

Conclusion

Le modèle de concentration de la transformation porcine à travers un nombre restreint de grandes entreprises est également observé dans le reste du Canada et aux États-Unis. La situation caractérisée par une concentration des activités d'abattage chez Olymel n'est ainsi pas bien différente de celle observée au Manitoba ou chez nos voisins du Sud.

Sources : Olymel, entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

Les entreprises intégrées peuvent consentir des rabais aux autres maillons de la chaîne de valeur

Intégration horizontale et rabais consentis

Les entreprises intégrées peuvent offrir des avantages significatifs aux entreprises forfaitaires en leur fournissant différentes facilités.

Exemple de F. Ménard

À titre d'exemple, en 2018, F. Ménard a mis en place un programme pour faciliter la construction et la rénovation des bâtiments d'élevage en lien avec le bien-être animal par ses forfaitaires.

Ce programme permettait aux producteurs qui leur sont associés, soit environ 200 producteurs, d'investir sans avoir à mettre de mise de fonds comme c'est normalement prévu. Cette facilité mise en place a été développée en partenariat avec Desjardins, la Banque Nationale et Financement agricole Canada. Cette mise de fonds était remboursable par le forfaitaire bénéficiaire.

Exemple du porc coop d'Olymel

En février 2023, Sollio, propriétaire d'Olymel, a commencé à verser une prime équivalente à 6 \$ par porc pour les éleveurs qui achètent leur moulée chez eux, pour garantir une meilleure répartition des marges entre les producteurs et les autres maillons de la filière. Ces primes sont versées à la centaine d'éleveurs avec lesquels des liens d'affaires privilégiés sont entretenus. Leur versement s'explique par la présence d'un cahier de charges qui engendrerait des frais supplémentaires pour les éleveurs de porcs faisant affaire avec Sollio.

En octobre 2023, Sollio a annoncé une décision d'augmenter les primes à 9 \$ par porc pour les éleveurs qui suivent les normes du bien-être animal. Pour les cochons engraisés selon la méthode conventionnelle, la prime a été haussée de 1 \$ à 7 \$ par tête.

Cette annonce coïncide toutefois avec un contexte de difficultés financières où Olymel a considérablement diminué le prix payé par porc, forçant ainsi les éleveurs à obtenir des compensations via l'ASRA. En demandant aux éleveurs de porcs de faire un effort financier pour soutenir la filière qui bat de l'aile en baissant les prix, la décision d'Olymel d'octroyer une rétribution à ses partenaires a créé des insatisfactions. Certains acteurs de la filière soulignent que cette décision entraîne une iniquité parmi les éleveurs de porcs en créant deux classes de production au sein de la filière.

Sources : MAPAQ, entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

La concurrence limitée dans la transformation porcine a un fort impact sur la compétitivité de la filière

Critique de l'intégration horizontale dans la transformation porcine

Critique de la situation actuelle

Selon plusieurs intervenants rencontrés, l'intégration dans la transformation du porc aurait affaibli la filière, notamment en raison des bas prix payés aux éleveurs de porcs au cours des dernières années. Comme Olymel dispose de parts de marchés importantes en transformation, il est un des seuls interlocuteurs avec les éleveurs de porcs et son pouvoir de négociation est proportionnel à son importance sur le marché.

Ainsi, les abattoirs continueront de payer les porcs en dessous du prix du marché pour les deux prochaines années en vertu de la convention de marché, ce qui amène des critiques :

- La compétitivité des éleveurs est affectée négativement par le manque de compétitivité d'Olymel qui peut être déduit en raison des baisses de prix demandées;
- En raison du manque apparent de compétitivité d'Olymel, les éleveurs de porcs ont recours à l'ASRA, dont les deux tiers sont payés par la population québécoise. Les difficultés d'Olymel ont donc en quelque sorte été prises en charge par l'ASRA;
- Olymel utilise les bas prix payés aux producteurs de porcs et compensés par l'ASRA comme un levier pour être compétitif sur le marché international.

Impacts du quasi-monopole

Si les activités d'abattage étaient plus diversifiées, il est probable que les prix payés aux éleveurs de porcs seraient plus élevés. En effet, en situation monopolistique, l'entreprise dominante peut avoir un fort contrôle sur les prix, notamment en raison de son rapport de force dans les négociations, ce qui peut contribuer à entraîner des prix moins compétitifs en raison d'une pression concurrentielle limitée.

Notons également qu'en l'absence de concurrence ou d'une concurrence limitée, il peut y avoir moins d'incitatifs pour le joueur majeur à innover dans ses méthodes de travail et sa technologie, à améliorer ses processus et à maximiser son efficacité opérationnelle.

La compétition encourage généralement les entreprises à investir en recherche et développement pour trouver des moyens plus efficaces de produire.

Enfin, un désavantage associé aux abattoirs majeurs découle de l'uniformisation des procédés et des produits qui est généralement nécessaire pour assurer une rentabilité. Ainsi, l'abattage à grande échelle est plutôt associé à du porc de commodité pour les marchés de masse, ce qui réduit la valeur ajoutée qui peut être obtenue en comparaison avec un porc de spécialité destiné à des marchés de niche. Notons toutefois qu'Olymel, dans son abattoir de Yamachiche, produit du porc Nagano, ainsi que du porc sans antibiotique, ce qui illustre que les grands abattoirs peuvent aussi faire du porc de niche.

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

Les enjeux de main-d'œuvre forcent les entreprises de la filière porcine à se doter d'une main-d'œuvre étrangère

Impact de la pénurie de main-d'œuvre

Impacts associés à la pénurie de la main-d'œuvre selon le maillon de la chaîne de valeur		
Meuneries	Grandes cultures et éleveurs de porcs	Usines de transformation
<p>Malgré le fait que les meuneries n'embauchent que peu de travailleurs étrangers temporaires par rapport aux fermes et aux transformateurs, certaines hausses de coûts sont attribuables à la pénurie de main-d'œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le manque de travailleurs s'est d'abord traduit par une hausse du taux de roulement, en raison de la pression sur les employés (temps supplémentaire, horaires difficiles, etc.); Le taux de roulement a apporté une perte d'expertise, qui nécessite de la formation supplémentaire dans les meuneries; La formation des employés génère des coûts supplémentaires qui ont contribué en partie à la hausse des coûts de l'alimentation. 	<p>La présence d'une forte proportion de main-d'œuvre temporaire sur les fermes québécoises apporte un mode de gestion différent.</p> <ul style="list-style-type: none"> En effet, comme la plupart des employés provenant de l'extérieur du pays ont généralement des contrats à court terme, les fermes doivent être standardisées afin de réduire la période d'intégration et de permettre aux travailleurs étrangers temporaires d'être efficaces dès leur entrée en poste; Également, les fermes doivent être conçues pour des travailleurs ayant une expérience limitée, en automatisant au maximum les processus (alimentation, contrôle en direct, etc.). 	<p>Plusieurs abattoirs ont dû mettre de côté les produits à valeur ajoutée élevée par manque d'employés, notamment pendant le contexte de crise sanitaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> Plus spécifiquement, les abattoirs ont dû vendre des pièces non désossées plutôt que des pièces désossées, puisqu'elles ne disposaient pas de suffisamment d'employés pour valoriser la totalité de la production; Les abattoirs ont envoyé une plus grande proportion de la viande n'ayant pas pu être valorisée à l'équarrissage; Une perte de valeur ajoutée a ainsi été générée par le manque d'employés.

Globalement, en raison du manque de relève au Québec, la filière porcine pourrait difficilement se passer de la main-d'œuvre provenant de l'international. La relève incertaine chez les dirigeants des entreprises œuvrant dans la filière porcine constitue également un enjeu important qui pourrait représenter un risque majeur pour la pérennité de la filière.

Toutefois, certaines perspectives positives ont vu le jour au cours des dernières années. Certains travailleurs étrangers temporaires qui souhaitent toutefois demeurer au Québec à long terme choisissent d'appliquer sur des postes spécialisés (camionneurs, mécaniciens, équipes de construction, postes de superviseurs, etc.), ce qui laisse présager une opportunité intéressante pour les entreprises de la filière. Également, le récent ralentissement économique pourrait contribuer à améliorer la situation actuelle et à atténuer les conséquences de la pénurie de main-d'œuvre pour les années à venir.

Les travailleurs étrangers temporaires représentaient environ

21 %

des emplois dans les fermes porcines au Québec.

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

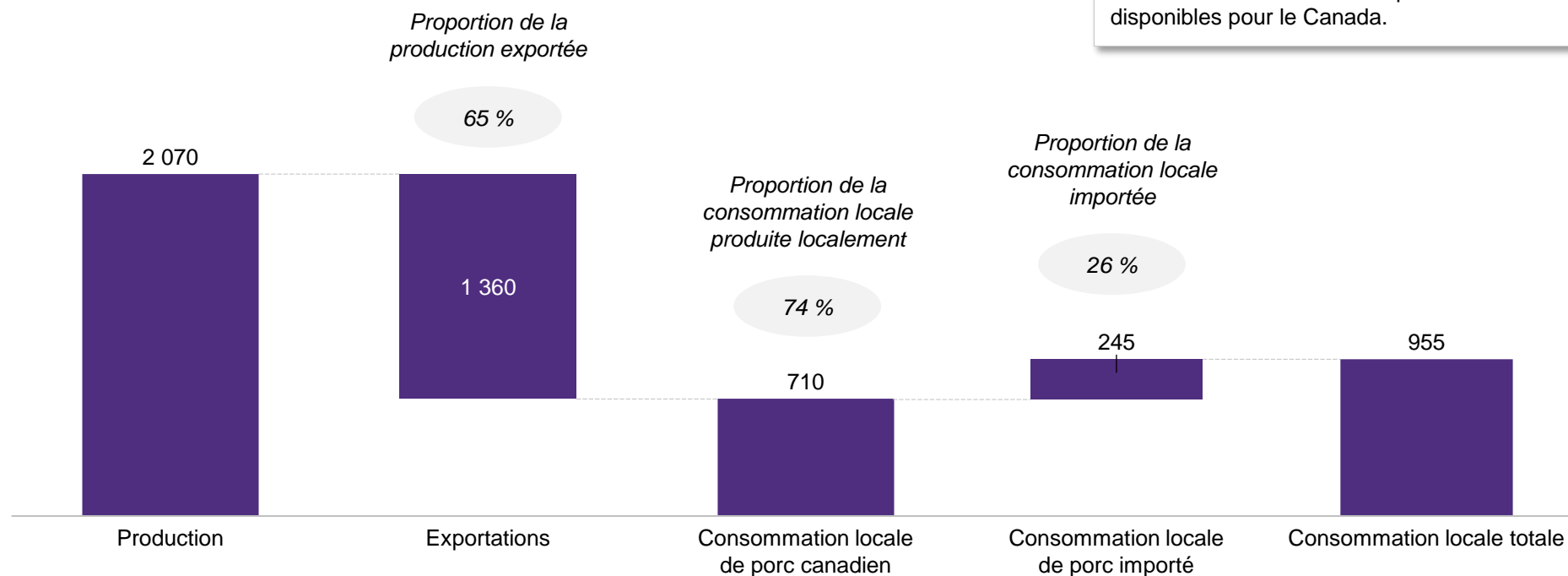
Il existe une forte dépendance aux exportations, autant au Canada qu'au Québec

Mesure de la dépendance de l'industrie porcine aux marchés internationaux

Le Québec, tout comme l'ensemble du Canada, affiche une forte dépendance aux exportations de viande de porc, puisque plus des deux tiers de la production sont destinés aux marchés internationaux. À titre indicatif, parmi les grands producteurs de porc à l'international, les États-Unis sont au troisième rang en termes de proportion de leur production exportée et cette proportion est deux fois plus élevée au Canada. Le Québec et le Canada, en comparaison avec les autres grands producteurs de porc, se démarquent par une forte dépendance aux exportations.

Quantité de porc produite, exportée et consommée

Canada, 2023, en millions de tonnes, en %



Sources : Statista, entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

Le fait que la majorité de la production porcine québécoise est exportée apporte des risques pour la filière

Risques associés à la dépendance aux marchés internationaux

Sensibilité aux variations sur les marchés internationaux

Plus spécifiquement, cette dépendance peut créer des vulnérabilités économiques découlant notamment d'une sensibilité aux fluctuations sur les marchés internationaux. En effet, une industrie comme celle du porc québécois qui dépend fortement des exportations peut être plus vulnérable aux fluctuations des éléments suivants :

- Politiques commerciales, notamment les barrières douanières ou encore les conflits commerciaux;
- Demande des consommateurs;
- Réglementations et normes dans les pays où est exporté le porc;
- Taux de change.

C'est notamment ce qui est arrivé en 2019 lorsque la Chine a décidé de suspendre ses importations de viande canadienne, créant ainsi un climat d'incertitude dans l'ensemble de l'industrie. Les raisons suggérées par l'ambassade chinoise étaient des lacunes dans le processus de certification des produits canadiens. Le Québec a ainsi dû renoncer pendant plusieurs années à une forte valorisation générée par la commercialisation de certains sous-produits (oreilles, queues, pattes, etc.) que les Chinois sont parmi les rares à consommer.

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

Contrôle limité

Dans le même ordre d'idées, une industrie dépendante aux exportations dispose aussi d'un contrôle moindre sur les actions qui peuvent être mises en œuvre advenant des difficultés conjoncturelles. En d'autres mots, sa capacité à réagir de manière proactive sur les marchés internationaux est limitée.

Concurrence accrue

Les marchés internationaux peuvent être très compétitifs, avec de nombreux acteurs offrant des produits similaires. Une dépendance aux marchés internationaux peut donc exposer une industrie à une concurrence accrue, ce qui peut affecter sa compétitivité et sa rentabilité.

À titre d'exemple, certains pays comme le Brésil exportent du porc dont les coûts de production sont beaucoup plus faibles en raison de la disponibilité de la main-d'œuvre, ce qui met une pression sur les producteurs québécois qui doivent compétitionner sur les mêmes marchés.

Deux principales solutions peuvent réduire la dépendance de l'industrie porcine aux marchés internationaux

Solution pour réduire la dépendance de l'industrie porcine aux marchés internationaux

Pour réduire les effets négatifs associés à la dépendance aux marchés internationaux, il est possible **d'accroître l'autonomie alimentaire**. Actuellement, bien que le Canada exporte la majorité de sa production porcine, plus du quart de la consommation locale provient des importations. Le Canada pourrait ainsi réduire ses exportations jusqu'à 245 millions de tonnes de porc en accroissant sa consommation locale et son autonomie alimentaire, ce qui permettrait de réduire la quantité de porc exportée jusqu'à 18 %.

Toutefois, certaines parties de la carcasse sont exportées (pattes, tête, etc.), puisqu'il n'existe pas de demande sur le marché local alors que d'autres parties (comme les flancs) sont importées pour répondre à la demande domestique qui excède la production locale selon les périodes. Cet élément diminue la capacité réelle d'accroître l'autonomie alimentaire.

Quantité de porc exportée

Canada, 2023, en millions de tonnes, en % de variation

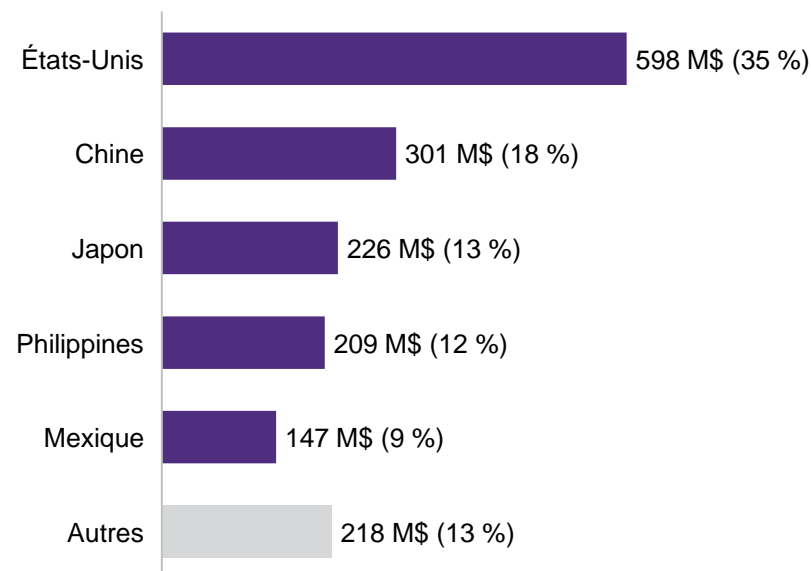


Sources : Statista, Entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

Le fait de **diversifier les marchés d'exportation** peut aussi contribuer à réduire cette dépendance. En prenant l'exemple du porc québécois, les cinq principaux marchés d'exportation représentent 82 % de la valeur totale des produits exportés en 2023. Il pourrait ainsi être intéressant pour le Québec d'augmenter la diversification des marchés d'exportation afin de réduire les risques, et ce, malgré la proximité du marché américain et sa volatilité moindre qui constituent un attrait.

Exportations selon le marché

Québec, 2023, en millions \$, en %



La filière porcine présente plusieurs forces qui ont su contribuer à son développement depuis des décennies

Forces de la filière porcine au Québec

Qualité de la production	Le porc québécois est reconnu pour sa qualité et sa constance, qui s'accompagnent également d'une bonne réputation autant sur les marchés locaux qu'internationaux.
	Normes d'hygiène élevées en raison du système d'inspection exigeant. Cette force permet au Québec de se positionner de manière avantageuse en lien avec la biosécurité en comparaison avec l'international.
	Flexibilité dans la quantité produite. Plus spécifiquement, les transformateurs sont en mesure de produire en fonction de la demande.
Organisation de la filière	Expertise locale développée, notamment aux niveaux technique, génétique et des équipementiers, ce qui réduit les fuites économiques.
	Présence de fortes retombées économiques pour le Québec générées par les maillons de la chaîne de valeur, notamment en termes de PIB et d'emplois, mais aussi en revenus pour les gouvernements. Plus spécifiquement, les retombées économiques annuelles ont été estimées à 668 M\$ en recettes fiscales pour les gouvernements.
	Organisation forte de la filière qui permet de mener des actions concertées. Cette organisation se traduit par une structure établie, la présence d'associations et de centres de recherches, et plusieurs mécanismes de régulation.
Localisation géographique avantageuse	Proximité et relations commerciales harmonieuses avec les États-Unis, un des plus grands marchés au monde.
Accès au soutien de l'État	Soutien via l'ASRA, qui permet aux éleveurs de porcs de stabiliser leurs revenus à travers les variations de la conjoncture économique.

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

Depuis quelques années, des faiblesses ont toutefois émergé de la filière porcine québécoise (1/2)

Faiblesses de la filière porcine au Québec

Faiblesses	Explications	Portée
Concurrence limitée dans la transformation	Il existe peu de concurrence entre les abattoirs et plusieurs acquisitions dans ce secteur ont marqué les dernières années (ATRAHAN Transformation, Groupe Robitaille et F. Ménard par Olymel).	● ● ●
Relations difficiles entre les maillons	Les relations sont parfois difficiles entre les acheteurs et les producteurs en raison notamment d'un éventail de facteurs (marchés mondiaux, hausse du prix du grain, intégration de la filière, etc.).	● ● ●
Modèle de l'ASRA à revoir	Le modèle actuel de l'ASRA ne répond plus adéquatement aux besoins de la ferme type, notamment en raison d'une évolution de la structure industrielle des dernières années selon laquelle le modèle de la ferme type ne serait plus dominant. Par ailleurs, il existe des avantages pour les entreprises à être intégrées dans le modèle actuel de l'ASRA, ce qui aurait pu contribuer à accentuer la concentration de la filière.	● ● ●
Vulnérabilité aux fluctuations des prix des intrants	L'industrie porcine fait face à une vulnérabilité aux fluctuations des prix des matières premières, notamment le prix des céréales qui a connu une hausse récente et qui représente une proportion considérable des coûts de production. Les producteurs qui ne sont actifs que dans certains maillons de la chaîne de valeur sont les plus impactés si le coût des intrants augmente ou si le prix de vente diminue, ce qui nuit aux producteurs indépendants.	● ● ●
Forte dépendance aux exportations	Le Québec affiche une forte dépendance aux exportations de porc. Environ 70 % de la production québécoise est exportée, soit largement plus que les autres grands producteurs de porc sur la scène internationale.	● ● ●
Risque de dépendance aux travailleurs étrangers	La pénurie de main-d'œuvre a poussé certaines entreprises de la filière à avoir recours à des travailleurs étrangers temporaires, ce qui réduit les coûts. Il existe toutefois un risque que la filière devienne dépendante de ce type de main-d'œuvre.	● ● ●
Retards technologiques	Le Québec affiche certains retards technologiques, notamment quant à l'utilisation des outils informatiques pour bien suivre le troupeau, à l'automatisation de certains processus, etc.	● ● ●
Actifs vieillissants	Les actifs sont vieillissants, en raison d'une récente conjoncture peu favorable et de coûts en alimentation élevés qui ont limité les investissements lors des dernières années.	● ● ●
Forte concentration régionale des fermes	Certaines régions affichent une forte concentration de fermes (Montérégie et Chaudière-Appalaches), ce qui peut représenter un risque sanitaire advenant l'éclosion d'une maladie comme la PPA.	● ● ●

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

Depuis quelques années, des faiblesses ont toutefois émergé de la filière porcine québécoise (2/2)

Faiblesses de la filière porcine au Québec

Faiblesses	Explications	Portée
Manque d'alternative de mise en marché hors Québec	La filière fait face à un manque d'alternative de mise en marché hors Québec pour les porcs vivants à cause notamment des coûts élevés de transport. Ce phénomène apporte des difficultés d'accès aux acheteurs.	● ● ●
Variation régionale des coûts d'élevage	Les coûts d'élevage des porcs varient d'une région à l'autre. Les fermes situées à proximité des abattoirs et des régions qui produisent des céréales voient leurs coûts légèrement réduits par rapport aux autres producteurs.	● ● ●
Lourdeur réglementaire	L'industrie porcine au Québec est soumise à de nombreux processus réglementaires pour protéger l'environnement, ce qui peut apporter de la complexité dans les processus et rendre l'industrie québécoise moins compétitive à l'échelle internationale (récupération du papier et du plastique, etc.).	● ● ●

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

Certaines opportunités peuvent être saisies par la filière porcine pour augmenter sa compétitivité

Opportunités de la filière porcine au Québec

Opportunités	Explications	Portée
Améliorations technologiques	Au niveau des fermes, les améliorations technologiques peuvent être faites, notamment en lien avec la robotisation et l'automatisation de certains processus.	● ● ●
Maximisation de la valeur ajoutée	Les produits surtransformés (charcuteries, bacon, etc.) permettent de maximiser la valeur ajoutée produite pour chaque porc.	● ● ●
Développement de créneaux distinctifs	Le porc de créneau (biologique, sans antibiotique, <i>Certified Humane</i> , etc.) sont des produits différenciés qui peuvent permettre aux producteurs de se démarquer et d'attirer des consommateurs prêts à payer un prix plus élevé pour des produits de qualité supérieure et d'accéder à de nouveaux marchés.	● ● ●
Collaboration accrue à travers la filière	Le secteur doit travailler en collaboration entre les différents maillons et développer une vision à long terme pour assurer la pérennité.	● ● ●
Mise en avant des avantages comparatifs	Le Québec doit capitaliser ses avantages comparatifs. À titre d'exemple, avoir des entreprises plus humaines, des normes environnementales plus élevées et une priorité accordée au bien-être animal peut être vendeur et justifier un prix plus élevé.	● ● ●
Croissance de la demande	La population est en croissance et la demande demeure pour les protéines animales, surtout de la viande de qualité.	● ● ●
Autonomie alimentaire améliorée	Réduire les exportations dans une perspective d'augmenter l'autonomie alimentaire est une opportunité qui permettrait au Québec d'être moins dépendant de l'export, mais aussi de renforcer l'idée que les subventions de la filière porcine sont destinées au marché québécois plutôt qu'aux marchés internationaux.	● ● ●
Association pour desservir de grands volumes	Le Québec manque de volume parfois. Une association pourrait être envisagée avec des producteurs à l'extérieur du Québec afin de développer un cahier de charges pour un produit spécifique (marché de créneau). Cette association pourrait être réalisée à travers une coopérative ou une marque de certification.	● ● ●

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

L'industrie porcine québécoise sera confrontée à diverses menaces qui risquent d'impacter les prochaines années

Menaces de la filière porcine au Québec

Menaces	Explications	Portée
Risques de maladie	La peste porcine africaine, bien qu'elle ne soit pas encore présente au Québec, risquerait d'avoir de graves conséquences advenant une contagion au Québec (euthanasie, réduction des exportations, coûts, etc.).	● ● ●
Coût élevé des intrants	Les coûts d'alimentation animale sont actuellement élevés en raison de la hausse récente du prix du maïs. Le prix de l'alimentation risque de demeurer volatile pour les années à venir en raison de la guerre en Ukraine. L'usage des grains pour biocarburant influence également le prix du maïs et du soya.	● ● ●
Instabilités géopolitiques	Les instabilités géopolitiques apportent notamment une incertitude au niveau du prix du grain (guerre en Ukraine) et des exportations en Chine.	● ● ●
Incertitude en lien avec l'avenir de la filière	Il existe une incertitude sur l'industrie de l'abattage au Québec, notamment en raison des baisses récentes de production qui pourraient se poursuivre au cours des années à venir à la suite de décisions d'affaires.	● ● ●
Diminution de la consommation de porc	La consommation de porc au Québec demeure faible et surtout à la baisse.	● ● ●
Rareté de la main-d'œuvre	La rareté de la main-d'œuvre, combinée à un coût élevé, demeure une menace pour la rentabilité de la filière.	● ● ●
Incertitude économique	La conjoncture économique demeure incertaine et se traduit par des taux d'intérêt élevés, rendant difficile le financement de projets dans l'industrie porcine.	● ● ●
Concurrence internationale	Certains pays comme la Russie et le Brésil sont en mesure de vendre un porc moins cher sur les marchés internationaux, ce qui accroît la compétition.	● ● ●
Baisse de la demande pour les exportations	Plusieurs bons consommateurs, incluant les pays d'Amérique du Sud et d'Afrique, ont été fortement impactés par l'inflation, réduisant ainsi leur capacité d'achat.	● ● ●
Présence de dumping	Le marché local est un marché de <i>dumping</i> où les États-Unis et les autres provinces canadiennes viennent écouler leurs produits à faibles coûts.	● ● ●
Préoccupations environnementales	Les consommateurs ont des préoccupations relatives à l'impact de la filière porcine sur l'environnement et le bien-être animal, contribuant à une image négative de l'industrie.	● ● ●
Exigences de bien-être animal	Les établissements de production porcine doivent satisfaire aux exigences du Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage pour les aires de vie, les soins et le transport des animaux d'ici 2029.	● ● ●

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

Notons toutefois que plusieurs enjeux vécus au Québec découlent de la conjoncture mondiale

Enjeux mondiaux

La majorité des enjeux présentés à la page précédente ne sont pas spécifiques au Québec. Les enjeux suivants se retrouvent également dans l'écosystème mondial :

- Le prix du porc sur les marchés internationaux ne suit pas les coûts de production qui ne cessent de croître;
- Le prix du grain demeure élevé à l'échelle de l'Amérique du Nord, malgré le fait que le Québec dispose d'un prix supérieur d'environ 20 \$ par tonne en comparaison avec le reste de l'Amérique du Nord;
- La menace de la peste porcine africaine, de par la nature virale de la maladie, affecte l'ensemble des marchés mondiaux. Les pays à risque pourraient subir des pertes importantes en raison de la mort des porcs infectés, de l'abattage préventif pour empêcher la propagation de la maladie et des restrictions commerciales qui pourraient en découler;
- L'instabilité géopolitique mondiale, la concurrence commerciale sur les marchés internationaux ainsi que les préférences des consommateurs qui changent.

En raison de la taille limitée du marché québécois et de sa dépendance aux exportations, la filière porcine au Québec est un preneur de prix, c'est-à-dire qu'elle ne dispose pas d'un pouvoir suffisant pour influencer les prix sur les marchés mondiaux. Un preneur de prix est donc caractérisé par son comportement réactif aux conditions du marché.

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

La présente étude a permis de faire le point sur la filière porcine québécoise

Principaux constats en lien avec le diagnostic

Thématiques	Constats
Forces	Le Québec se démarque notamment par un porc de qualité, une expertise locale, une organisation forte de la filière (structure établie, présence d'associations et de centres de recherches, et plusieurs mécanismes de régulation) et des normes d'hygiène supérieures.
Faiblesses	Les principales faiblesses incluent une concurrence limitée entre les abattoirs, des relations parfois difficiles entre acheteurs et producteurs, une vulnérabilité aux fluctuations des prix des matières premières, la présence d'actifs vieillissants et de certains retards technologiques, ainsi qu'une forte dépendance aux exportations et aux travailleurs étrangers temporaires.
Modèle de l'ASRA	<p>Le modèle actuel de l'ASRA ne répond plus adéquatement aux besoins de la ferme type, notamment en raison d'une évolution de la structure industrielle des dernières années.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le modèle de soutien actuel apporte une concentration de plus en plus accrue de la filière vers les grands intégrateurs. • Selon des intervenant consultés, certains éleveurs de porcs seraient avantagés, notamment en lien avec la contribution obtenue via l'ASRA : fermes produisant du porc de spécialité, fermes qui font partie d'un réseau intégré obtiennent des rabais de producteurs transformateurs, fermes situées à proximité des régions centrales du Québec, surtout la Montérégie, soit celles qui produisent des céréales et fermes à proximité des régions qui produisent des céréales.
Menaces	Les menaces de l'industrie porcine au Québec incluent notamment la peste porcine africaine, le prix de l'alimentation qui demeure volatile, les instabilités géopolitiques, la consommation locale limitée de porc, la rareté de la main-d'œuvre, la conjoncture économique, la concurrence de certains pays comme la Russie et le Brésil. La majorité de ces enjeux découlent de la conjoncture mondiale et ne sont pas propres à la situation québécoise.
Opportunités	Plusieurs opportunités peuvent être saisies par la filière. Celles-ci incluent des améliorations technologiques, une maximisation de la valeur ajoutée, le développement de créneaux distinctifs et une collaboration accrue à travers la filière.

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

Constats et pistes de solutions



Les analyses et discussions menées avec la filière ont permis d'identifier certains constats majeurs

Principaux constats

Manque d'orientations de la filière	La filière porcine souligne le manque d'orientations concernant son avenir. Les parties prenantes de la filière souhaitent-elles aligner l'avenir cette dernière avec la politique alimentaire du Québec, maximiser la production ou les exportations, être autonome sur le plan alimentaire ou encore favoriser le développement économique régional? Le gouvernement doit statuer sur les objectifs poursuivis par le soutien qu'il offre à la filière, et des orientations du MAPAQ à cet effet doivent être acheminées à l'ensemble de la filière. Le fait que la filière réquisitionne des orientations claires témoigne aussi de la dépendance de l'industrie envers le soutien gouvernemental.
Accès limité à des données permettant de mesurer la compétitivité de la filière	Il y a peu de données disponibles sur la productivité de chaque maillon de la chaîne de valeur, ce qui rend difficile l'analyse de la compétitivité au sein de la filière. En considérant que le gouvernement offre un soutien financier considérable qui percole à travers l'ensemble de la filière, il est nécessaire d'avoir plus de transparence sur les données financières des entreprises. Plus spécifiquement, en retour du soutien financier offert, le gouvernement du Québec est en droit de demander davantage de données permettant d'évaluer la santé financière et opérationnelle d'ensemble de la filière.
Signaux de marché atténué par le soutien via l'ASRA	Le soutien offert via le mécanisme de l'ASRA est basé sur le coût moyen de production, sans considérer le prix de marché qui serait réellement payé sans ce mécanisme, ce qui peut être contre-intuitif dans le marché québécois, où la majorité de la production est exportée.
Dépendance accrue envers les travailleurs étrangers et le marché international	Près de 20 % de la main-d'œuvre est constituée de travailleurs étrangers temporaires dans l'industrie porcine. Par ailleurs, une forte proportion des porcs produits au Québec sont destinés au marché international. Il existe un risque d'être dépendant à la fois d'une main-d'œuvre qui provient de l'international et des marchés internationaux pour les exportations, puisque cette situation peut contribuer à une certaine vulnérabilité en regard de la conjoncture extérieure.
Conjoncture économique difficile	Globalement, la filière porcine a vécu des hauts et des bas au cours des dernières décennies. La fluctuation s'explique notamment par une conjoncture défavorable qui éventuellement a toujours retrouvé son équilibre par le passé.

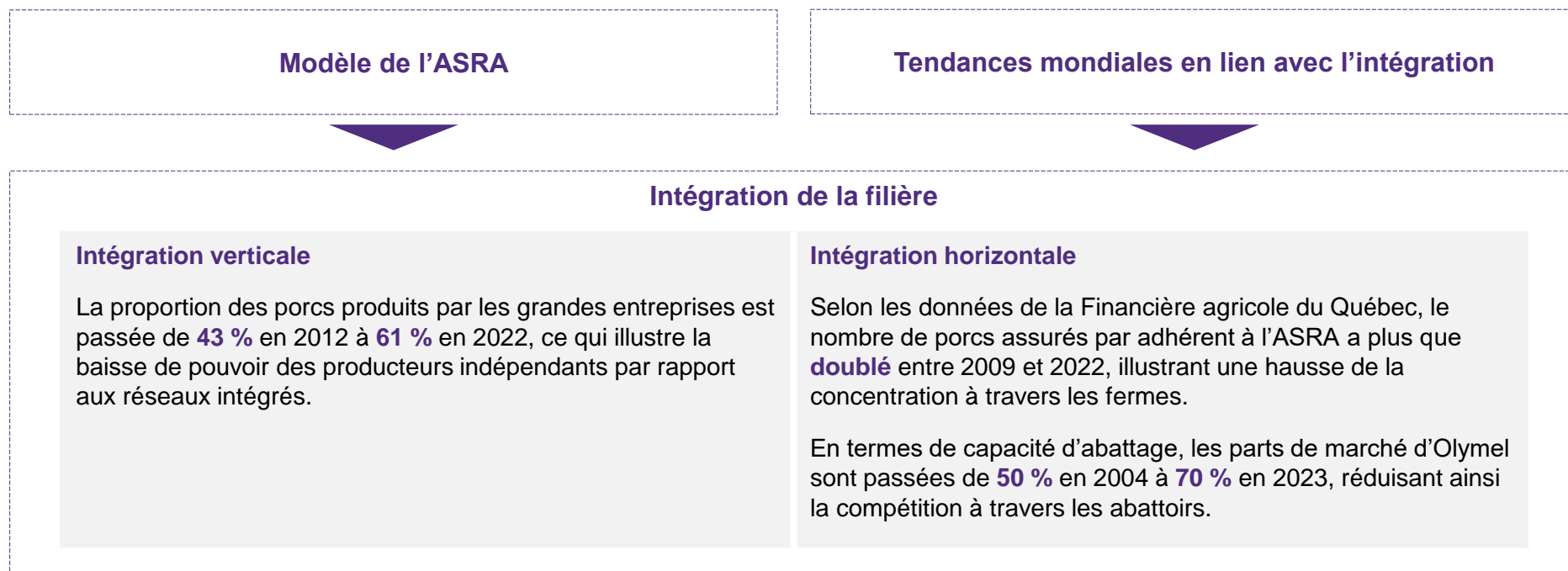
Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

Les 10 dernières années concordent avec une intégration de la filière porcine québécoise

Principaux constats

L'intégration de la filière semble découler d'une conjoncture mondiale, mais pourrait avoir été accentuée par le modèle actuel de l'ASRA.

D'un côté, la concentration dans l'industrie porcine est un phénomène qui s'observe à l'échelle mondiale. Les États-Unis et le Manitoba sont ainsi caractérisés par la concentration des activités dans les mains de grandes entreprises, et ce, même s'ils n'ont pas de mécanismes de soutien équivalent à celui de l'ASRA. D'un autre côté, il existe certains avantages à être intégré dans le modèle actuel de l'ASRA. Des analyses supplémentaires auraient été nécessaires pour vérifier le lien entre l'ASRA et la concentration, mais les données actuelles ne permettent pas de mener de telles analyses.



Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, analyse RCGT.

Le diagnostic de la filière et les entrevues avec les acteurs ont permis d'identifier quatre axes d'intervention

Axes d'intervention

Afin d'améliorer la compétitivité de la filière et de répondre aux enjeux actuels, voici les quatre actions qui peuvent être mises en œuvre par les parties prenantes de la filière :



Définir une vision partagée de l'avenir de la filière



Favoriser la compétitivité de la filière à long terme



Réviser le modèle actuel de l'ASRA



Maximiser la valeur ajoutée obtenue pour chaque porc produit

Le détail des actions à mettre en œuvre est présenté dans les pages à venir.

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, MAPAQ, analyse RCGT.

Les actions détaillées s'appuient sur les différents objectifs de la politique bioalimentaire

Survol de la politique bioalimentaire 2018-2025

Politique bioalimentaire			
1 Une offre de produits répondant aux besoins des consommateurs	2 Des entreprises prospères, durables et innovantes	3 Des entreprises attractives et responsables	4 Des territoires dynamiques contribuant à la prospérité du bioalimentaire
<ol style="list-style-type: none"> 1. Accroître les connaissances alimentaires et le dialogue avec les consommateurs; 2. Promouvoir et valoriser les produits bioalimentaires d'ici; 3. Favoriser la croissance sur les marchés extérieurs et le respect des normes relatives aux produits importés; 4. Soutenir l'accès et l'offre d'aliments de qualité favorables à la santé. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Appuyer l'investissement dans les entreprises; 2. Soutenir la gestion des risques et les chaînes de valeur; 3. Investir dans l'innovation et renforcer les synergies; 4. Améliorer les compétences et l'offre de formation. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Attirer et retenir la main-d'œuvre et la relève; 2. Renforcer l'implantation des pratiques d'affaires responsables; 3. Promouvoir la santé et le bien-être des animaux; 4. Encourager les approches concertées pour protéger la santé et l'environnement. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mettre en valeur et pérenniser les terres agricoles pour les générations futures; 2. Développer l'attractivité des territoires; 3. Renforcer la synergie entre les territoires et le secteur bioalimentaire; 4. Miser sur le potentiel des territoires par une intervention adaptée à leurs spécificités.

Source : MAPAQ.



Définir une vision partagée de l'avenir de la filière

Certains intervenants rencontrés ont souligné que le manque d'orientation en regard de la filière porcine québécoise amène des incertitudes dans l'industrie qui met en péril sa pérennité. Les parties prenantes de la filière doivent ainsi être proactives, travailler ensemble pour son avenir et incarner le leadership nécessaire pour orienter les actions des prochaines années. Plus spécifiquement, voici certaines actions qui peuvent être mises en œuvre :

Actions	Description	Objectifs de la politique bioalimentaire			
		Besoins des consommateurs	Entreprises prospères	Entreprises attractives et responsables	Territoires dynamiques
Assurer le suivi des constats de l'étude et la mise en œuvre des actions	Le MAPAQ devrait lancer un chantier de réflexion sur l'avenir de la filière porcine visant à assurer le suivi des constats du diagnostic et la mise en œuvre des actions. Cette démarche devrait être réalisée de concert avec les acteurs de l'industrie et conduite dans un contexte de communication transparente entre les parties.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Améliorer la disponibilité des données sur la performance de l'industrie	L'ensemble de la filière bénéficie de l'ASRA. Ainsi, il devrait être possible de mesurer la compétitivité des entreprises à travers tous les maillons de la chaîne de valeur en contrepartie du soutien offert. Plus de transparence sur les données financières des maillons en amont et en aval de l'élevage serait ainsi bénéfique.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Développer une vision à long terme	Il est crucial de définir une vision à long terme pour la filière porcine en tenant compte des défis actuels. Cette vision devrait être élaborée en collaboration avec les différents maillons de la chaîne de valeur.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Prendre une décision en lien avec le soutien de la filière porcine	De concert avec les parties prenantes de la filière, le MAPAQ doit prendre une orientation claire en ce qui concerne le soutien de la filière porcine, à savoir si le soutien financier perdurera ou pourrait être amené à changer.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Pour orienter la filière, le MAPAQ doit d'abord se questionner sur le type de fermes qu'il souhaite privilégier

Zoom sur les orientations : Quel modèle d'affaires le MAPAQ cherche-t-il à soutenir?

Le débat entre le fait de favoriser quelques entreprises majeures ou le maintien de nombreuses petites entreprises contribuant à l'occupation des régions est une question centrale pour l'avenir de la filière porcine au Québec.

Élevage porcin

D'un côté, la consolidation vers de grandes exploitations peut offrir une productivité et une efficacité accrues, grâce aux économies d'échelle et aux ressources disponibles. Cependant, le fait de concentrer la production dans des régions comme la Montérégie comporte aussi des risques significatifs. Cette approche peut entraîner des défis environnementaux, notamment en ce qui concerne l'épandage de lisier. De plus, en concentrant les éleveurs de porcs dans une région, le risque de propagation de maladies telles que la peste porcine africaine pourrait être amplifié, mettant en péril la santé des troupeaux et la viabilité économique des exploitations agricoles.

D'un autre côté, valoriser un éventail de petites fermes peut sembler être un choix politique, mais cela peut aussi être un atout pour le Québec. Les petits producteurs porcins contribuent à l'occupation équilibrée du territoire et leurs activités constituent un levier économique pour les régions du Québec par la création d'emplois et de valeur ajoutée dans certains territoires où d'autres industries sont peu présentes. De plus, le fait d'avoir plusieurs petites fermes peut favoriser une saine concurrence, stimulant l'innovation et la qualité des produits.

Abattage

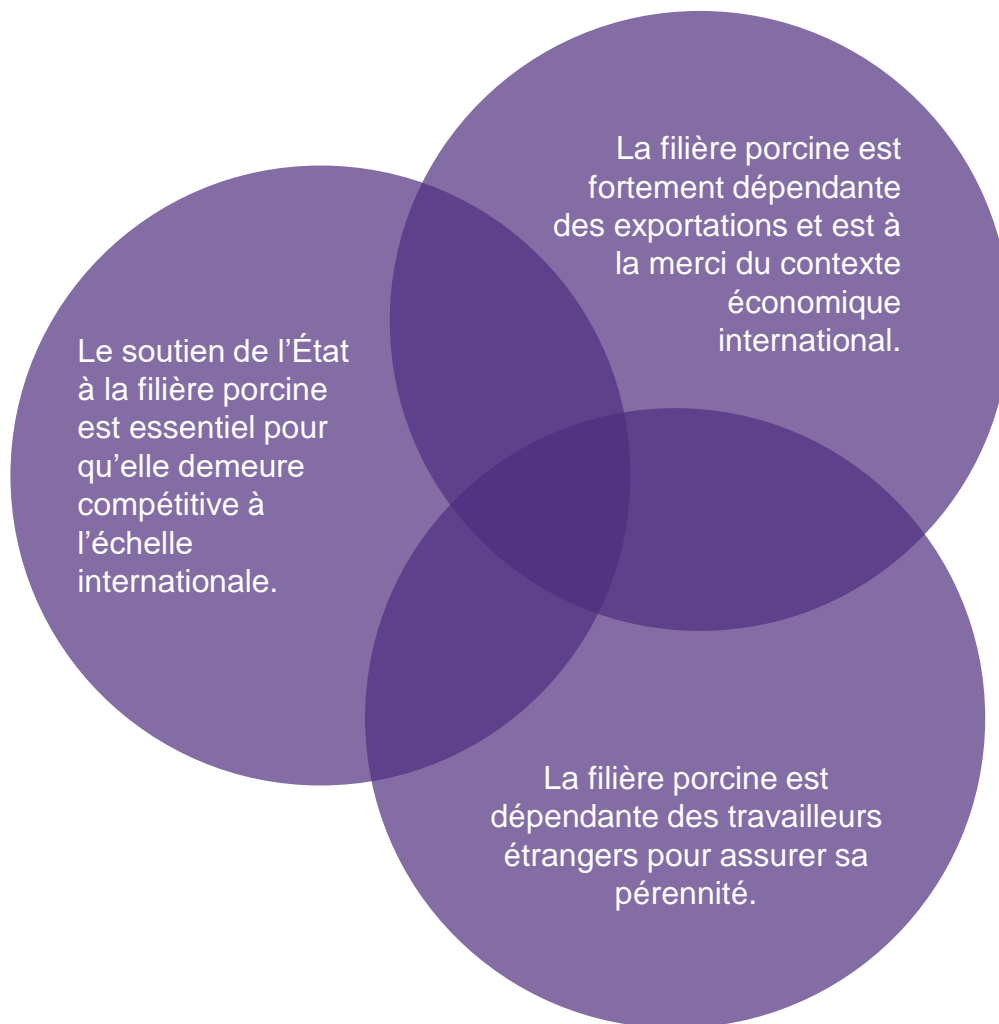
Dans le domaine de l'abattage, les abattoirs de petite taille se distinguent par leur flexibilité. Cependant, le principal défi pour ces structures réside dans leur capacité limitée à répondre aux besoins de gros clients comme Costco en raison de leur volume de production plus restreint.

Les réflexions suivantes doivent donc être adressées :

- Le Québec est-il prêt à maintenir un soutien financier plus élevé pour préserver son tissu de petites fermes, plutôt que de favoriser une concentration vers de grandes exploitations?
- Le Québec souhaite-t-il favoriser l'occupation des différentes régions du Québec pour profiter du levier économique sur les territoires plus éloignés ou limiter le soutien financier qu'il offre via l'ASRA?
- L'ASRA constitue-t-elle le bon outil si le gouvernement souhaite favoriser le développement régional?

Enfin, une réflexion sur l'avenir de la filière et la volonté à financer sa pérennité sera requise

Zoom sur les orientations : La filière porcine est-elle viable sans le soutien financier?



D'un côté, le soutien de l'État à la filière porcine est essentiel pour qu'elle demeure compétitive à l'échelle internationale, mais d'un autre côté, la majorité de la production est exportée, tout en étant dépendante des travailleurs étrangers à faible salaire.

La question se pose donc : **Est-il viable de subventionner une filière ayant besoin de financement pour être compétitive à l'international et dont la performance dépend de la conjoncture économique mondiale?**

Est-il possible d'avoir une industrie porcine pérenne si plus de 20 % de la main-d'œuvre est composée de travailleurs étrangers temporaires?

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, MAPAQ, analyse RCGT.



Favoriser la compétitivité de la filière à long terme

La filière porcine québécoise affiche certains enjeux en termes de compétitivité. Voici certaines actions qui peuvent être mises en œuvre afin de favoriser la compétitivité de l'industrie porcine dans une perspective de long terme.

Actions	Description	Objectifs de la politique bioalimentaire			
		Besoins des consommateurs	Entreprises prospères	Entreprises attractives et responsables	Territoires dynamiques
Favoriser l'automatisation des processus	Encourager le développement de l'automatisation et de la robotisation dans la production et la transformation porcine par des incitatifs financiers, des programmes de formation et un soutien technique.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Minimiser les contraintes réglementaires	Simplifier les réglementations pour favoriser l'innovation et la croissance dans la filière porcine par une revue de la réglementation existante.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Réduire la dépendance aux exportations	Mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation et des programmes de promotion pour encourager la consommation locale de viande transformée.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Maintenir l'accessibilité à la main-d'œuvre étrangère	Assurer la stabilité de la main-d'œuvre en reconduisant le droit aux travailleurs étrangers. Cette mesure est essentielle pour garantir que les travailleurs étrangers nécessaires à la production agricole puissent continuer à contribuer à l'industrie.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Limiter l'intégration future de la filière	Comme il est impossible de revenir en arrière en matière d'intégration de la filière, le gouvernement doit prendre des mesures pour limiter les futures transactions permettant d'accroître la concentration de l'industrie.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, MAPAQ, analyse RCGT.



Réviser le modèle actuel de l'ASRA

Comme il est difficile pour les producteurs de porcs de se reconnaître dans le modèle des coûts de production, l'ASRA pourrait grandement bénéficier d'une réforme. Une réorganisation potentielle de l'ASRA doit tenir compte des éléments suivants :

- L'adaptation de l'ASRA nécessite que certaines orientations soient discutées en amont. Ces dernières seront utiles pour développer un soutien financier en adéquation avec la direction que le gouvernement souhaite prendre.
- La nouvelle mouture de l'ASRA doit être un incitatif à devenir meilleur et compétitif pour l'ensemble des maillons de la filière porcine.
- La réforme du mécanisme de soutien via l'ASRA requiert une évaluation complexe et pourrait se faire via l'octroi d'un mandat à la Financière agricole, qui dispose de l'ensemble des données nécessaires pour en faire le diagnostic.
- Afin de faciliter l'intégration d'une potentielle réforme de l'ASRA, un plan de déploiement sur plusieurs années peut être envisagé afin de limiter les soubresauts que cette dernière pourrait avoir sur l'industrie.
- À titre exploratoire, voici quelques réformes qui ont été proposées lors des discussions avec les acteurs de la filière :
 - Certains intervenants de la filière ont suggéré d'octroyer des frais fixes par porc, qui pourraient être l'équivalent d'un montant visant à couvrir les exigences réglementaires et environnementales spécifiques au Québec.
 - Tenir compte des particularités territoriales, comme des coûts plus élevés dans certaines régions du Québec, pour octroyer l'aide financière.
 - Compenser les éleveurs pour les exigences réglementaires propres au Québec.

Pistes de réflexion pour la réforme de l'ASRA

- L'ASRA doit-elle être considérée comme un moteur économique, notamment pour le développement régional, ou plutôt comme un amortisseur pour les entreprises en difficulté?
- Étant donné que la majorité de la production porcine québécoise est destinée aux marchés internationaux, est-ce que les montants offerts via l'ASRA devraient tenir compte du prix mondial?
- Est-ce qu'on devrait subventionner la partie de la production porcine que les Québécois consomment uniquement?
- Le gouvernement souhaite-t-il orienter les actions de la filière par le soutien financier offert via l'ASRA?
- En contrepartie du soutien offert via l'ASRA, le MAPAQ peut-il exiger certaines données financières de la part de l'ensemble des maillons de la chaîne de valeur?

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, MAPAQ, analyse RCGT.



Maximiser la valeur ajoutée obtenue pour chaque porc produit

En raison notamment des enjeux de main-d'œuvre et du fait que les abattoirs québécois produisent surtout du porc de commodité, la filière porcine québécoise n'a pas été en mesure de bénéficier pleinement de la valeur ajoutée pour chaque porc produit. Voici certaines actions qui peuvent être mises en œuvre afin de maximiser la valeur obtenue :

Actions	Description	Objectifs de la politique bioalimentaire			
		Besoins des consommateurs	Entreprises prospères	Entreprises attractives et responsables	Territoires dynamiques
Encourager la production de porc de créneau	Pour maximiser la valeur ajoutée par animal, encourager le porc de créneau qui permet des marges plus importantes, en y dédiant des dépenses de publicité équivalant à leur proportion dans le marché.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Investir pour se démarquer d'autres juridictions	Des investissements stratégiques sont essentiels pour que le Québec se distingue des autres juridictions. Parmi ces investissements, ceux orientés vers le bien-être animal peuvent être intéressants, puisqu'ils répondent à une préoccupation éthique croissante.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Favoriser le soutien à la production biologique	Selon la Politique bioalimentaire, les aliments biologiques représentent des vecteurs de croissance, et le gouvernement a pour cible de doubler la superficie en régie biologique entre 2015 et 2025. Une aide financière spécifique à ce type de production pourrait contribuer à atteindre cet objectif.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Maximiser la troisième transformation	Le fait de maximiser la troisième transformation de la viande porcine (saucisses, jambons, bacon, etc.) est une opportunité pour intéresser les générations plus jeunes, surtout sur le marché local.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière, MAPAQ, analyse RCGT.

Annexes

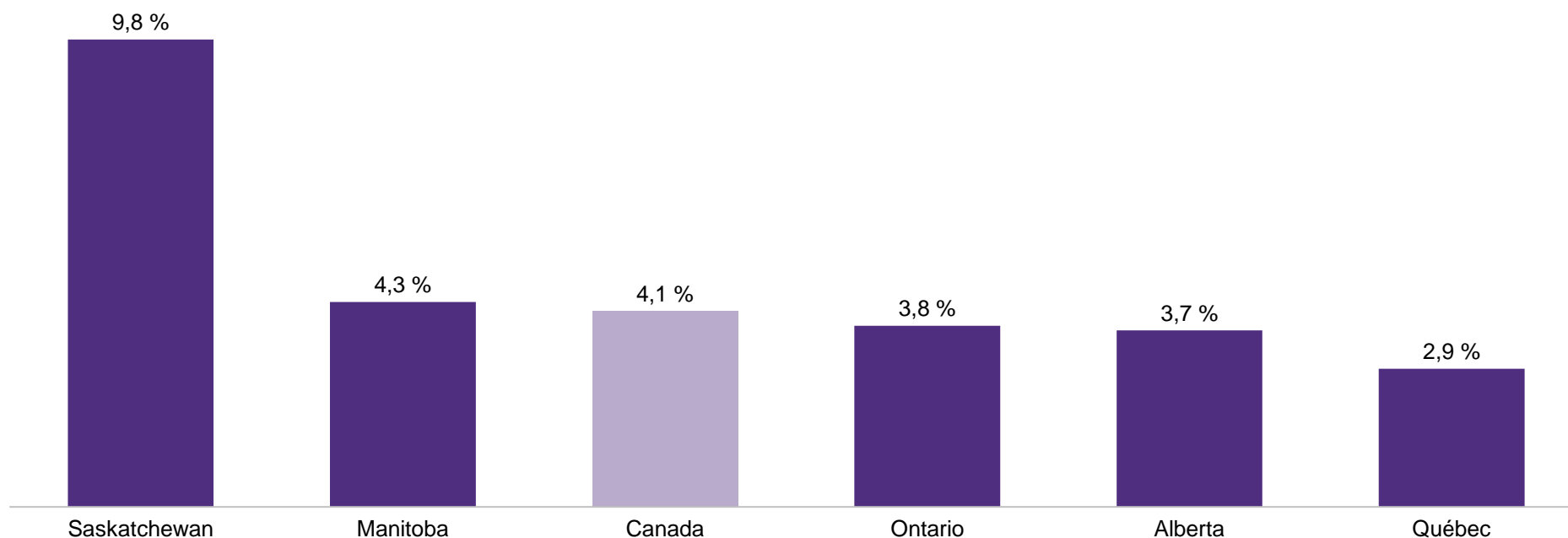


Taux de postes vacants selon la province pour l'élevage et aquaculture

Annexe

Taux de postes vacants selon la province pour l'élevage et aquaculture

Canada, T3-2023, en % des postes



Sources: Statistique Canada (tableau 14-10-0326-01), analyse RCGT.

Évolution de la concentration verticale dans la filière

Annexes

Évolution du nombre d'unités assurées selon le type

Québec, 2012-2022, en milliers d'unités, en %

Note : Les données présentées constituent le volume assuré par l'ASRA. Il y existe un volume hors ASRA, mais ce dernier demeure négligeable.

Catégorie		Truies					Porcs
		2012	2017	2022	2012	2017	2022
Production totale (en milliers de truies et de porcs)							
Petite et moyenne entreprises	Total	201	168	144	3 600	3 100	2 700
	Propriétaire	190	150	128	3 395	2 601	2 392
	À forfait	11	18	16	205	499	308
Entreprise de grande taille	Total	103	127	128	2 700	3 300	4 100
	Propriétaire	34	39	36	756	858	1 025
	À forfait	69	88	92	1 944	2 442	3 075
Volume total	Total	304	295	272	6 300	6 400	6 800
	Propriétaire	224	189	164	4 151	3 459	3 417
	À forfait	80	106	108	2 149	2 941	3 383
Production totale (en %)							
Petite et moyenne entreprises	Propriétaire	95 %	89 %	89 %	94 %	84 %	89 %
	À forfait	6 %	11 %	11 %	6 %	16 %	11 %
Entreprise de grande taille	Propriétaire	33 %	31 %	28 %	28 %	26 %	25 %
	À forfait	67 %	69 %	72 %	72 %	74 %	75 %
Total	Propriétaire	74 %	64 %	60 %	66 %	54 %	50 %
	À forfait	26 %	36 %	40 %	34 %	46 %	50 %
Proportion réalisée par les PME		66 %	57 %	54 %	57 %	48 %	39 %
Proportion réalisée par les grandes entreprises		34 %	43 %	46 %	43 %	52 %	61 %

Sources : Financière agricole du Québec, analyse RCGT.

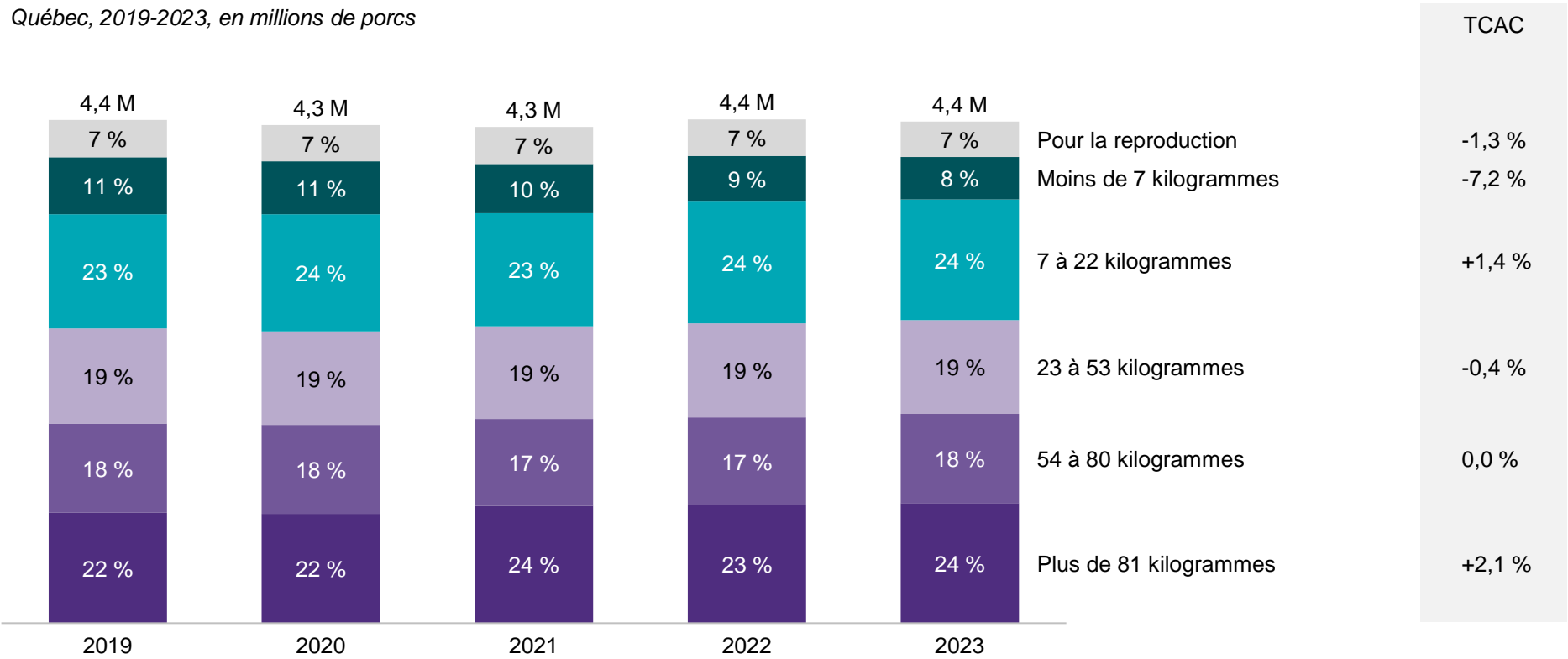
Évolution du nombre de porcs selon le type (au 1^{er} janvier)

Annexe

Le nombre de porcs dans les fermes du Québec est demeuré constant dans les cinq dernières années. Il oscille entre 4,3 M et 4,4 M depuis 2019. Les porcs voués à la reproduction représentent 7 % des têtes dans la ferme. Le reste est voué à la production de viande. Ceux-ci sont catégorisés selon leur poids.

Évolution du nombre de porcs selon le type (au 1^{er} janvier)

Québec, 2019-2023, en millions de porcs



Sources : Statistique Canada (statistiques de porcs), 2023; analyse RCGT.

Détails des exportations selon les produits et selon le marché d'exportation

Annexe

Détails des exportations selon les produits et selon le marché d'exportation

Québec, 2023, en millions \$

Note : Les données de la Chine incluent également Hong Kong.

Produits exportés	Marchés d'exportation					
	États-Unis	Chine	Japon	Philippines	Mexique	Autres
SH 020311 – Carcasses et demi-carcasses de porc fraîches ou réfrigérées	-	-	-	0,0	-	0,3
SH 020312 – Jambons et épaules et leurs morceaux, de porc non désossé, frais ou réfrigérés	103,0	-	-	0,1	75,5	2,7
SH 020319 – Viande de porc, fraîche ou réfrigérée	272,7	-	58,5	0,6	13,4	4,9
SH 020321 – Carcasses et demi-carcasses de porc, congelées	-	0,1	-	1,6	-	0,2
SH 020322 – Jambons, épaules et leurs morceaux, de porc, non désossés, congelés	7,7	52,9	1,7	70,0	3,6	44,7
SH 020329 – Viande de porc congelée	71,5	124,7	60,6	99,5	15,9	192,5
SH 020630 – Abats comestibles de l'espèce porcine, frais ou réfrigérés	2,4	-	-	0,1	1,5	0,1
SH 020641 – Foies de l'espèce porcine, congelés	0,0	-	-	0,3	-	0,1
SH 020649 – Abats comestibles de l'espèce porcine, congelés	4,6	127,9	0,7	15,7	2,9	11,8
SH 020910 – Lard sans parts maigres, graisse de porc, ni fondue ni autre extr,fr/réfrig/cong/etc.	4,3	0,1	4,4	4,8	6,4	7,1
SH 021011 – Jambons et épaule et leurs mcx de porc, non désossés, salés, saumurés, séchés, fumés	1,1	-	-	1,2	-	4,5
SH 021012 – Poitrines (entrelardées) et leurs mcx de porc, salés, saumurés, séchés ou fumés	43,5	-	-	0,0	2,2	2,1
SH 021019 – Viandes de porcine, salées, en saumure, séchées ou fumées	10,0	-	-	-	0,1	15,0
Total	520,7	305,7	125,9	194,0	121,5	285,9

Sources : Gouvernement du Canada (Commerce en direct); analyse RCGT

Liste des établissements québécois de viande agréés par le gouvernement fédéral

Annexe

Entreprises	Faisant aussi affaire sous le nom	Adresse
L.G Hébert et Fils Ltée	Les Viandes or-Fil International	428, rue Gébert, Sainte-Hélène-de-Bagot, QC, J0H 1M0
Olym S.E.C.	Agromex, Agromex inc., F. Ménard, Divison d'Olymel S.E.C, Olym L.P., Olym S.E.C/L.P.	168, rue Lague, Ange-Gardien, QC, J0E 1E0
Les Viandes du Breton inc.	-	150, Chemin des Raymond, Rivière-du-Loup, QC, G5R 5X8
Atrahan Transformation inc.	Olymel S.E.C./Olymel L.P. ; Olymel S.E.C./L.P.	860 Chemin des Acadiens, Yamachiche, QC, G0X 3L0
CBCo Alliance Inc.	-	1000 Montée Pilon, Les Cèdres, QC, J7T 1G2
Olymel S.E.C./Olymel L.P.	Olymel S.E.C./L.P. : Aliments Prince, S.E.C./Prince Foods, L.P. : Supraliment S.E.C.	125 Rue Saint-Isidore, St-Esprit, QC, J0K 2L0
Aliments ASTA Inc.	-	767 Route 289, Saint-Alexandre, QC, G0L 2G0
9369-5989 Québec Inc.	Viandes Giroux (1997)	250 Rue Georges Pinard, East Angus, QC, J0B 1R0 399 Rue des Industries, Repentigny, QC, J5Z 4Y8
9220-7158 Québec Inc.	-	200, Rue Israel-Hébert, Racine, QC, J0E 1Y0

 Temporairement inactif

Note : Les données du Gouvernement du Canada incluait également l'abattoir d'Olymel de Vallée-Jonction qui a fermé en décembre 2023 et celui de Princeville qui a fermé en mars 2022, ainsi que l'abattoir Jacques-Forget qui n'abat plus de porcs depuis 2020. Ceux-ci ont été retirés de la liste.

Sources : Gouvernement du Canada.

Liste des abattoirs provinciaux

Annexe

Entreprises	Faisant aussi affaire sous le nom	Adresse
9063-7588 Québec Inc.	Boucherie Spécialisée Côte-à-Côte	146 Ch. Pointe-Basse, Havre-aux-Maisons, QC, G4T 5H9
9197-4659 Québec Inc.	Abattoir Cliche	200 Avenue Lafontaine, East-Broughton, QC, G0N 1G0
9264-7502 Québec Inc.	Porc du rang 4	708 Rang Double, Saint-Ambroise-de-Kildare, QC, J0K 1C0
9433-2855 Québec Inc.	Les viandes B&B	164 Ch. Du Ruisseau St Louis E, Marieville, QC, J3M 1P1
9446-5416 Québec Inc.	Abattoir Bolduc	1997 Ch. des Érables, Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, QC, G0R 1G0
9181-5688 Québec Inc.	Abattoir Lamarche	200 Israël-Hébert, Racine, QC, J0E 1Y0
Abattoir Bouwman Inc.	-	910 QC-148, Thurso, QC, J0X 3B0
Abattoir Correia Inc.	-	87 Rang Saint-Régis S, Saint-Isidore-de-Laprairie, QC, J0L 2A0
Abattoir régional de Coaticook Inc.	-	122 QC-147, Coaticook, QC, J1A 2S2
Abattoir Rolland Pouliot & Fils Inc.	-	181 Ch. du Trait-Carré, Saint-Henri, QC, G0R 3E0
Boucherie Alphonse Côté Inc.	-	23 Rang des Érables, Sainte-Eulalie, QC, G0Z 1E0
Groupe Adel – Abattoir de Luceville Inc.	-	90 Rue St Pierre, Sainte-Luce, QC G0K 1P0
Marché d'alimentation Vallée Inc.	-	619 Rue Principale, Saint-Elzéar, QC G0S 2J0

Sources : MAPAQ.

Liste des abattoirs de proximité

Annexe

Entreprises	Faisant aussi affaire sous le nom	Adresse
9033-0028 Québec Inc.	Abattoir Boucherie Jacques Marquis	117 Rue Principale, Saint-Gervais, QC, G0R 3C0
9168-8457 Québec Inc.	Abattoir Éloise	280 Rte du Lac O, Alma, QC G8B 6M6
9314-1232 Québec Inc.	Abattoir Dominic Girard	568 QC-239, Saint-Marcel-de-Richelieu, QC J0H 1T0
Abattoir Boucherie Desmarais	-	480 2 ^e Av, Weedon, QC J0B 3J0
Abattoir Centre du Québec	-	213 10 Rang Saint-Edmond-de-Grantham, QC J0C 1K0
Abattoir Lavallée	-	619 Ch. Cowan, Saint-Chrysostome, QC J0S 1R0
Abattoir St-Méthode	-	84 Rang 11, Adstock, QC G0N 1S0
Boucherie Abattoir Desorcy	-	1505 Ch. Favreau, Sainte-Edwidge, QC J0B 2R0
Boucherie Fortin et Fils	-	1756 QC-139, Sutton, QC J0E 2K0
Boucherie l'Avenir	Abattoir Trahan	570 Rue Principale, L'Avenir, QC J0C 1B0
Boucherie Gilles & Benoît Primeau & Fils Inc.	-	111 Rue Principale, Saint-Louis-de-Gonzague, QC J0S 1T0
Grégoire Marie-Claude	Boucherie Gaudette	878 Saint-Édouard, Saint-Jude, QC J0H 1P0
Harvey Dominique	-	230, chemin Lapointe Sainte-Jeanne-d'Arc, QC, G0W 1E0
Abattoir Zampini	-	1425 Rang l'Achignan Nord, L'Épiphanie, QC J5X 3L5
Lacroix Julien	-	145 Rue du Pont, Saint-Victor, QC G0M 2B0
Maître Viandes Aquino	-	534 Rue de l'Église, La Présentation, QC J0H 1B0
Philippe Dufour & Fils	-	795 Bd Malcolm-Fraser, La Malbaie, QC G5A 2M6
Rosé Mignon	-	264, 2 ^e Rang, Sainte-Sophie-d'Halifax, QC, G0P 1L0
Théberge Michel	Abattoir Gaston Théberge	147, rang 4 Ouest, Stoke, QC, J0B 3G0
Louis-Marie Tremblay	Louis-Marie Tremblay Épicerie	53 Rue Maisonneuve, Saint-Hilarion, QC G0A 3V0

Sources : MAPAQ.

Survol des programmes de soutien de l'État (sauf ASRA)

Annexe

Programmes	Type d'aide	Organisation	Objectifs	Détails de l'aide offerte
Compétitivité et environnement – Volet 1	Amélioration de la compétitivité	MAPAQ	Appuyer l'apport d'expertise externe et l'acquisition de compétences dans les entreprises de transformation laitière et des viandes afin d'améliorer leur compétitivité ou leur empreinte environnementale.	L'aide financière couvre 60 % des dépenses admissibles, jusqu'à concurrence de 100 000 \$.
Compétitivité et environnement – Volet 2	Amélioration de la compétitivité	MAPAQ	Stimuler les investissements afin d'augmenter la compétitivité des entreprises ou d'améliorer leur empreinte environnementale.	L'aide financière couvre 50 % des dépenses admissibles, jusqu'à concurrence de 300 000 \$. Une bonification maximale de 10 % des dépenses admissibles peut être consentie pour les projets répondant aux priorités ministérielles ou gouvernementales.
Compétitivité et environnement – Volet 3	Amélioration de la compétitivité	MAPAQ	Répondre aux besoins régionaux ou sectoriels par la réalisation de projets structurants, pour les secteurs de la transformation laitière et des viandes, qui induisent un effet de levier sur le développement économique ou durable.	
Prime-Vert – Volet 1	Amélioration de la compétitivité	MAPAQ	Accroître l'adoption de pratiques agroenvironnementales par les exploitations agricoles.	Aide financière variable selon le sous-volet, mais pouvant atteindre 120 000 \$.
Prime-Vert – Volet 2	Amélioration de la compétitivité	MAPAQ	Contribuer à l'atteinte des objectifs prioritaires en agroenvironnement par la réalisation de projets à portée collective.	Aide financière variable selon le sous-volet, mais pouvant atteindre 500 000 \$.
Programme Investissement Croissance Durable	Amélioration de la compétitivité	Financière agricole du Québec	Favoriser le développement des entreprises agricoles et agroalimentaires en les appuyant financièrement dans la réalisation d'investissements productifs et durables.	Le montant maximal du financement admissible par entreprise s'élève à 700 000 \$. L'aide est versée sur une période de trois ans.

Sources : MAPAQ, Agriculture Canada, analyse RCGT.

Survol des programmes de soutien de l'État (sauf ASRA)

Annexe

Programmes	Type d'aide	Organisation	Objectifs	Détails de l'aide offerte
Agri-investissement	Stabilisation des revenus	Agriculture et Agroalimentaire Canada	Aider les producteurs à gérer de petites baisses de revenu et à faire des investissements dans le but d'atténuer les risques et d'améliorer le revenu du marché.	Un agriculteur peut déposer annuellement un montant dans un compte et recevoir des contributions gouvernementales équivalentes (maximum de 10 000 \$).
Agri-stabilité	Stabilisation des revenus	Agriculture et Agroalimentaire Canada	Protéger le revenu global des entreprises agricoles en cas d'une baisse de la marge de production.	Les participants doivent verser une contribution qui correspond à un montant de 3,15 \$ pour chaque tranche de 1 000 \$ de leur marge de référence contributive. Ils obtiennent une assurance de leur revenu en cas de baisse des marges de profit.
Assurance stabilisation des revenus agricoles	Stabilisation des revenus	Financière agricole du Québec	Protéger les entreprises contre les fluctuations des prix du marché et des coûts de production.	L'aide financière varie selon le type de fermes.
Programme de paiements anticipés	Stabilisation des revenus	Agriculture et Agroalimentaire Canada	Garantir les prêts pour offrir aux productrices et producteurs agricoles un accès facile à des avances de fonds à faible coût.	Le récipiendaire peut obtenir une avance totale allant jusqu'à 1 000 000 \$ en fonction de la valeur des produits agricoles admissibles qui seront produits ou qui sont en stock.
Agri-relance	Aide d'urgence	Agriculture et Agroalimentaire Canada	Aider les producteurs à reprendre leurs activités à la suite d'une catastrophe naturelle.	Agri-relance cible les coûts exceptionnels que doivent assumer les producteurs à la suite d'une catastrophe.

Sources : MAPAQ, Agriculture Canada, analyse RCGT.

Types de produits exportés selon le marché

Annexe

Les types de produits exportés varient selon le marché où ils sont acheminés. À titre d'exemple, voici les principaux types d'exportation selon le marché :

États-Unis

- Surtout des pièces fraîches
- Plutôt sous la forme de grosses pièces et combos
- Coupes primaires

Mexique

- Peau
- Fesses de porc fraîches
- Coupes primaires

Chine

- Nez
- Oreille
- Langue
- Têtes entières
- Pattes

Caraïbes

- Queue
- Pied saumuré
- Tympan

Japon

- Longe
- Flanc
- Langue
- Tête

Philippines

- Tympan
- Peau
- Masque de porc

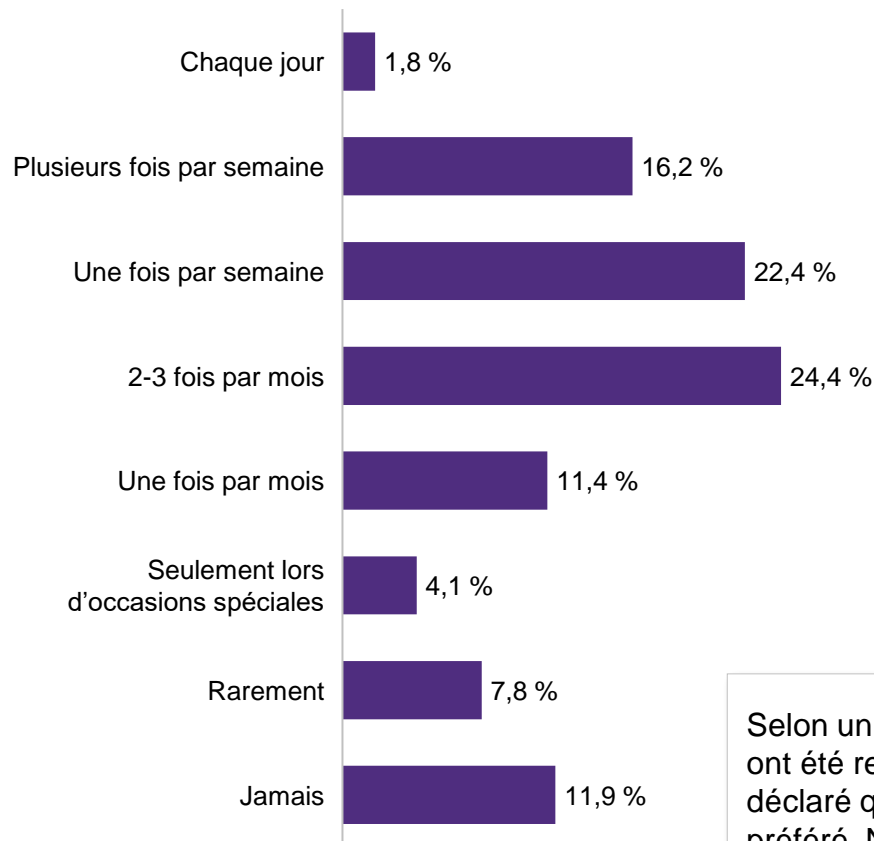
Sources : Entrevues avec les acteurs de la filière québécoise, analyse RCGT.

Consommation de porc au Canada

Annexe

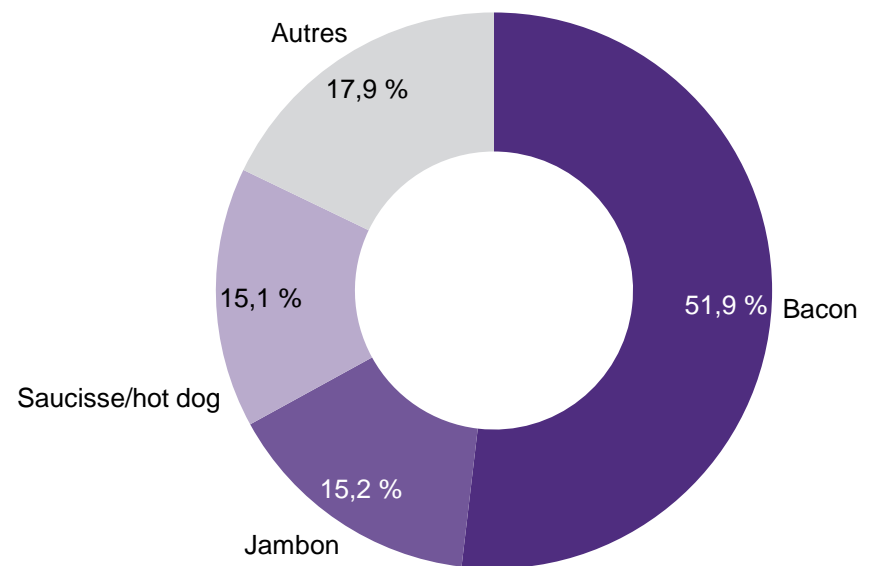
Fréquence de consommation de viande de porc

Canada, 2019, en % de répondant (n = 5 212)



Type de porc transformé préféré des consommateurs

Canada, 2019, en % de répondant (n = 5 202)



Selon un sondage réalisé en août 2019 par ProdegeMR et dont les résultats ont été rendus publics par Statista, quelque 51,9 % des Canadiens ont déclaré que le bacon était leur type de produit transformé à base de porc préféré. Notons également que 37 % des Canadiens se disent prêts à réduire leur consommation de viande selon cette même enquête.

Sources : Statista, analyse RCGT.

Liste des intervenants rencontrés

Annexe

Le présent rapport s'appuie sur les discussions menées avec un éventail d'acteurs de la filière porcine au Québec et à l'international. Voici une liste des intervenants qui ont été rencontrés dans le cadre du mandat :

Organisation	Type
Ferme La Ronchonnerie	Producteur – indépendant
Ceres	Producteur – grande entreprise
CBCo	Abattoir – nouveau joueur
ASTA	Abattoir – joueur intermédiaire
Olymel	Abattoir – grande entreprise (exportateur et transformateur)
Viandes du Breton	Porcs spécifiques
Éleveurs de porcs du Québec	Association
Union des producteurs agricoles	Association
Seficlo, Aliments trans-gras	Transformateur
Centre de développement du porc du Québec	Conseiller
Financière agricole du Québec	Financement
Association québécoise des industries de nutrition animale et céréalière (AQINAC)	Nutrition animale
Service vétérinaire ambulatoire	Vétérinaire
Groupe Export	Exportations
Conseil de viandes du Canada	Expert canadien

Guide d'entrevue – Au Québec

Annexe

Présentation de la filière

- Quelles sont les forces et les faiblesses de l'industrie porcine au Québec?
- Existe-t-il des opportunités qui peuvent être saisies par la filière porcine afin d'améliorer sa compétitivité à l'international (investissements technologiques, automatisation, créneaux et produits d'avenir, etc.)?
- Quelles sont les menaces qui pourraient empêcher le Québec de saisir ces opportunités?

Enjeux

- Comment la nouvelle convention de mise en marché risque-t-elle d'influencer la filière porcine au cours des prochaines années?
- Parmi les enjeux actuellement vécus par la filière porcine (évolution des préférences des consommateurs, pénurie de main-d'œuvre, instabilité sur les marchés internationaux, nouvelle convention de mise en marché, etc.), lesquels ont le plus important impact sur la rentabilité de cette dernière?
- Quelles sont les problématiques que vous vivez au niveau de la main-d'œuvre et quels sont leurs impacts sur vos opérations et votre rentabilité?

Types de modèles d'affaires

- Quelle est la dynamique entre les agents intégrateurs et ceux à forfait?
 - Comment se déclinent les types de contrats qui peuvent être mis en œuvre par les parties?
- Quels sont les avantages, inconvénients et enjeux associés à chacun des modèles d'affaires (ferme indépendante, forfaitaire, intégrateur, etc.)?
- Comment se distinguent les différents types d'éleveurs de porcs (naisseur-finiisseur et naisseur) en termes de rentabilité? Certains sont-ils plus rentables que d'autres et pourquoi?
- Comment l'intégration des différents maillons peut-elle affecter la compétitivité de la filière porcine au Québec?

Guide d'entrevue – Au Québec (suite)

Annexe

Systèmes de production

- Comment se situe le Québec par rapport aux autres provinces en termes d'efficacité des méthodes de production actuelles?
 - À quel niveau est-ce que le Québec affiche des retards technologiques par rapport à ses concurrents?
- Quelles sont les perspectives de développement technologique à court, moyen et long terme?
- Voyez-vous, dans le futur, des développements de produits pour répondre à de nouveaux marchés plus stables ou de proximité?

Incidence du soutien de l'état

- Quels sont les mécanismes de soutien financier de l'état qui pourraient contribuer à consolider la filière porcine, améliorer sa rentabilité globale et permettre sa pérennité?
- Quels sont les avantages associés au soutien actuel de l'état via l'ASRA?
- Existe-t-il des conséquences négatives découlant du modèle actuel de soutien via l'ASRA?
- Existe-t-il selon vous une relation entre la concentration de l'industrie et les systèmes actuels de soutien de l'état?

- Quelles améliorations du soutien permettraient d'envisager un avenir avec un meilleur partage de risque entre les acteurs de la filière?
- Est-ce que l'ASRA a joué un rôle dans l'orientation de développement de votre entreprise? Si oui, comment?

Solutions au modèle actuel

- Certains développements technologiques pourraient-ils permettre à la filière porcine d'améliorer son positionnement par rapport aux autres provinces/pays? Lesquels?
- En vous basant sur votre connaissance des autres juridictions, existe-t-il des mécanismes qui pourraient être mis en œuvre pour améliorer la rentabilité de la filière porcine au Québec?
- De quelle manière est-ce que le système d'assurance actuel de la production pourrait être bonifié pour améliorer la compétitivité de la filière?
- Y a-t-il des options de fonctionnement ou ententes qui permettraient que chaque maillon de la filière soit rentable ou que le risque soit réparti plus équitablement?

Guide d'entrevue – À l'international (balisage)

Annexe

Présentation du marché

- Quelles sont les particularités relatives à votre marché en termes de produits consommés?
- Quels sont les principaux enjeux actuellement vécus sur votre marché?
- Comment se situe votre pays par rapport aux autres provinces en termes d'efficacité des méthodes de production actuelles? Comment se démarque-t-il?

Compétitivité des pays

- Quelles sont les forces et faiblesses de l'industrie porcine dans votre pays?
- Globalement, comment percevez-vous la compétitivité de la production porcine dans votre pays par rapport à d'autres pays?
- Comment la compétitivité varie-t-elle entre les différents maillons de la chaîne de valeur?

Intérêt pour certains types de produit

- Connaissez-vous le porc québécois?
- Pourquoi n'importez-vous pas davantage de porc québécois?

- Y a-t-il une demande spécifique ou un intérêt particulier pour certains types de produits dérivés du porc dans votre région ou sur le marché global?
 - Si oui, veuillez spécifier quels sont ces produits.

Soutien public

- Quels sont les mécanismes de soutien financier de l'état qui sont actuellement en vigueur pour aider la filière porcine?
- La filière porcine dépend-elle de la présence de financement public?
- Existe-t-il un mécanisme pour assurer une sécurité du revenu chez les producteurs de porcs? Quelle forme prend-il?

Conclusion

- Selon vous, y a-t-il un enjeu qui serait facile à régler qui permettrait d'augmenter votre approvisionnement en porc québécois?
- Avez-vous des commentaires ou des informations supplémentaires qui pourraient permettre de mieux comprendre l'industrie porcine dans votre pays?

Guide d'entrevue – À l'international (autres questions)

Annexe

Industrie mondiale

- Quels sont les tendances et enjeux qui affectent la filière porcine au Québec et qui se retrouvent également sur les marchés internationaux (prix du grain à la hausse, concentration du marché, pénurie de main-d'œuvre, etc.)?

Tendances de consommation mondiales

- Quels sont les marchés à haut potentiels à l'international, notamment pour :
 - Le porc de commodité?
 - Les produits de porc à forte valeur ajoutée?
- Quelles sont les grandes tendances de consommation mondiale, notamment en lien avec les créneaux en croissance?
- Quelles sont les préférences des grands marchés, c'est-à-dire le type de viande de porc qu'ils achètent?

Créneaux d'avenir

- Selon votre connaissance des préférences des consommateurs à l'international, quels sont les marchés qui auraient un fort intérêt pour le porc :
 - Certifié biologique?
 - *Human certified*?
- Existe-t-il d'autres certifications ou créneaux qui apportent une forte valeur ajoutée aux produits du porc?
 - Si oui, lesquels?

Norme internationale

- Selon vous, existe-t-il un certain potentiel pour le développement d'une norme internationale sur le bien-être animal qui pourrait s'inspirer des standards de l'Europe et de la Californie?
 - Le Québec pourrait-il s'impliquer dans un tel mécanisme de certification?



rcgt.com

© Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L., 2021, 2023. Tous droits réservés.

« Grant Thornton » fait référence à la marque sous laquelle les sociétés membres de Grant Thornton fournissent des services de certification, de fiscalité et de conseil à leurs clients, et peut aussi désigner une ou plusieurs sociétés membres, selon le contexte. Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L. est une société membre de Grant Thornton International Ltd (GTIL). GTIL et les sociétés membres ne constituent pas une association mondiale. GTIL et chacune des sociétés membres sont des entités juridiques indépendantes. Les services professionnels sont offerts par les sociétés membres.